

DES
WARRANTS AGRICOLES

COMMENTAIRE THÉORIQUE & PRATIQUE

DE LA LOI DU 18 JUILLET 1898

PAR

Henri RIBADEAU-DUMAS

DOCTEUR EN DROIT

*Attaché au Parquet du Procureur général
près la Cour d'Appel de Paris*

PARIS

IMPRIMERIE HARDY & BERNARD

491, Faubourg Poissonnière

1900

L'acte public sera présenté et soutenu le samedi

24 Mars 1900 à une heure.

M. PLANIOL, président.

MM. LE POITTEVIN, suffragant.

SOUCHON

—

DES
WARRANTS AGRICOLES

COMMENTAIRE THÉORIQUE & PRATIQUE

DE LA LOI DU 18 JUILLET 1898

DES

WARRANTS AGRICOLES

COMMENTAIRE THÉORIQUE & PRATIQUE

DE LA LOI DU 18 JUILLET 1898

PAR

Henri RIBADEAU-DUMAS

DOCTEUR EN DROIT

Attaché au Parquet du Procureur général

près la Cour d'Appel de Paris



PARIS

IMPRIMERIE HARDY & BERNARD

491, Faubourg Poissonnière

—
1900

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES WARRANTS AGRICOLES

Commentaire de la Loi du 18 Juillet 1898

PREMIÈRE PARTIE

CRÉDIT AGRICOLE — GAGE SANS DÉPLACEMENT

CHAPITRE PREMIER

CRÉDIT AGRICOLE ET APERÇU HISTORIQUE

1. — Crédit agricole.

Au début de ce siècle, au moment où fut rédigé le Code civil, l'exploitation du sol était arriérée; les méthodes culturales étaient simples, l'outillage agricole peu perfectionné et peu important. La fertilité de la terre, le travail, le soleil et l'eau constituaient, pour ainsi dire, les seuls éléments de la production agricole.

Grâce à la difficulté des communications, l'agriculteur écoulait facilement ses produits au marché de la ville la plus proche de son exploitation. Il retirait toujours de la

vente de ses denrées un petit bénéfice, qui lui suffisait pour vivre, lui et sa famille. Avait-il quelque besoin d'argent pour faire des améliorations sur ses terres ? Il ne pensait pas à donner en gage les biens de la ferme. Il s'adressait à son parent, à son voisin, car chacun gardait son argent chez lui : le traditionnel bas de laine était alors le véritable instrument de crédit (1). Mais il considérait ces dépenses d'amélioration comme des dépenses accessoires ; il ne songeait qu'à étendre son domaine qui était pour lui sa véritable richesse.

Dans ces conditions, on conçoit que le législateur de 1804 qui se trouvait en présence d'une propriété immobilière considérable, formant presque l'unique élément de la fortune privée, lui ait sacrifié la propriété mobilière et n'ait pas cherché à en faire un instrument de crédit aux mains des possesseurs.

Et cet état de choses se perpétua durant de longues années : Balzac ne nous montre-t-il pas que le principal désir du cultivateur est d'arrondir ses terres et d'en toujours acquérir, sans se préoccuper de faire rendre à celles qu'il possède une récolte plus abondante ?

Mais, vers le milieu de ce siècle, l'industrie fut bouleversée par la découverte de la vapeur ; le commerce, facilité par des voies de communication plus rapides, prit un essor qu'on ne connut jamais en France. La création des chemins de fer, le développement de la navigation maritime et fluviale ont permis à l'étranger de jeter sur nos

(1) Louis Durand. *Le Crédit agricole en France et à l'étranger*.

marchés des produits obtenus à meilleur compte. La toute-puissance du capital se révéla tout d'un coup.

L'agriculture, de son côté, ne resta pas insensible à cette marche en avant ; la science, par ses méthodes et ses procédés nouveaux, modifia les conditions d'exploitation du sol. Le système de l'assolement biennal ou triennal par la jachère fit place à des modes de culture plus savants. Les engrais naturels, insuffisants pour un sol en partie épuisé, furent remplacés par les engrais artificiels. Les machines perfectionnées, les batteuses à vapeur ou à manège, les faucheuses, les herses construites sur de nouveaux modèles se répandirent dans les campagnes. Ces engins forment aujourd'hui une partie importante de la richesse nationale.

Le capital mobilier prit ainsi une extension considérable ; et l'on estime actuellement à plus de treize milliards le capital d'exploitation de nos agriculteurs, représenté par le bétail, les semences, le fourrage, les instruments agricoles (1).

Et cependant, malgré les découvertes, malgré l'évolution progressive de la science, notre agriculture se trouve dans un état d'infériorité marquée vis-à-vis des autres peuples moins favorisés que nous ; elle ne répond pas aux espérances que l'on est en droit d'attendre de son développement. Si, en effet, on examine le rendement des terres cultivées et si l'on compare la situation de l'agriculture française avec celle de ces autres peuples, on est

(1) D. Zolla. *Les questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*. — 1^{re} série ; introduction.

frappé de son infériorité : de 1852 à 1878, la production moyenne du blé en Angleterre a été de 27 hectolitres à l'hectare, elle a été même dans les années qui suivirent de 28 hectolitres; en Allemagne, la moyenne des rendements atteint 25 hectol. 30 et dans certaines régions 35 hectolitres à l'hectare, d'après les enquêtes officielles (1). Les statistiques, publiées par le Ministère de l'Agriculture dans ces dernières années, notamment en 1896 et en 1897, viennent confirmer ces chiffres. Au contraire, il est amplement démontré par ces mêmes statistiques que la moyenne du rendement des céréales en France ne dépasse pas 15 hectolitres à l'hectare (2).

La conséquence qui en résulte est que nous ne pouvons pas suffire à notre alimentation et que nous sommes obligés chaque année de faire venir de l'étranger les denrées qui y sont nécessaires.

A quelles causes attribuer cette infériorité ? Elles sont nombreuses et variées. L'une des premières réside évidemment dans cette concurrence étrangère qu'a développée la découverte de moyens de transport rapides, faciles et de moins en moins coûteux. Les cours des produits français ont dû par suite fléchir dans des conditions appréciables. Et, d'autre part, comme les conditions de

(1) Muley. *Le Crédit à l'agriculture, son organisation en France*. Supplément à la *Revue d'économie rurale* du 10 octobre 1889.

(2) *Statistiques du Ministère de l'Agriculture 1896-1897*. En 1896, la moyenne du rendement à l'hectare a été en France de 17^{hect.}, 42, tandis qu'elle était de 30 hectolitres en Angleterre (sur 685,375 hectares, 20,733,043 hectolitres de blé ont été récoltés). En 1897, la moyenne s'est abaissée en France et a été de 13^{hect.}, 19; en Angleterre elle était de 26 hectolitres environ (sur 764,486 hectares, 19,965,360 hectolitres de blés).

la vie deviennent de plus en plus onéreuses, la main-d'œuvre s'est élevée : l'ouvrier agricole demande, comme l'ouvrier des villes, l'augmentation de son salaire. Le cultivateur s'est trouvé ainsi resserré de deux côtés comme dans un étau.

Il y a plus ; l'agriculteur qui trouvait aisément à emprunter chez son voisin, ne peut plus user de cette faculté ou rarement : l'argent qui dormait dans le bas de laine est porté à la ville, il est employé dans les grandes industries qui se sont créées à la suite de la découverte de la vapeur et de l'électricité. En outre, le législateur voulant développer l'esprit d'épargne chez l'habitant des campagnes aussi bien que chez l'habitant des villes, a institué les Caisses d'épargne où sont drainées toutes les économies de l'agriculteur (1). Assurément, c'est une nécessité, au point de vue économique, de ne pas laisser un capital improductif ; mais il n'en faut pas moins remarquer que les conditions auxquelles l'agriculteur trouvait autrefois un crédit suffisant lui feront défaut de jour en jour.

A ces causes d'origine économique, il faut ajouter que, pour une certaine catégorie d'agriculteurs, la maladie a exercé une influence désastreuse sur la production ; nous voulons parler des viticulteurs. Le phylloxera, l'oïdium, le mildew ont changé en lieux stériles des terres souvent achetées fort cher. Aujourd'hui, il est vrai, on a trouvé des remèdes contre leur invasion ; mais ils exigent des dépenses ; et, si le riche propriétaire trouve le crédit dont

(1) Louis Durand. Ouvrage cité.

il a besoin, il n'en est pas de même du petit viticulteur qui ne possède souvent que sa maison et sa vigne.

Et alors les habitants des campagnes, ne trouvant pas dans le rendement de la terre une rémunération suffisante de leurs durs travaux, se découragent et s'en vont vers la ville où, aliénant leur liberté, ils espèrent avoir une existence plus heureuse. Ils savent qu'ils obtiendront toujours un travail bien rémunéré, l'ouvrier des villes étant l'objet continuel de la sollicitude du législateur. Et puis, tandis qu'à la campagne, ils n'acquièrent un peu d'aisance qu'au prix de fatigues multiples, de mille soucis, ne voient-ils pas des fortunes considérables se créer en quelques années soit dans le commerce, soit dans l'industrie? Ne voient-ils pas des personnes enrichies du jour au lendemain par la spéculation? Oubliant les pertes sous lesquelles nombre de personnes ont succombé, oubliant les ruines qui ont plongé des familles dans la misère, ils sont fascinés par la vue de celui qui a réussi et se sentent tout aussi capables que lui d'arriver à la fortune, en allant travailler à la ville.

C'est en présence de ces résultats regrettables que tous ceux qui s'intéressent au sort de l'agriculture se sont préoccupés de donner aux agriculteurs les moyens d'obtenir du sol la plus grande somme de richesse; savants, législateurs, publicistes, chacun dans leur sphère, ont cherché le remède à cette situation malheureuse. Maintes et maintes fois, on a consulté les conseils d'agriculture sur les réformes à introduire dans notre législation pour améliorer le sort du cultivateur.

Alors est née la question du crédit agricole mobilier.

Qu'est-ce donc que le crédit agricole mobilier ? On peut dire que c'est celui qui a pour but de procurer à l'agriculteur les bestiaux, machines et instruments aratoires, semences, engrais, tous objets enfin propres à la culture des terres pour en augmenter la production. Il fait obtenir à l'agriculture les capitaux nécessaires au développement de son industrie (1).

Au sens général, le crédit agricole doit s'entendre de tout capital emprunté en vue d'un emploi agricole quelconque. Son caractère essentiel est la destination du capital emprunté (2), tandis qu'au contraire chez le commerçant, c'est la qualité de l'emprunteur qui détermine la nature du crédit qui lui est accordé.

L'agriculteur peut avoir besoin de capitaux pour l'achat de terres nouvelles, pour le drainage, le défrichement, les transformations diverses de celles qu'il possède. Le crédit qui lui est dispensé pour y aboutir prend spécialement le nom de *crédit foncier* ; c'est une partie du crédit agricole qui permet à l'emprunteur d'obtenir des capitaux remboursables à de longues échéances.

Ce n'est pas des travaux de cette nature que l'on a en vue lorsqu'on parle de crédit agricole mobilier, pas plus que celui-ci doit pourvoir au besoin d'argent nécessité soit pour payer des dettes, soit pour assurer au cultivateur et à sa famille la nourriture et les vêtements qui leur sont indispensables. Le crédit agricole mobilier est destiné

(1) Carpentier. *Répertoire général alphabétique du Droit français*, au mot CRÉDIT AGRICOLE.

(2) Louis Dop. *Le Crédit agricole*.

uniquement à augmenter le capital d'exploitation, et par suite la production de la terre ; la mécanique a fait d'immenses progrès en perfectionnant l'outillage agricole, en répandant des machines qui suppléent à l'insuffisance de bras et rendent le travail plus facile ; la chimie a découvert des engrais artificiels qui peuvent avantageusement remplacer l'engrais de ferme et rendre le sol plus productif. Ce sont ces machines, ces engrais que doit procurer le crédit agricole mobilier, et avec eux les bestiaux et tout ce qui peut accroître la production.

Que peuvent faire le fermier, le métayer, si on ne met pas le crédit à leur disposition ? Ils ne peuvent consentir une sûreté sérieuse : tout le mobilier de la ferme est absorbé pour garantir le privilège du propriétaire. Le crédit qui leur est concédé ne peut être fondé que sur leur honorabilité, la confiance qu'ils inspirent, l'exactitude qu'ils mettent à remplir leurs engagements. Comparant la situation des agriculteurs à celle des commerçants, on s'est demandé pourquoi les capitaux, abondants pour ces derniers, étaient rares pour les premiers ; pourquoi, tandis que l'agriculteur possède un mobilier d'une très grande valeur, ils se dirigeaient tous vers le commerce et l'industrie à l'exclusion de l'agriculture ; pourquoi, en un mot, le crédit lui faisait complètement défaut. Car, en définitive, dans le commerce et l'industrie, ce sont les marchandises, l'outillage et l'installation qui sont la garantie réelle du crédit ; ce n'est pas seulement l'honorabilité et la solvabilité de l'emprunteur qui engagent le banquier à prêter. On ne peut pas dire qu'il y ait un crédit per-

sonnel absolu (1). La situation n'est-elle pas la même pour les agriculteurs ? Pourquoi ne chercherait-on pas à utiliser dans la mesure du possible ces valeurs considérables en bestiaux et en objets mobiliers contenues dans les fermes ? Pourquoi ne joueraient-elles pas le même rôle dans l'agriculture que dans le commerce et l'industrie ? Il y a là des éléments propres à augmenter le crédit du fermier et celui du propriétaire qui cultive lui-même.

Ce crédit sera utile pour nourrir plus largement le sol, pour engraisser le bétail, pour appliquer les nouvelles méthodes de culture, enfin pour résister aux fléaux tels que ceux qui sévissent sur la vigne. Nous ne croyons pas que si l'on facilite le crédit à l'agriculteur, ce sera lui ouvrir la porte de la ruine, comme certains l'ont dit. Assurément, il se peut que la récolte attendue périsse, que le cultivateur, peu intelligent et peu soucieux de ses intérêts, emploie les sommes d'argent qu'il pourra se procurer par le crédit qui lui sera ouvert, à augmenter sa propriété foncière ou à les emprunter dans un but de consommation, et non de production agricole(2). Mais si l'on envisage uniquement les cas fortuits qui peuvent se produire ou les abus qui peuvent être la conséquence d'une institution nouvelle, destinée à profiter à bon nombre de personnes, et si pour cette raison on ne veut pas l'introduire dans une législation, il faut supprimer le crédit dans le commerce et l'industrie. Combien de commerçants, d'industriels tombent en faillite parce qu'ils ne peuvent pas faire

(1) Louis Durand, ouvrage cité.

(2) Louis Durand, ouvrage cité.

face à leurs engagements? Et cependant, il ne vient à l'esprit de personne de supprimer le crédit qui est l'âme du commerce et de l'industrie.

Et puis, l'agriculteur ne peut-il pas se ruiner sans que l'on organise le crédit agricole? Qu'est-ce qui l'empêche d'aller chez ces usuriers de campagne qui lui prêtent l'argent à un taux immodéré?

Ce sera à l'agriculteur à ordonnancer ses dépenses. L'argent qu'il se procurera, il devra l'employer à augmenter la production de ses terres; et, s'il est intelligent, il saura proportionner ses entreprises à l'importance de son exploitation.

Le crédit lui sera avantageux dans maintes circonstances. Les remèdes employés contre la maladie de la vigne exigent des capitaux; le crédit les fournira au viticulteur. Il viendra en aide au petit cultivateur qui veut acheter des bœufs de labour ou des engins agricoles perfectionnés; et, si les méthodes nouvelles répondent aux résultats qu'il en attendait, il lui permettra d'obtenir une récolte plus abondante et par suite une vie plus confortable pour lui et les siens.

« Sans le crédit, dit M. Josseau (1), c'est en vain que la science découvre chaque jour de nouveaux éléments de fertilisation destinés à combattre l'épuisement de la terre; c'est en vain que la mécanique invente des engins qui suppléent au défaut des bras et accélèrent la rapidité du travail; l'agriculture ne peut profiter des avan-

(1) Josseau. *Traité du Crédit foncier*, tome II.

tages que lui offrent tous ces moyens d'accroître sa production et diminuer ses frais. »

Et chacun, depuis cinquante ans, d'exposer son système, le défendre avec opiniâtreté et parvenir quelquefois à le faire admettre par la majorité. Les uns s'imaginent que l'agriculture a un besoin urgent de capitaux et qu'elle ne peut se relever que si l'État répand une pluie d'or dans les campagnes. D'autres veulent y introduire le crédit tel qu'il existe pour le commerçant et l'industriel et réclament la création d'établissements analogues à la Banque de France. D'autres, enfin, s'attaquant à certaines dispositions de notre Code civil, estiment qu'il ne se trouve plus en harmonie avec les besoins nouveaux de l'agriculture et qu'il est un obstacle au développement du crédit agricole.

Ce sont ces idées que nous allons voir se dégager des discussions qui se sont produites depuis 1840 soit dans les nombreuses commissions qui ont été nommées, soit à propos des enquêtes qui ont eu lieu en France.

2. — Aperçu historique.

En 1845, un Congrès central agricole composé de grands propriétaires, d'économistes, de jurisconsultes, émit le vœu qu'on restreignît le privilège du bailleur rural (art. 2102 du Code civil) et surtout qu'on organisât des institutions de crédit agricole.

Au cours des discussions, le procureur général Dupin fit observer à cette époque que, si l'on voulait réduire le privilège de l'article 2102, le propriétaire serait plus exi-

geant dans le paiement de ses fermages, plus difficile dans le choix du fermier; c'est à ce privilège que le fermier doit le crédit que lui consent le propriétaire. D'autre part, on déclara que l'agriculteur n'avait pas tant besoin d'argent qu'on voulait bien le dire: l'important était que le revenu du sol restât au sol et qu'il ne fût pas drainé à la ville par les entreprises industrielles et commerciales. C'était vrai.

A la suite de ces objections, la question du crédit agricole fut abandonnée temporairement, et ne fut reprise qu'en 1848. M. Turret, Ministre de la Justice, annonça, lors de la discussion de la grande loi du 3 octobre 1848 sur l'enseignement professionnel de l'Agriculture, qu'il présenterait un projet de loi pour organiser le crédit agricole mobilier et immobilier. Il déposa, à cet effet, au mois de décembre 1848, un projet de loi dans lequel l'Etat s'engageait à faire une avance de dix millions aux agriculteurs, au taux de 3 o/o. A la même époque, Mathieu de la Drôme voulait émettre pour 400 millions de billets de la République ayant cours forcé.

On s'imaginait, pour donner satisfaction aux besoins de l'agriculture, qu'il suffisait de créer des banques, d'amasser de l'argent et de le distribuer aux cultivateurs.

Ces divers projets, d'ailleurs, n'eurent pas de suite. Néanmoins, on trouva dans les travaux qui les précédèrent des éléments précieux pour l'établissement d'une Société de crédit agricole et pour l'élaboration des lois du 17 juillet 1856 et du 28 mai 1858, relatives aux prêts destinés à favoriser les opérations de drainage.

Quatre ans plus tard, en 1852, une grande enquête fut ordonnée par le gouvernement tant en France qu'à l'étranger pour y étudier la question de l'organisation du crédit agricole. Une commission fut nommée en 1856 pour préparer les bases d'un projet de loi.

La législation du Code civil fut vivement attaquée ; on affirma qu'elle protégeait l'agriculteur d'une manière excessive et lui créait des obstacles nuisibles à la faculté d'emprunter librement.

C'était d'abord l'article 2076 du Code civil, d'après lequel le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du prêteur ; or il est évident que l'agriculteur ne peut avoir de capitaux au moyen du gage, car il ne peut se dessaisir de ses ustensiles aratoires, de ses bestiaux, de ses récoltes engrangées qui lui sont indispensables pour l'exploitation du sol et pour son existence. C'était ensuite l'article 2102, aux termes duquel le privilège du bailleur rural grève le mobilier du fermier pour le paiement de tous les fermages échus et à échoir ; il absorbe ainsi la valeur du mobilier, et le cultivateur ne peut le donner en gage, alors même qu'il aurait pu s'en dessaisir. Il fallait donc, pour donner suite à la réforme de l'article 2076, obtenir en premier lieu la restriction du privilège du propriétaire.

La lutte s'ouvrit alors entre les économistes et les défenseurs des principes du Code civil. Ceux-ci l'emportèrent au début.

La Commission de 1856 insista sur la nécessité de modifier les dispositions du Code civil, en ce qu'elles avaient

de contraire au libre développement du crédit agricole. Elle demanda *la restriction du privilège du bailleur rural, la constitution du gage sans déplacement, la commercialisation des engagements agricoles*. Mais le Conseil d'Etat consulté repoussa comme dangereuses et impraticables ces dérogations à notre législation civile.

Tandis que l'on tentait ces efforts pour faciliter l'accès du crédit aux agriculteurs, le gouvernement, pour permettre à ceux-ci de supporter la crise que venait de produire l'application de la théorie du libre-échange, s'adressa au Crédit foncier et l'engagea à fonder une banque annexe qui recevrait le nom de *Société de Crédit agricole*. Elle fut constituée en vertu de la loi du 28 juillet 1860.

Elle ne prospéra pas comme on s'y attendait. Aussi en 1866, nouvelle commission est nommée, nouvelle enquête ordonnée : Conseils généraux, Conseils d'agriculture, propriétaires, économistes, savants, juriscultes, tous furent appelés à donner leur avis. L'enquête dura trois ans. La commission entassa travaux sur travaux. Le résultat fut le même qu'en 1856 : toutes les réformes qui étaient proposées dérogeaient aux principes du Code civil. Le Conseil d'Etat consulté à nouveau les rejeta.

Néanmoins, les économistes, sans perdre courage, continuèrent la lutte. Ils obtenaient, en 1872, une loi qui vint restreindre le privilège du bailleur d'immeuble en matière commerciale. Et alors, ils firent valoir sans cesse cet argument : Pourquoi refuser au locataire rural ce que l'on a accordé au locataire urbain ?

A ce moment, la Société du Crédit agricole sombra ;

elle ne put réussir, dans les quelques années de son existence, à utiliser son capital dans les opérations agricoles et dut chercher ses moyens d'existence dans des opérations de banque. Engagée dans la spéculation qui la fit courir à sa ruine, elle fut mise en liquidation dans l'année 1877, « victime de l'imprudence de son gouvernement et de la mauvaise gestion de certaines sociétés intermédiaires, patronnées par elle et destinées à lui amener la clientèle agricole » (1).

Ne trouvant pas la solution de la question du côté de l'établissement d'une Société agricole, les réformateurs revinrent à la charge et dirigèrent de nouveau leurs attaques contre le Code civil. Le Gouvernement fut sollicité de tous côtés pour donner satisfaction aux besoins de l'agriculture.

En 1879, une Commission, présidée par M. Léonce de Lavergne, fut chargée par le Ministre de l'Agriculture d'élaborer un projet de loi sur le Crédit agricole. Ses études et ses délibérations aboutirent à la rédaction d'un projet dont les trois titres qui le composaient étaient des modifications analogues à celles proposées en 1856 et en 1866. Le premier titre était consacré à la réforme du cheptel, le deuxième à l'organisation du gage sans déplacement, le troisième enfin à la commercialisation des engagements contractés par les agriculteurs (2).

(1) Léon Say et Lanjalley. *Dictionnaire des finances*. Tome I. Voir Crédit agricole.

(2) *Journal officiel*. — Documents parlementaires, Sénat 1882. — Séance du 20 juillet 1882. — Annexe n° 407, page 471 et suivantes.

Mais, avant d'être soumis aux délibérations du Sénat, le projet, communiqué au Ministre des Finances et au Ministre de la Justice, subit plusieurs modifications.

Le Ministre de la Justice fit notamment observer qu'il convenait de retrancher les différents articles qui se rapportaient à la modification du cheptel, puisqu'un titre du Code rural y était consacré. La question de réformation du cheptel n'était pas écartée, elle était simplement ajournée.

Le Gouvernement déposa alors sur le bureau du Sénat, le 20 juillet 1882, un projet de loi qui comprenait deux innovations en faveur des agriculteurs. D'une part, il introduisait une exception à l'article 2076 du Code civil en les autorisant à donner en gage leur mobilier agricole, *sans l'obligation de la dépossession* ; d'autre part, il faisait application aux agriculteurs des principes de notre droit commercial, sans toutefois les soumettre aux dispositions du titre III du Code de commerce, relatives à la faillite.

La discussion s'ouvrit et se prolongea jusqu'en 1888. M. Bozérian, sénateur, attaqua le principe du gage sans déplacement, critiqua les précautions multiples dont le Gouvernement avait entouré le prêt que le cultivateur aurait la faculté de contracter.

La forme gênante et coûteuse éloignera, disait-il, les cultivateurs prudents et soucieux de leurs intérêts et ne sera acceptée que par ceux qui seront réduits aux abois et dont alors elle complètera la ruine (1). En outre, en

(1) *Journal Officiel*. — Documents parlementaires, Sénat août 1882, séance du 27 juillet 1882. Annexe n° 486, page 506.

inaugurant le principe du gage sans déplacement au profit d'un petit nombre d'intéressés, fermiers, colons et métayers, car les propriétaires étaient exclus, on déclara que c'était porter atteinte aux principes fondamentaux de notre droit politique qui consacre l'égalité des citoyens devant la loi, qu'il y avait là une mesure antidémocratique.

M. le sénateur Oudet, de son côté, s'éleva vivement contre le projet : « Le projet du Gouvernement, qui exclut le propriétaire, est l'organisation du discrédit universel, la constitution de l'usure, le dépouillement, avec exécution sommaire, du petit cultivateur, du négociant, de l'ouvrier, la perturbation incessante dans les fermages agricoles et les locations urbaines. C'est la destruction de toutes les règles, de tous les principes tutélaires de notre droit civil en faveur de l'homme peu aisé, du débiteur, de l'ouvrier, de la femme, des gens de service ; c'est le bouleversement de notre législation commerciale en matière de gage » (1).

Ces attaques violentes firent impression sur le Sénat : le projet fut renvoyé à la Commission avec une proposition de loi de M. Bozérian sur les Banques d'agriculture et ne revint devant l'Assemblée qu'à la fin de l'année 1883, légèrement modifié ; ce qui avait été une faveur pour les agriculteurs devint une règle de droit commun. Tous, agriculteurs, commerçants, industriels, rentiers eurent la faculté de donner leur mobilier en gage, sans être obligés de s'en dessaisir, conformément à l'article 2076 du Code civil.

(1) *Journal Officiel* du 30 novembre 1883. — Débats parlementaires du Sénat ; page 1387. Séance du 29 novembre 1883.

On ajouta au projet primitif un titre sur la restriction du privilège du bailleur d'immeuble.

M. Oudet renouvela ses attaques ; il fit observer que le discrédit allait être jeté dans le commerce : un négociant qui, en raison des marchandises accumulées dans ses magasins, jouira d'un crédit considérable, pourra, du jour au lendemain, et sans qu'aucun indice extérieur se révèle aux intéressés, se trouver tout à coup insolvable en raison des gages occultes qu'il aura consentis.

C'est alors que le Sénat, se refusant à admettre des dérogations aussi graves aux principes de notre Code civil, rejeta définitivement, comme le Conseil d'État en 1856 et 1866, le titre du projet relatif au gage sans déplacement. Sans autre discussion, la Commission demanda que le projet entier lui fût renvoyé.

Ainsi, tous les travaux des Commissions, toutes les enquêtes auxquelles il fut procédé, donnèrent un résultat négatif. Le premier titre du projet échoua devant les scrupules des jurés consultes du Sénat ; les deux autres allaient probablement subir le même sort. On songea alors à faire une nouvelle enquête pour montrer qu'on ne se désintéressait pas de la question agricole. Elle fut dirigée par la Société nationale d'agriculture (1), qui nomma une Commission à l'effet de recueillir et d'examiner les réponses des correspondants de la Société dans les départements. On leur adressa un questionnaire ; on leur demanda notamment si le crédit dont jouissaient les cultivateurs était suffisant pour les besoins de l'exploitation du sol, si l'on

(1) *Barral*. — Enquête sur le Crédit agricole, 1884.

devait par dérogation aux articles 2076 et suivants du Code civil, permettre au cultivateur, propriétaire ou fermier, d'emprunter sur son mobilier agricole, tout en lui en laissant la possession. Les réponses furent divergentes ; bon nombre de correspondants de la Société ont regardé le crédit agricole actuel comme insuffisant ; mais beaucoup aussi ont déclaré qu'il suffisait et ont affirmé même que son extension serait dangereuse pour l'agriculture.

Les uns se sont opposés aux modifications de l'article 2076 du Code civil que proposaient le Gouvernement et la Commission ; les autres, en un plus grand nombre, ont accepté purement et simplement le texte de l'article premier du projet du Gouvernement qui consacre le principe du gage sans déplacement.

Après la clôture de cette enquête, la discussion fut reprise au Sénat ; M. Labiche, rapporteur de la commission, déposa un nouveau projet duquel fut exclu le nantissement sans déplacement, repoussé dans les séances précédentes du Sénat. Aux deux titres relatifs à la restriction du privilège du bailleur et à la commercialisation des engagements agricoles, il en fut ajouté un troisième sur la substitution, au point de vue du créancier privilégié ou hypothécaire, des indemnités dues par les Compagnies d'assurances aux objets assurés, lorsqu'ils auraient péri par suite d'un sinistre (1).

Le Sénat ne voulut pas admettre l'assimilation de l'agriculteur au commerçant. On fit remarquer avec rai-

(1) *Journal Officiel*, Supplément au numéro du 1^{er} février 1888. Séance du 31 janvier 1888.

son que cette assimilation était contraire à la nature des choses : l'agriculteur, en effet, avant d'obtenir un produit dont il fera de l'argent pour ses besoins, doit remuer la terre, répandre des engrais, enfouir des semences, enfin exécuter toutes sortes de travaux pendant de longs mois ; et ce n'est qu'au bout d'une moyenne de dix mois qu'il pourra retirer de la vente de ses produits un prix plus ou moins avantageux qui lui permettra d'éteindre les dettes qu'il a pu contracter et de subvenir à son alimentation l'année suivante. L'industriel, le commerçant, au contraire, ne vivent que par la rapidité de leurs opérations : les échéances sont brèves, trois mois au plus. Il faut qu'ils rentrent dans leur argent dans un court délai pour se lancer dans une nouvelle entreprise. Et cela est encore bien plus vrai pour le banquier ; « pour qu'une banque soit durable, a-t-on pu dire, il faut qu'elle puisse se liquider à toute heure ».

Le titre de la commercialisation des engagements des agriculteurs fut écarté.

Que restait-il du projet de 1882, du nouveau projet de 1888 ? Le titre relatif à la restriction du privilège du bailleur rural, et celui concernant la substitution des indemnités dues par les Compagnies d'assurances aux objets détruits à la suite d'un sinistre. On était loin de l'idée que l'on avait eue au début d'organiser le crédit agricole en France. Mais il fallait faire quelque chose, comme on le disait ; il fallait montrer aux agriculteurs, aux Sociétés d'agriculture que l'on s'intéressait à eux et que les travaux amoncelés avaient donné un résultat, quelque mi-

nime qu'il pût être. Des deux titres qui restaient, on en fit alors une loi, la loi du 19 février 1889, « *relative à la restriction, du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités dues par suite d'assurances* ».

Qu'est-il résulté de tout cela ? Rien de pratique, rien d'utile. « En fait, la loi du 19 février 1889 ne modifie pas la situation économique de l'agriculteur; elle n'ajoute rien à son crédit antérieur, elle est inutile et sans effet pratique..... Il aurait fallu voter en même temps le nantissement sans déplacement, car alors le fermier aurait trouvé, dans la partie de son mobilier que la loi du 19 février 1889 paraissait dégrever, une sorte de garantie réelle, une sorte de gage facilement réalisable, qu'il aurait pu fournir à son prêteur, sans toutefois s'en dessaisir et sur la foi duquel le prêteur se serait engagé vis-à-vis du fermier (1) ».

Il y a là un manque de logique qui montre suffisamment que la loi de 1889 n'a été votée que pour ne pas laisser stériles les recherches considérables que l'on a exécutées pendant de longues années. « Où est l'avantage? » ajoute M. de Lalande, il n'existe pas; c'est absolument comme si le législateur de 1889 avait donné au fermier à boire dans un verre vide ».

De nombreuses propositions de lois accompagnèrent ou suivirent, sans aboutir d'ailleurs, le projet que le Gouvernement avait déposé en 1882, dans le but d'organiser le crédit agricole et de fournir aux cultivateurs les capitaux nécessaires à l'exploitation du sol.

(1) De Lalande. Le Crédit agricole et la loi du 19 février 1889.

Il est intéressant de signaler deux de ces propositions qui ont repris les idées du Gouvernement : en 1889, M. Emile Ferry présenta une proposition dont l'un des titres était consacré à la faculté d'engager le mobilier agricole sans dépossession; en 1891, M. Antonin Proust, député, déposa sur le bureau de la Chambre une nouvelle proposition qui établissait la constitution du gage agricole sans déplacement et l'assimilation de l'agriculteur au commerçant, en spécifiant que la Banque de France recevrait à l'escompte les lettres de change et autres effets à ordre à des échéances déterminées qui, sans pouvoir excéder trois mois, seraient susceptibles d'être renouvelées (1). Enfin signalons la proposition de M. le député Martinon qui, s'écartant de l'idée de la constitution du gage sans déplacement, demanda la création de docks-greniers, avec faculté pour ceux-ci de délivrer des certificats de dépôt de grains, que l'on pourrait négocier comme les warrants commerciaux (2).

Toutes ces propositions furent renvoyées à la commission du crédit agricole et populaire.

Les choses en étaient là, lorsque, à la séance du 13 mars 1897, M. Ernest Delaunay, député, et plusieurs de ses collègues déposèrent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour but la création et la négociation de warrants agricoles (3).

(1) *Journal Officiel* du 25 octobre 1890. Documents parlementaires de la Chambre. Annexe n° 947, page 336.

(2) *Journal Officiel* du 3 décembre 1891. Documents parlementaires de la Chambre. Page 2287.

(3) *Journal Officiel* du 13 mars 1897. — Documents parlementaires de la Chambre. — Annexe n° 2341, page 373.

Quel était le but de cette loi? L'exposé des motifs nous le dit : après avoir déclaré que l'industriel et le commerçant trouvaient facilement du crédit pour leurs opérations, l'auteur de la proposition s'exprime ainsi : « Il en est tout autrement pour l'agriculteur; il lui faut payer comptant la main-d'œuvre, les fermages, les engrais, etc., et faire une avance à la terre qu'on peut évaluer à neuf mois en moyenne. La moisson se fait alors, et comme il faut bien payer les dettes contractées, il se trouve obligé de vendre à tout prix les produits récoltés. La production du pays tout entier est jetée sur le marché, et il en résulte généralement un avilissement des cours qui donne lieu presque chaque année aux plaintes absolument fondées des malheureux cultivateurs ».

Le Gouvernement, de son côté, présenta un projet de loi sur les warrants agricoles dans la séance du 28 octobre 1897.

Tandis que la proposition de M. Delaunay tendait à la création du warrant agricole, basé sur le gage à domicile et établi au moyen de dispositions législatives analogues à celles qui régissent les warrants commerciaux, le projet du Gouvernement, tout en reprenant l'idée du gage sans déplacement, s'écartait sensiblement des dispositions de la loi commerciale qui, en maintes circonstances, aurait été d'une application trop difficile pour les agriculteurs.

La loi fut votée le 18 juillet 1898. Elle fut suivie d'une circulaire du Garde des Sceaux, envoyée aux procureurs généraux, commentant succinctement cette loi.

On peut dire qu'elle introduit dans notre législation un principe nouveau, le principe du gage, sans dépossession de la part du débiteur gagiste. Avant de la commenter nous allons étudier dans un chapitre spécial la théorie nouvelle et les conséquences qu'elle va faire naître entre prêteur et emprunteur.

CHAPITRE II

GAGE SANS DÉPLACEMENT

I. — Notions générales sur le contrat de gage

Le gage, disent MM. Aubry et Rau, est un contrat par lequel le débiteur, ou un tiers, remet au créancier un objet mobilier, corporel ou incorporel, dans le but de lui conférer le droit de se faire payer sur cet objet de préférence à d'autres créanciers (art. 2073 et 2077) (1).

De cette définition, il importe de remarquer qu'il est de l'essence du contrat de gage que le débiteur se dessaisisse de la chose impignorée (2), soit entre les mains du créancier, soit entre les mains d'un tiers convenu (art. 2076). Le législateur, en imposant cette condition, a eu pour but de donner une garantie complète au créancier qui sera assuré de pouvoir exercer ses droits à l'encontre de toute autre personne et d'avertir les tiers qu'ils n'auront plus à compter sur cet objet mobilier, sorti du patrimoine du débiteur, lorsqu'ils voudront contracter avec lui.

Le privilège du créancier gagiste, son droit de réten-

(1) Aubry et Rau, tome IV. *Du gage*, § 431, page 699.

(2) *Locré*, tome XVI, page 14, n° 7. — *Ferret*, tome XV, page 214. « La remise de la chose au créancier par le débiteur est de l'essence de ce contrat » disait le tribun Gary devant le Corps législatif. — *Cassation*, 29 décembre 1875, S. 76 - 1 - 109; 25 novembre 1891. D. 92 - 1 - 505.

tion, son droit de vente enfin, ne prennent naissance qu'à partir de sa mise en possession. Dès ce moment, nul ne peut acquérir un droit réel sur le meuble qui lui soit opposable; d'une part, en effet, l'article 2119 du Code civil décide que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque, et d'autre part l'article 2279 pose le principe « en fait de meubles, possession vaut titre ». Aucune revendication n'est donc possible contre le détenteur de bonne foi. Cette mise en possession, en un mot, constitue une sûreté de premier ordre pour le créancier, une mesure de publicité pour les tiers qui, sachant que le patrimoine de leur débiteur est grevé, sauront lui mesurer le crédit qu'il leur demandera.

A quelles conditions sont soumis l'exercice du privilège et celui du droit de rétention?

En ce qui concerne le premier, nous venons de voir que le créancier doit d'abord être mis en possession, et ajoutons qu'aux termes de l'article 2076 il doit conserver cette possession (1). Le Code civil édicte plusieurs autres conditions que nous allons résumer brièvement; il distingue suivant que l'objet du gage est une chose corporelle ou une chose incorporelle. Dans le premier cas (2), si la valeur du meuble corporel, ainsi que le montant de la créance que garantit le gage, dépasse l'une et l'autre cent cinquante francs, l'article 2074 exige la rédaction d'un acte public ou sous-seing privé enregistré; en outre cet acte instrumen-

(1) Guillouard. *Traité du nantissement et du droit de rétention*.

(2) Aubry et Rau, ouvrage cité, page 700. — Baudry-Lacantinerie. *Précis* tome III, p. 625.

taire doit mentionner le montant de la créance et contenir une désignation complète de la chose donnée en gage. Si au contraire la chose donnée en nantissement est une créance, l'article 2075 dispose non seulement qu'il doit intervenir un acte public ou sous-seing privé enregistré, mais encore que cet acte doit être signifié au débiteur de la créance remise en gage.

Quant au droit de rétention, la loi n'exige qu'une condition : le créancier gagiste doit être mis en possession et il doit conserver cette possession tant qu'il n'aura pas été désintéressé. Ce droit de rétention, dit M. Guillouard, est le droit qui appartient à un créancier de garder la possession d'un bien jusqu'au paiement de sa créance ; il n'existe qu'à raison de la possession du créancier et constitue l'un des avantages que celle-ci peut lui procurer. S'il abandonne cette mainmise sur l'objet, il est réputé renoncer à son droit, il perdra son rang de préférence pour le remboursement de sa créance et ne sera plus qu'un créancier chirographaire.

Indépendamment du privilège et du droit de rétention, le créancier gagiste peut, lorsque le débiteur n'a pas payé à l'échéance, faire ordonner en justice que le gage lui demeurera en propriété après une estimation faite par expert, ou bien qu'il sera vendu aux enchères. Dans ce dernier cas, le créancier sera payé par préférence à tout autre sur le prix de vente de l'objet mobilier.

Tels sont les principes généraux relatifs aux conditions du contrat de gage, qu'il est utile de rappeler, avant d'examiner en quoi la théorie nouvelle de la loi de 1898 y porte échec.

2. — Caractères du gage sans déplacement.

La loi de 1898 a introduit dans notre législation civile ce que l'on a appelé le gage à domicile, ou gage sans déplacement, ou encore gage sans dessaisissement. Ces expressions, remarquons-le, sont défectueuses, car dès l'instant qu'il n'y a pas dépossession du débiteur et mise en possession du créancier, il n'y a pas de gage, la condition essentielle pour la formation de ce contrat étant supprimée (1).

Ce que l'on crée en réalité, c'est uniquement un droit de préférence sur le prix des objets affectés conventionnellement à la garantie d'une créance déterminée. Le débiteur, aux termes de l'article 2092 du Code civil, lorsqu'il s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens, mobiliers et immobiliers ; toute personne créancière a un droit égal sur les biens qui composent son patrimoine. Mais, pour avoir plus de chance de paiement, le créancier peut exiger un rang de faveur, un droit de préférence sur les autres créanciers, soit en demandant un gage, soit en se faisant consentir une hypothèque. A ces deux causes de préférence, le principe nouveau, introduit par notre loi, en ajoute une autre : parmi les biens que possède l'agriculteur, certains vont être affectés spécialement au paiement d'une créance, consentie dans certaines conditions.

Et alors on peut dire que le droit de préférence ainsi

(1) Louis Durand. Ouvrage cité.

créé consistera dans la faculté que la loi accorde au débiteur de conférer à son créancier, sans être obligé de se démettre de la possession de la chose impignorée, le droit de se faire payer sur le prix de cet objet par préférence aux autres créanciers.

Il résulte de cette définition que la condition essentielle du contrat de gage fait défaut ; le dessaisissement n'existe pas ; le débiteur reste en possession. Malgré le danger qui peut en résulter pour les tiers, le législateur a fini par consacrer ce principe qui fit l'objet de tant d'enquêtes, de tant de travaux et qui fut plusieurs fois repoussé.

La matière présentait de nombreuses difficultés. Il y avait évidemment incompatibilité certaine entre les besoins de l'agriculteur et la nécessité de la dépossession ; il ne peut donner en gage avec tradition réelle son outillage, son matériel, ses récoltes faites, ses récoltes à venir et son bétail. Il a besoin de conserver cet outillage pour exploiter le sol ; le bétail pour le faire travailler ou bien l'engraisser et le vendre ; les récoltes pendantes par racines pour en attendre l'époque de la maturité ; les récoltes faites pour les conduire au marché quand le moment sera propice. A la rigueur, les cultivateurs pourraient peut-être déposer leurs céréales récoltées dans les magasins généraux, mais ce mode de procéder est impraticable à cause de l'éloignement qui existe entre la ville et le centre d'exploitation et des frais que nécessiterait le transport.

Quelle est alors la ressource de celui qui a besoin de se procurer immédiatement des capitaux ? Une seule,

puisqu'il n'en peut trouver sur sa simple signature, il faudra vendre à tout prix.

C'est ainsi qu'est venue l'idée de permettre à l'agriculteur de prendre l'engagement personnel d'affecter une partie de son actif mobilier à l'exécution de son engagement, tout en en restant détenteur. Au lieu d'une affectation générale portant sur tous les biens du débiteur, qui d'ailleurs ne met pas obstacle à ce qu'il consente une aliénation, on se trouve en présence d'une affectation spéciale au profit du créancier : l'objet donné en gage est frappé d'indisponibilité dans le patrimoine de l'emprunteur.

Il s'ensuit que ce n'est pas à proprement parler une garantie réelle que l'on donne au créancier. Ce n'est pas le crédit agricole réel qu'on organise ; car l'emprunteur, resté en possession, pourra vendre le produit ou le meuble engagé, malgré la volonté de la loi ; celle-ci, il est vrai, infligera à ce dépositaire infidèle les peines de l'abus de confiance. Mais, par ce procédé, on a pensé que le crédit personnel de l'emprunteur serait fortifié par l'engagement qu'il prendra d'affecter un bien déterminé, spécialisé, à la garantie de sa dette.

M. Josseau, en parlant du gage sans dessaisissement, disait déjà à la Commission de 1866 : « En nous résumant sur les effets qu'on peut attendre de la constitution du gage sans déplacement, nous croyons que, pour rester dans la vérité, il ne faut ni les exagérer, ni les amoindrir. Sans doute, ce gage laissé entre les mains du débiteur pourra être détérioré ou détourné ; sans doute, établi sans publicité, il ne mettra pas les tiers à l'abri de toute fraude.

Ainsi, sous certains rapports, le prêteur, en l'acceptant, suivra la foi du débiteur, et ce nantissement imparfait dans lequel le droit de préférence n'est pas corroboré par un droit de garde et un droit de suite efficace, ne donnera pas de crédit aux gens dont la moralité et la probité ne seraient pas de nature à rassurer le prêteur. Mais, même dans ces limites, il peut être encore utile; là où il ne crée pas le crédit, il le fortifie et l'augmente. »

D'une manière générale, il est incontestable que le prêteur ne peut obtenir une sécurité absolue (1); ce qu'il recherche, c'est une garantie qui diminue le plus possible les risques d'un non-paiement; plus ces risques seront diminués, plus l'emprunteur trouvera facilement des capitaux. On considère l'hypothèque comme une garantie de premier ordre; mais le créancier hypothécaire qui a prêté son argent n'a-t-il pas à craindre une hypothèque légale non inscrite? Le conservateur des hypothèques ne peut-il pas avoir délivré un extrait inexact? La garantie réelle que donne le débiteur ne fait que fortifier les garanties personnelles qu'offrent son honorabilité, sa probité et l'exactitude qu'il met à remplir ses engagements.

C'est dans ce but que le législateur de 1898 a organisé le gage sans déplacement. En 1888, ce principe paraissait avoir des conséquences si utiles et si avantageuses que M. Labiche, rapporteur de la Commission, avait proposé d'étendre la réforme à tout le monde, agriculteurs, commerçants, industriels, rentiers, etc.

Il est certain que les industriels et les commerçants

(1) Louis Durand. Ouvrage cité.

pourraient y trouver un avantage sérieux. Il nous suffira de donner un exemple assez curieux qui s'est produit dans le nord de la France.

L'industrie tullière a pris un rapide développement dans une ville du nord, à Saint-Pierre-lès-Calais. Les petits fabricants qui sont en très grand nombre ne possèdent qu'un, deux ou trois métiers; c'est tout leur avoir. Pour alimenter leur industrie, pour se procurer la matière première, ils ont besoin de capitaux, mais ils n'ont d'autre garantie à donner à leur créancier que ces métiers qui servent à la fabrication du tulle. De même que l'agriculteur ne peut se déposséder de son outillage agricole, sans être mis dans l'obligation de cesser l'exploitation de ses terres, de même les fabricants de tulle ne pouvaient abandonner leurs métiers aux créanciers gagistes, sans interrompre l'exercice de leur industrie.

Ils employèrent un moyen ingénieux pour remédier à cet inconvénient. Ces fabricants, pour la plupart petits industriels, ont besoin de la force motrice qui doit activer les métiers. Pour la fournir économiquement, de grandes usines se sont établies pour leur louer un local où sont installés ces métiers et leur donner le moyen de recevoir la force motrice nécessaire d'une machine à vapeur centrale. Chacun a la clef de son local, mais le propriétaire de l'usine a la garde et la surveillance de la porte commune qui donne accès à tout l'établissement. On imagina alors de prendre le propriétaire comme tiers convenu, à l'effet de posséder les métiers dans l'intérêt du créancier gagiste, les fabricants débiteurs continuant de se servir de leurs métiers.

Ainsi le propriétaire se trouvait détenir les métiers pour son compte, en tant que la loi lui donne ce droit comme bailleur, et pour le compte du créancier qui consent à recevoir ces métiers en nantissement sans en prendre possession.

La validité du contrat de gage fut attaquée à raison, justement, de ce défaut de mise en possession du créancier gagiste. Le Tribunal de Commerce de Calais déclara sa validité. La Cour de Douai infirma ce jugement et la Cour de cassation s'associa à l'arrêt rendu (1).

Il y avait un intérêt réel pour ces fabricants de tulle à donner en gage des métiers dont ils conservaient la possession pour exercer leur industrie; mais, l'article 2076 exige que le créancier gagiste soit mis en possession. Et la Cour de cassation a dû annuler ce contrat de gage dans lequel faisait défaut la condition essentielle.

Le législateur de 1898, néanmoins, s'occupant exclusivement du crédit agricole, n'a pas cru devoir étendre la réforme dont allaient user les agriculteurs, aux commerçants et aux industriels.

Les discussions ont été nombreuses, depuis que l'idée du gage sans déplacement s'est fait jour, sur le point de savoir si tout ce qui composait le mobilier du cultivateur pouvait être donné en gage. Sans insister ici, faisons remarquer seulement que la loi nouvelle n'a autorisé le nantissement à domicile que pour certains produits, les

(1) Guillouard. *Traité du nantissement et du droit de rétention*. — Calais, 19 mars 1878; — Douai, 10 juillet 1878; — Cassation, 19 mars 1879. Dalloz 79 - 1 - 6 avec la note. — Cassation, 11 mars 1879. D. 79 - 1 - 401.

produits récoltés; tout l'outillage agricole est donc exclu.

Au cours des délibérations, on n'envisagea pas toutes les objections qu'allait faire naître l'application de ce principe nouveau; mais avant de les examiner, il importe de faire connaître les précédents législatifs que l'on a cru trouver dans le Code civil, dans le Code de procédure et le Code de commerce pour s'autoriser à supprimer la condition traditionnelle de la mise en possession du gage aux mains du créancier.

3. — Précédents législatifs.

Il est un premier point qu'il est important de signaler et qui n'a pas échappé dans les discussions qui se sont produites sur la matière. On a constaté que le propriétaire d'un immeuble, tout en gardant la possession de son bien, trouvait un large crédit par la faculté qu'il avait de l'hypothéquer. Pourquoi, alors, en organisant la publicité sur des bases solides, en sauvegardant le droit des tiers, n'établirait-on pas quelque chose d'analogue pour le propriétaire de meubles? Des auteurs ont préconisé cette idée : M. Guillouard notamment, dans son *Traité du nantissement et du droit de rétention*, dit que la mise en possession du créancier gagiste pourrait, à son avis, dans l'état de la civilisation à notre époque, être très avantageusement remplacée par une publicité sérieuse donnée au contrat de gage, l'objet du gage restant aux mains du débiteur.

Assurément, il y a des différences entre les deux situations : les meubles se déplacent avec une telle facilité, une

telle rapidité, que les détournements peuvent se produire impunément. Ils n'ont pas d'assiette fixe, ils ne peuvent être individualisés comme les immeubles; à raison même de ces caractères, il est presque impossible pour les tiers de les revendiquer, lorsqu'ils sont sortis de leurs mains. Enfin on ne peut tenir pour les meubles des registres semblables à ceux que possèdent les conservateurs des hypothèques pour les immeubles. On s'explique ainsi pourquoi les rédacteurs du Code civil ont posé les principes édictés dans les articles 2119 et 2279 que nous avons rappelés plus haut et pourquoi aussi ils ont voulu que, lorsqu'il interviendrait un contrat de gage, le débiteur fût dans la nécessité de se dessaisir de la chose impignorée. En même temps que la loi donnait une garantie sûre au créancier, elle organisait un moyen de publicité pour les tiers. Mais alors, si on arrive à donner une sûreté équivalente au créancier, si on protège suffisamment les tiers pour éviter les fraudes, rien n'empêche le débiteur de conserver l'objet du gage. C'est ce qu'on a cherché à réaliser dans la loi de 1898.

Et l'on a dit, pour faire accepter ce point de vue, que ce n'était pas là un principe nouveau, qu'il existait, tout au moins en germe, dans notre législation. Passons en revue ces soi-disant cas de gage sans dépossession.

Tout d'abord, le Code civil, dans son article 2102, reconnaît que les meubles qui entrent dans une maison louée sont la garantie de la créance du propriétaire. La loi accorde à ce dernier un privilège, un droit de préférence sur le prix de ces meubles. Il y a là, a-t-on pensé, un cas de

gage sans déplacement; et cela d'autant plus que le locateur, s'il est de bonne foi, est protégé par l'article 2279 contre les détournements de son locataire.

Quoique le débiteur, locataire en la circonstance, se trouve en possession des meubles sur lesquels le propriétaire a un droit de gage, nous contestons l'assimilation que l'on a voulu faire avec le principe du gage sans déplacement. En effet, le privilège que l'article 2102 a accordé au propriétaire s'applique à une universalité de meubles et non à un meuble déterminé, spécialisé; il n'y a aucun obstacle qui empêche le locataire de vendre les meubles qu'il a fait entrer dans l'appartement loué. La seule condition qui lui est imposée par la loi, est qu'il doit laisser une quantité suffisante de meubles pour répondre du paiement des loyers ou fermage (art. 1752 et 1766 C. C.). Cela est si vrai que l'on admet que le privilège du locateur porte sur les marchandises, introduites par le locataire dans les lieux loués et servant à l'exercice de sa profession; le bailleur ne peut pas s'opposer à leur mise en vente, à charge, il est vrai, par le locataire de les remplacer par de nouvelles (1) pour garantir sa créance. Au contraire, dans le gage sans déplacement tel qu'il a été conçu, le droit du créancier gagiste frappe un objet mobilier déterminé que le débiteur est chargé de conserver; cet objet mobilier est indisponible, et le débiteur ne peut le remplacer par aucun autre, sans le consentement exprès du créancier.

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, tome III. Paris, 21 avril 1886, S. 87-3-203.

En 1888, on a fait remarquer d'autre part que ce même article 2102, dans son quatrième paragraphe, établissait un autre cas de gage sans déplacement : le vendeur d'effets mobiliers a un privilège sur le prix de la chose qu'il a livrée, tant que cette chose reste entre les mains de l'acheteur. Celui-ci est nanti, mais le vendeur conserve un droit de gage tacite. Il y a à première vue une certaine analogie entre la situation du créancier gagiste de l'article 2102 et celle du créancier gagiste non saisi de la chose engagée aux termes de la loi nouvelle : dans les deux cas, le privilège du créancier porte sur un objet déterminé, dans l'un sur l'objet vendu, dans l'autre sur le produit engagé, warraté. En outre, ce privilège sera perdu, lorsque la chose aura été vendue ou détournée.

Néanmoins, si à ces deux points de vue la situation est identique, il faut observer que l'article 2102 n'a pas eu pour objet d'entraver la liberté de l'acheteur, qui peut revendre l'objet acheté comme bon lui semble, tandis que l'emprunteur qui a donné un warrant sur tel produit déterminé ne peut plus en disposer, sans commettre le délit d'abus de confiance.

Il résulte de ces explications que les rédacteurs du Code civil n'ont eu nullement en vue d'introduire une exception à l'article 2076 dans ces deux prétendus cas de gage sans déplacement. On a invoqué alors l'article 598 du Code de procédure civile qui permet au saisi d'être constitué gardien des objets saisis, après avoir obtenu le consentement du saisissant. Qu'est-ce qui détermine ce dernier à donner son consentement ? C'est la confiance

qu'il a en son débiteur ; dès lors, a-t-on dit, cette confiance sera infiniment plus justifiée quand l'emprunteur, constitué gardien du gage, ne sera pas un saisi, c'est-à-dire quand il sera au-dessus de ses affaires (1). C'est peut-être, en faisant ce rapprochement, rechercher des analogies là où il n'y en a pas, car enfin, lorsqu'une saisie est pratiquée contre un débiteur insolvable, on se trouve dans une situation transitoire, anormale, qui ne peut évidemment pas éveiller l'idée de l'organisation du crédit, qu'il soit agricole ou autre.

Ce n'est pas tout ; le Code de commerce a été mis, à son tour, à contribution. M. Labiche, en 1883, et M. Chastenet, en 1898, ont invoqué l'existence du gage commercial qui, en vertu de la loi du 23 mai 1863, peut être constitué sans tradition par la simple remise du connaissement ; ce sont les termes mêmes du rapport de M. Chastenet. Il y a là une erreur ; la loi de 1863 n'a pas entendu constituer un gage sans déplacement ; l'article 92 § 1 du Code de commerce reproduit le principe posé par l'article 2076 du Code civil, et le paragraphe deuxième de ce même article 92 fait une interprétation large de ce qu'il faut entendre par la mise en possession ; il suffit que la marchandise soit à la disposition du créancier, peu importe qu'elle soit entre ses mains ou celles d'un tiers, pourvu que celui-ci la détienne pour le compte du créancier (2). En donnant ces explications, la loi de 1863 a eu pour but de trancher

(1) Jeanneney. — *Le Crédit agricole mobilier*.

(2) Lyon-Caen et Renault. *Traité de Droit commercial*, tome 111, p. 205. — Jeanneney, ouvrage cité.

certaines controverses : « Partout où la marchandise, dit l'exposé des motifs, est réellement à la disposition du créancier dans ses magasins, dans ses navires, en douane ou dans un dépôt public, le privilège doit exister. Elle est encore à la disposition du créancier quand, même avant son arrivée, il en est saisi par un connaissement ou une lettre de voiture ». Il n'y a aucune atteinte portée à l'article 2076 du Code civil : la tradition est fictive au lieu d'être réelle, au même titre que celle qui est effectuée en conformité de l'article 1606 du même Code.

En réalité, il n'a été fait application du principe du gage sans déplacement que dans un cas, et encore très limité : il s'agissait d'apporter un remède à une situation exceptionnelle que nous allons exposer. Vers 1855, nos colonies se trouvaient dans une situation périlleuse : le colon n'avait pas les capitaux nécessaires pour entreprendre le défrichement du sol et la colonisation ; il fallait, pour lui procurer un fonds de premier établissement, faire des appels à l'épargne, provoquer la création de Banques coloniales. La loi chercha alors à donner au colon le moyen d'obtenir les capitaux nécessaires pour les besoins de son exploitation ; elle fit fléchir en sa faveur les règles du droit commun, en partie seulement. M. Chastenet, dans son rapport (1), fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les warrants agricoles, s'exprime ainsi : « Dès 1851, une loi qui porte la date du 14 juillet et dont les dispositions ont été maintenues par

(1) *Journal Officiel*. — Documents parlementaires, Chambre. Annexe n° 2869, page 247. Séance du 3 décembre 1897.

la dernière loi organique du 24 juin 1874, avait organisé dans nos colonies le gage à domicile sur récoltes même pendantes ». En lisant la loi, on s'aperçoit qu'il y a là une inexactitude partielle ; l'article 9 (1) de la loi du 24 juin 1874 dispose en effet que les entrepôts de douane et tous autres magasins désignés à cet effet par le Gouverneur en conseil privé sont considérés comme magasins publics, où peuvent être déposées les marchandises affectées à des nantissements couvrant complémentirement les effets du portefeuille de la Banque. La loi ajoute que la marchandise est représentée par un récépissé ou warrant qui peut être transporté par voie d'endossement ; en outre, la remise à la Banque des clés d'un magasin particulier est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage y déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée au moment de la négociation par une délibération du Conseil d'administration.

Ce texte montre que l'agriculteur qui veut emprunter sur ses produits récoltés est obligé de s'en dessaisir ; les produits sont déplacés. Il nous apparaît, d'ailleurs, que cet article dans sa disposition finale n'est que l'application pure et simple de l'article 1606 du Code civil (2), qui dispose que la délivrance des effets mobiliers peut s'opérer par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent (3).

(1) *Bulletin des Lois*, 1^{re} série 1874, page 1184 et suivantes.

(2) Guillouard, ouvrage cité ; art. 2076, page 97.

(3) L'article 13 de la loi de 1874 vient confirmer cette interprétation ; il ne déclare, en effet, l'article 408 du Code pénal applicable qu'à celui qui a dissipé ou détourné en tout ou en partie, au préjudice de la Banque, la récolte pendante, cédée à cet établissement. C'est dire que dans les autres cas, il y a eu dessaisissement.

Il n'y a donc pas là application de l'idée de gage sans déplacement ; si l'on veut trouver une analogie, il faut la rechercher dans la législation relative aux magasins généraux.

Le législateur de 1851 et de 1874 n'a autorisé la constitution de gage, sans obligation pour le débiteur de se dessaisir, que dans une seule circonstance, imposée par la nature même des choses. Elle a permis l'engagement des récoltes pendantes ; elles restent en la possession de l'emprunteur qui peut en disposer, la vendre, sans préjudice toutefois des poursuites pénales dont il serait passible. Un acte de cession de récoltes pendantes doit intervenir au profit de la Banque coloniale ; et, décide l'article 7, moyennant l'acte de cession qu'elle a fait transcrire, *la Banque est considérée comme saisie de la récolte*. La conséquence qui en résulte est que, si le débiteur est négligent, elle peut être autorisée à effectuer la récolte à ses lieu et place (1).

De tout cet examen, on peut conclure que la théorie du gage sans déplacement ne s'était pas fait journettement dans l'esprit du législateur. Pour justifier la dérogation faite à nos principes de droit commun, on est venu grouper diverses situations qui présentent à première vue quelque analogie avec le principe du gage sans déplacement, mais qui ne nous apparaissent nullement comme l'application d'un principe dégagé et admis dans notre loi.

(1) On peut rapprocher la transcription de l'acte de cession, établie par les lois de 1851 et de 1874, de la transcription exigée à l'égard des tiers par la loi du 23 mars 1855 pour certains actes, tels que les actes entre vifs translatifs de propriété immobilière, ou de droits réels susceptibles d'hypothèques : les récoltes pendantes par racines sont en effet déclarées immeubles par l'article 520 du Code civil.

4. — Objections portées au principe du gage sans déplacement. Garantie du droit du propriétaire et de celui des tiers. Sanction pénale.

La principale objection qui fut faite et qui préoccupa plus spécialement l'esprit du législateur se réfère au privilège du propriétaire. Quelle allait être sa situation, si on autorisait le fermier, le métayer, à engager leurs produits agricoles sans s'en déposséder, alors qu'ils constituent sa garantie? Et puis, il y a, sur ce point, une autre objection: l'article 1766 du Code civil dispose que si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à l'exploitation, le bailleur peut faire résilier le bail et obtenir, s'il y a lieu, des dommages-intérêts. Comment allait-on concilier le principe du gage sans déplacement avec cette disposition? Car, remarquons le, le nantissement sans déplacement constitue une sorte de dessaisissement pour l'avenir, puisqu'il confère au créancier, aux termes de l'article 2073 C. civ., le droit de se faire payer sur le prix de la chose par privilège et préférence aux autres créanciers, c'est-à-dire qu'il peut faire procéder à la vente de cette chose, s'il n'est pas payé à l'échéance. Le propriétaire ne pourra-t-il pas prétendre que la condition résolutoire, indiquée dans l'article 1766 s'est accomplie et que, ses sûretés étant diminuées, il est en droit d'exiger la résiliation du bail?

On sait qu'aux termes de l'article 2102 § I, le propriétaire est privilégié, pour ses loyers et fermages, sur les

fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme. Le fermier, le métayer sont installés dans la maison de ferme avec leurs instruments agricoles, leur bétail, leurs récoltes, tous objets frappés d'un privilège spécial au profit du propriétaire.

Il fallait, en conséquence, déterminer les conditions dans lesquelles on ferait intervenir le propriétaire au contrat de prêt ; car une renonciation à l'exercice de son droit apparaissait comme nécessaire. Le tort du projet de 1882 avait été d'édicter le principe du gage sans déplacement sans se préoccuper du privilège du propriétaire ; ce vice de conception avait d'autant plus frappé l'esprit des sénateurs que le projet n'autorisait que les fermiers, les métayers, les colons à user de la faculté nouvelle accordée au débiteur, excluant ainsi les propriétaires. Aussi il échoua.

On ne se rendait pas compte et aujourd'hui même on ne se rend pas suffisamment compte, s'il faut en croire les théories développées par les socialistes, du rôle que joue le propriétaire foncier lorsqu'il donne sa terre à ferme. Nous ne saurions mieux faire ici que de citer un passage du livre des questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui de M. D. Zolla (1) : « A partir du moment où le propriétaire cède à son tenancier l'usage de l'agent de production qu'il possède, on voit naître et se multiplier des opérations de crédit que l'on connaît mal, la plupart du temps, et dont on oublie, trop souvent aussi, l'importance

(1) Première série, pages 58 et suivantes.

exceptionnelle. Ces opérations de crédit, ces emprunts faits aux propriétaires fonciers se chiffrent par milliards, et le taux de l'intérêt servi par les débiteurs est extrêmement bas. Il dépasse rarement 3 o/o et tombe souvent à 2 1/2. Si ce chiffre s'élève parfois, c'est que le rôle du propriétaire change, c'est que ce dernier, non content de prêter le capital foncier dont il dispose, devient alors un véritable associé, subissant les chances de perte ou de gain, et demandant avec raison une rémunération plus forte comme compensation des risques qu'il subit et du concours spécial qu'il prête au cultivateur. »

Il se forme ainsi une association d'intérêts très avantageuse et pour le propriétaire et pour le fermier. Cette association est bien plus caractéristique dans le métayage ou bail à colonat partiaire, car le propriétaire ne met pas seulement la terre à la disposition du métayer, il lui prête en outre la moitié des animaux, semences, engrais industriels. C'est par milliers, dit M. Zolla, que l'on compte les prêts tant en nature qu'en argent, consentis par le propriétaire à son tenancier, qui trouve ainsi à emprunter jusqu'aux neuf dixièmes des capitaux nécessaires à son industrie.

Rappelons aussi ce que disait M. Josseau, au moment de la discussion du projet de 1882 : « A l'égard du privilège du propriétaire, nous croyons que s'il peut être réduit à d'équitables proportions lorsqu'il s'agit de loyers à venir, il ne faut pas y toucher en faveur du prêteur sur gage, sans que le propriétaire ait été mis en demeure d'examiner s'il a intérêt à s'y opposer. Par là, l'objection est écartée

dans la partie qui peut faire hésiter les meilleurs esprits.» Le législateur de 1898 s'inspira de ces paroles et prit des mesures, plus ou moins efficaces, destinées à sauvegarder le droit du propriétaire. Nous verrons, dans la deuxième partie, à quelles conditions il lui a accordé le droit de s'opposer au prêt que voudrait contracter l'agriculteur.

Quelle va être d'autre part la situation des tiers, et notamment du prêteur? Le débiteur reste saisi de la chose impignorée; il va, par conséquent, être tenu de l'obligation de conserver cette chose. Il ne pourra la vendre; et cependant, il peut être avantageux pour lui de mettre en vente ce bien immobilisé, il peut trouver l'occasion d'une vente lucrative entre le moment où il a contracté sa dette et celui où il faudra l'éteindre.

Allait-on décider que le créancier qui n'est pas nanti conserverait, en cas de détournement, le droit de saisir son gage en quelques mains qu'il puisse se trouver, malgré la bonne foi du possesseur? Ou bien allait-on admettre que le bénéfice résultant du gage serait perdu et que le créancier, privilégié tant que l'objet mobilier était entre les mains du débiteur, deviendrait un simple créancier chirographaire?

C'est à ce deuxième point de vue que se rallièrent le projet de 1878 et la loi de 1898. L'article 2279 du Code civil conserve donc tout son empire; contre un acquéreur de bonne foi, pas de revendication possible. Certes, le créancier qui consentira à prêter une somme d'argent à un débiteur qui restera nanti du gage, aura un droit fragile; et ce sera, il faut le reconnaître, la confiance que lui

inspirera l'honorabilité de son emprunteur qui le déterminera à lui rendre service, bien plus que les éléments qui composeront son patrimoine. Mais, c'était là une solution nécessaire pour assurer la libre circulation des valeurs mobilières.

Pour obvier, dans la mesure du possible, aux détournements du débiteur, la loi le frappe, s'il se montre infidèle, des peines de l'abus de confiance, édictées dans l'article 408 du Code pénal, c'est-à-dire d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, sans préjudice de l'amende qui pourra être prononcée.

La protection que la loi donne ainsi aux prêteurs semble rétablir quelque chose d'analogue à la contrainte par corps en matière civile, supprimée par la loi du 22 juillet 1867 : aux termes de l'article 2060 du Code civil, en effet, la contrainte par corps avait lieu pour la représentation des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens. Le débiteur qui reste nanti, est constitué gardien du meuble engagé ; par suite, s'il le détourne, il pourra être emprisonné comme celui contre lequel on pouvait prononcer la contrainte.

Ainsi, la contrainte par corps et les peines attachées à l'abus de confiance constituent une voie d'exécution qui s'exerce contre la personne.

Mais si la loi de 1867 a supprimé en principe la contrainte en matière civile, il y a cependant un cas dans lequel elle pourra être prononcée par les tribunaux civils : l'article 5 dispose à cet effet qu'elle peut s'exercer au cas où les condamnations ont été prononcées par les tribu-

naux civils au profit d'une partie lésée pour réparation d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, reconnus par la juridiction criminelle. Le débiteur, coupable d'abus de confiance et contre lequel la victime agit au civil pour réparation du préjudice causé, pourra donc être frappé de la contrainte par corps.

La sanction pénale de l'article 408, si sévère qu'elle puisse être, ne saurait empêcher les détournements et ne peut avoir l'efficacité de la dépossession ; car, outre que celle-ci évite toute dissipation, elle fait nettement comprendre aux tiers qu'ils n'ont plus à compter sur un bien sorti du patrimoine du débiteur, tant qu'il n'a pas désintéressé le créancier.

M. Oudet, au cours de la discussion du projet de 1882, blâma la sanction pénale qu'on établissait pour empêcher le débiteur de détourner les objets dont il restait nanti. C'était, disait-il, assurer l'exécution d'un engagement civil par la loi pénale. Sans doute, les peines correctionnelles ne sont pas la sanction habituelle des contrats civils (1) ; mais dans certains cas, elles sont indispensables. Le louage, le dépôt, le mandat ne sont-ils pas des contrats régis par la loi civile, et cependant l'article 408 ne punit-il pas le dépositaire, le mandataire infidèles des peines de l'abus de confiance ? L'objection ne tenait pas.

5. — Privilège du créancier gagiste.

Il nous reste, pour terminer cette étude générale, à examiner quels sont les droits du créancier gagiste non

(1) Louis Durand. Ouvrage cité.

mis en possession. Nous avons vu que le créancier, saisi aux termes de l'article 2076, a un droit de rétention, un privilège, enfin le droit de faire vendre l'objet engagé s'il n'est pas payé à l'échéance. Le créancier gagiste non saisi peut-il les exercer? On se heurte à des difficultés nombreuses.

Il est d'abord certain que le droit de rétention ne saurait lui appartenir; car le Code civil, en concédant ce droit au gagiste saisi, n'a fait que constater une conséquence inhérente à l'obligation de dépossession; on ne pouvait admettre que le débiteur pût réclamer la chose engagée pour sûreté de sa dette, sans s'en acquitter auparavant; nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. Dans le gage sans déplacement, pas de dépossession: la condition essentielle qui est la mainmise de fait sur l'objet n'est pas remplie, donc pas de droit de rétention. Et comme conséquence, le bénéfice de l'article 2082 § 2 que le Code civil accorde au créancier saisi est perdu pour le créancier non saisi; s'il existe de la part du même débiteur envers ce même créancier une autre dette, contractée postérieurement à la mise en gage fictive et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra pas être payé entièrement par privilège de l'une et de l'autre créance, la première seule sera privilégiée.

Il y a là un effet négatif du principe nouveau introduit par la loi de 1898.

Mais la question se complique si l'on examine le privilège du créancier gagiste, le rang que l'on doit lui assigner,

ce qu'il adviendra du cas où le débiteur donnera la même chose en gage à plusieurs.

Sur l'existence même de ce privilège, au point de vue économique, est-on assuré qu'il va permettre à l'agriculteur d'obtenir plus de capitaux, et à meilleur marché qu'il n'en obtenait auparavant? C'est douteux : on ne peut méconnaître que l'exercice d'un privilège, quelle que soit sa nature, se rapporte la plupart du temps à la situation d'un débiteur peu solvable, qui n'inspire pas suffisamment confiance pour que l'on puisse espérer avoir paiement sur la généralité des biens formant son patrimoine. Le privilège n'a sa raison d'être qu'autant que le créancier croit prudent de se prémunir contre l'insolvabilité du débiteur. Mais la loi espère, en le créant, donner confiance au capitaliste qui sera ainsi presque dans la certitude d'être remboursé à l'échéance. Elle lui donne une créance privilégiée, une sûreté. Mais quelle va être sa valeur? Le privilège implique l'idée d'une exception au droit commun. Et cependant, à l'heure présente, avec la création de privilèges nouveaux par les lois spéciales, il apparaît comme la généralité. Prenons le cas du cultivateur : le propriétaire est privilégié pour ses loyers et fermages, sur les fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme. Le vendeur de semences et les moissonneurs ont un droit de préférence sur le prix de la récolte. Le vendeur de machines agricoles ou d'outillage agricole a privilège sur le prix de l'objet vendu. On a réclamé depuis longtemps un privilège au profit du vendeur d'engrais, la jurisprudence se refu-

sant à lui étendre le privilège des vendeurs de semences.

La loi de 1898 crée un nouveau privilège. Tous ces privilèges frappent le patrimoine entier de l'agriculteur ; l'article 2092 va devenir lettre morte, pour ainsi dire ; l'affectation générale de tous les biens du débiteur au paiement de ses dettes ne suffit plus ; il faut une affectation spéciale ; il faut à chacun conférer un droit exclusif.

Examinons donc le rang du privilège du créancier gagiste non saisi. La question est délicate et offre des difficultés sérieuses, si on s'en tient aux principes admis en doctrine pour fixer entre eux le rang des privilèges spéciaux sur les meubles.

Qu'est-ce qui rend préférable à tous autres, sauf le privilège des frais de justice toutefois, le privilège du créancier gagiste saisi conformément à l'article 2076 ? C'est le fait de la possession, fondée sur la bonne foi ; la faveur due à la propriété fléchit devant cette possession qui a pour cause un nantissement exprès ou tacite. Quel rang assigner au privilège du créancier non saisi ?

Pour résoudre la question, il importe de rappeler rapidement les principes relatifs au classement des privilèges mobiliers. On sait que le Code civil a négligé d'une part de fixer le rang des privilèges généraux en concours avec des privilèges spéciaux, d'autre part de régler celui des privilèges spéciaux entre eux, tout au moins pour le plus grand nombre.

Au premier point de vue, c'est une opinion généralement admise que les privilèges généraux, sauf le privilège des frais de justice, passent après les privilèges spéciaux,

parce qu'il n'y a pas de motif pour faire tomber le privilège général sur un meuble déterminé plutôt que sur un autre, tandis qu'il en existe un pour que le privilège spécial affecte tel meuble ; en outre, le privilège général portant sur les meubles aussi bien que sur les immeubles et passant avant les privilèges immobiliers, le créancier pourra toujours obtenir son paiement.

Qu'en est-il maintenant pour le concours des privilèges spéciaux entre eux ? Le privilège des frais de justice que l'article 2101 a placé en tête des privilèges généraux prend rang avant tout autre : car, à proprement parler, il s'agit là bien moins d'un privilège que d'un prélèvement sur l'ensemble des sommes à distribuer, au profit de celui qui a exposé des frais dans l'intérêt de la masse commune ; l'équité lui assignait le premier rang. Puis viennent les privilèges fondés sur un nantissement exprès ou tacite, toutes les fois que le créancier gagiste n'aura pas eu connaissance de la cause de préférence qui peut exister en faveur d'un autre créancier ; c'est ainsi que celui qui aura fait des frais pour la conservation de la chose postérieurement au nantissement primera le créancier nanti, car ces frais ont été utiles à ce dernier ; et il est juste qu'il passe après le conservateur de la chose. Le créancier nanti sera encore primé par le vendeur d'effets mobiliers, s'il est prouvé que lors de l'établissement du nantissement il avait connaissance de la cause de préférence du vendeur.

Après le privilège du créancier gagiste nanti, doit prendre rang le privilège du vendeur d'effets mobiliers.

C'est la deuxième cause de préférence, car il a mis un bien dans le patrimoine d'autrui ; il a enrichi l'acheteur sans que celui-ci se soit acquitté.

Enfin, viennent d'un côté, le privilège du conservateur de la chose, toutes les fois que les frais faits sont antérieurs à la vente ou à la mise en gage ; puis, d'un autre côté, le privilège de l'article 2102 § 7, fondé sur un motif d'ordre public.

Tel est l'ordre dans lequel s'exercent les privilèges mobiliers spéciaux. Il nous faut ajouter qu'aux termes de l'article 2097 du Code civil, les créanciers qui ont même privilège sont payés par concurrence, au marc le franc. Il peut, d'autre part, arriver qu'une personne donne la même chose en gage à plusieurs : la règle admise en doctrine est que celui qui est nanti passe avant les autres : Mais si ni les uns, ni les autres ne sont nantis, parce que l'objet a été déposé dans un magasin général, on préfère alors celui dont le droit est le plus ancien en date ; c'est l'application de cette règle qui détermine le rang des hypothèques, *prior tempore, potior jure*.

Ces principes rappelés, que décider pour le privilège du créancier gagiste non saisi ? Allait-on l'assimiler au créancier gagiste nanti et lui donner le même rang de préférence ? Une disposition de la loi était nécessaire. Ou bien allait-on placer ce privilège nouveau purement et simplement à la suite des privilèges spéciaux sur les meubles entre le paragraphe 6 et le paragraphe 7 de l'article 2102, car on ne conçoit pas comment le privilège établi par le paragraphe 7 pourrait porter sur le mobilier

agricole ? Nous verrons dans la critique de la loi de 1898 que le législateur a assimilé le créancier gagiste non saisi au créancier gagiste saisi et lui a donné le même rang de préférence.

Mais il était facile au débiteur, resté en possession, de donner l'objet mobilier en garantie à plusieurs prêteurs pour sûreté de sa créance. Ne va-t-il pas jouir d'un crédit trompeur, ne va-t-il pas être enclin à commettre des abus de confiance ? La loi a essayé de remédier à ces inconvénients en individualisant le produit warranté et en donnant à l'acte de l'emprunteur une certaine publicité

6. — Le gage sans déplacement dans les législations étrangères.

Avant de commencer l'examen de la loi de 1898, il importe de donner un aperçu rapide de quelques législations étrangères qui ont admis le principe du gage sans déplacement. Il est peu répandu : la raison en est que l'on a cherché le remède aux maux dont souffre l'agriculture dans l'institution de banques locales, destinées à dispenser le crédit nécessaire au cultivateur pour augmenter son capital d'exploitation dans la mesure de ses forces. Toutefois il en a été fait une intéressante application, en Suisse notamment.

M. Lehr, dans son traité élémentaire de droit civil germanique (1), rappelle une institution du droit Zurichois,

(1) Tome 1^{er}, pages 414 et 415. — *Code de Zurich*, art. 403 et suivants. *Code fédéral suisse* du 14 juin 1881, art. 210.

connue sous le nom de *Pfandverschreibung*. Elle permet au créancier d'acquérir sur certains objets mobiliers et spécialement sur les têtes de bétail appartenant au débiteur, *un droit de gage tout idéal et aussi dépourvu de saisine que l'est l'hypothèque, en matière immobilière*. C'est au moyen d'une inscription prise, avec l'autorisation du président du tribunal, sur un livre spécial, le *Pfandbuch*, que ce droit est organisé au profit du créancier; l'animal doit être désigné avec assez de précision pour qu'il n'y ait aucun doute sur son identité : race, couleur, âge, tous signes distinctifs doivent être mentionnés dans l'inscription,

Le gage ainsi constitué reste à titre de dépôt entre les mains du débiteur qui ne peut ni l'aliéner, ni le détériorer. Mais le Code de Zurich contient, à cet égard, une disposition étrange et peu compréhensible (1) : il y est écrit que si le débiteur le remet à un tiers, également à titre de gage, le créancier nanti primera le créancier inscrit, à moins qu'il n'ait eu connaissance de la première affectation. C'est ouvrir la porte à la fraude et nuire aux avantages que peut procurer l'usage du gage sans déplacement.

Une disposition analogue est contenue dans la loi du 21 novembre 1893 pour le canton de Thurgovie (2). Les caisses fondées par les communes et autorisées par le Conseil de gouvernement peuvent, en garantie des prêts qu'elles consentent aux cultivateurs, obtenir un droit de gage sur le bétail que ceux-ci possèdent et qui reste entre leurs

(1) Guillouard, ouvrage cité, page 87.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1895.

maines pour la continuation de l'exploitation. La constitution de gage n'est valable que si elle a été stipulée dans un acte écrit contenant certaines indications, notamment la description des animaux engagés. Le contrat est remis ensuite à l'employé du service des pâturages du cercle dans lequel le cultivateur a son domicile ; il le transcrit sur un registre spécial et c'est à partir seulement de cette transcription que le gage est constitué.

Signalons dans le même ordre d'idées la loi brésilienne du 6 novembre 1875, qui ne confère au créancier qu'un droit très aléatoire pour la garantie de sa créance (1). Cette loi autorise la banque de Crédit foncier à faire des prêts aux cultivateurs ruraux, à courte échéance, et au taux de 7 o/o, sur nantissements d'instruments aratoires, de récoltes sur pied, *de récoltes de certaines années déterminées*, d'animaux et autres accessoires non compris dans le contrat d'hypothèque. Ce gage, qui reste entre les mains du débiteur, n'a d'existence qu'après inscription prise sur le registre hypothécaire spécial établi pour la garantie du prêteur. La disposition de cette loi, relative aux récoltes de certaines années déterminées, était audacieuse et pouvait amener des mécomptes ; aussi a-t-on décidé que la Banque devrait réserver la cinquième partie de son capital social pour faire face aux prêts sur nantissements sans dépossession.

Ces diverses législations que nous venons de rappeler admettent le principe du gage sans déplacement dans des circonstances déterminées, mais n'en font pas un principe

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1885.

général, la règle est que le débiteur doit se dessaisir de la chose impignorée. Il est intéressant, à cet effet, de relater ici les dispositions de l'article 210 du Code fédéral suisse qui s'exprime ainsi : « Le droit de gage sur les meubles corporels ou sur les titres au porteur, ne peut s'établir que par voie de nantissement, c'est-à-dire par la remise de la chose au créancier gagiste ou à son représentant. La remise n'est pas réputée faite, tant que la chose est encore entre les mains de celui qui constitue le gage. Il appartient néanmoins à la législation cantonale d'autoriser l'engagement du bétail par le seul effet d'une inscription sur des registres publiés. »

Au contraire, dans la législation anglaise (1), à côté du gage ordinaire, c'est-à-dire du gage avec dépossession, existe ce que l'on appelle le mort-gage mobilier. Le possesseur d'effets mobiliers peut les céder à ses créanciers en garantie de leurs prêts, sous la condition d'en rester nanti jusqu'au jour où, obligé de s'acquitter, il manquera à son engagement. C'est une cession conditionnelle qui permet au débiteur d'obtenir un certain crédit. Mais, le mort-gage mobilier, dit M. Lehr, présente un grave inconvénient, c'est que, comme les objets affectés à la sûreté de la créance du créancier restent entre les mains du débiteur, ils deviennent en cas de faillite, le gage de tous les créanciers, malgré le droit constitué au profit du mort-gagiste, et sont vendus au profit de la masse.

Signalons enfin la loi norvégienne du 18 juin 1895 qui décide dans son article 2 que dans les mines, fabriques et

(1) Lehr, *Droit civil anglais*, pages 352 et suivantes.

autres établissements industriels, on peut donner en gage comme accessoires du sol et des bâtiments non seulement les machines, appareils et installations mobiles, mais aussi le matériel employé au transport des matériaux ou produits tels que tonneaux, chevaux, voitures, chalands, sans que le débiteur soit dans l'obligation de s'en dessaisir. Lorsque ces objets mobiliers donnés en gage sont aliénés, le droit de gage tombe, à condition toutefois que l'acquéreur fût de bonne foi.

DEUXIÈME PARTIE

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 18 JUILLET 1898 SUR LES WARRANTS AGRICOLES

Cette loi a eu pour but de mettre à la disposition de l'agriculteur un instrument de crédit; elle a voulu lui donner le moyen d'attendre l'heure favorable à laquelle il pourra vendre ses récoltes, sans éprouver de préjudice. C'est qu'en effet, dit M. Josseau (1), pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier de campagne, de se défaire de sa marchandise en temps opportun; et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année l'encombrement des céréales sur les marchés devient une cause bien connue de l'avisement des cours. Il suffirait, pour remédier à cet inconvénient, de procurer les moyens à l'agriculteur de se créer des ressources sur nantissement de récoltes pour

(1) Josseau. *Traité du Crédit Foncier*. Tome III. 1884-1885.

éviter cette surabondance des offres et la faiblesse des cours qui lui causent un si grave préjudice.

Dans la proposition de loi primitive sur les warrants agricoles, on a essayé de chiffrer cette baisse périodique du produit le plus courant sur nos marchés, le blé, et en faisant la moyenne des cours du blé de commerce de première qualité, au marché libre de Paris, pendant cinq années, de 1891 à 1895, on a trouvé 22 fr. 08 par 100 kilogrammes comme prix moyen général. Mais les cinq mois de vente de la culture : août, septembre, octobre, novembre, décembre, donnent comme prix moyen 21 fr. 26 seulement, alors que le cours moyen des sept autres mois, période pendant laquelle l'industrie consomme ses réserves, s'élève à 22 fr. 53. L'écart du prix est de 1 fr. 27 par 100 kilogrammes, ce qui constitue une différence de 5,75 pour cent de la valeur. L'exposé des motifs ajoute que pour les avoines, les colzas, etc., le marché étant pour eux plus étroit que celui des blés, on se trouverait en présence de différences beaucoup plus grandes (1).

Toutefois, l'idée qui a servi de point de départ à l'élaboration de la loi est contestée. M. D. Zolla, signalant la loi des warrants agricoles dans la *Revue Politique et Parlementaire*, déclare qu'il n'est pas exact de dire que la spéculation fausse les cours et tend toujours à faire la baisse au moment où le cultivateur doit vendre (2). On

(1) *Journal Officiel*. Documents parlementaires de la Chambre, annexe n° 2341 (Séance du 13 mars 1897).

(2) *Revue Politique et Parlementaire*, numéro du 10 octobre 1898.

s'en rend facilement compte, ajoute-t-il, si l'on suit, mois par mois, les oscillations du prix des céréales pendant plusieurs années. Nous trouvons, à cet effet, dans son livre des *Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui* (1), une statistique qu'il a dressée pour sept années de 1886 à 1893, durant les trois mois qui suivent la moisson et pendant le trimestre qui vient ensuite. Et, des résultats donnés, il n'apparaît nullement comme règle générale que les cours fléchissent après la moisson pour se relever les mois suivants.

Néanmoins, dit cet auteur, la loi sur les warrants agricoles constitue un essai intéressant pour la solution de la célèbre question du crédit rural.

Nous allons étudier cette loi en en divisant le commentaire en quatre chapitres :

CHAPITRE I^{er}. — Le warrant agricole.

CHAPITRE II. — Garantie du droit du propriétaire et des tiers.

CHAPITRE III. — Paiement avant et après échéance.

CHAPITRE IV. — Procédure.

(1) *Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui* ; 2^e série, pages 78 et suivantes.

CHAPITRE PREMIER

LE WARRANT AGRICOLE. — PRODUITS SUR LESQUELS IL PORTE.
— FORMALITÉS AUXQUELLES IL EST SOUMIS. — MISE EN
CIRCULATION.

La loi du 28 mai 1885 permet aux Magasins Généraux de recevoir en dépôt les matières premières, les marchandises et les objets fabriqués que les négociants et les industriels veulent y déposer, pour obtenir un crédit plus ou moins prolongé, sans être dans la nécessité de recourir à une vente immédiate qui leur serait préjudiciable. Le dépôt effectué, le déposant reçoit un récépissé auquel est joint ce qu'on appelle un warrant.

Ces deux titres, rédigés sur une seule feuille et détachés d'un registre à souche, sont transmissibles par voie d'endossement et ont chacun une fonction particulière : le récépissé, d'un côté, contenant les noms du déposant, la nature de la marchandise, tous renseignements propres à en établir l'identité et la valeur, permet au déposant de conférer à son concessionnaire le droit de disposer de la marchandise ; le warrant, d'un autre côté, facilite la constitution de gage qu'il veut consentir sur cette même marchandise, sans être obligé de la lui remettre entre les

maines. La loi de 1858 le définit elle-même un bulletin de gage, contenant les mêmes mentions que le récépissé.

Ainsi, tandis que le récépissé est destiné à servir d'instrument de vente, le warrant constitue un moyen de crédit. Il donne au créancier la possession de la chose déposée, avec droit de la réaliser à l'échéance, s'il n'est pas désintéressé ; toute sécurité lui appartient, car le déposant s'est dessaisi entre les mains du magasin général, et aucun détournement, dans ces conditions, n'est à craindre.

Cette institution des Magasins généraux, avec la délivrance du récépissé et du warrant, a rendu de grands services au commerce et à l'industrie (1). Sans les énumérer tous, constatons seulement que, lorsqu'un commerçant a une grande quantité de marchandises qu'il ne peut écouler immédiatement sans éprouver des pertes importantes, il a la faculté, pour se procurer les capitaux nécessaires à la continuation de son commerce, de les déposer dans un magasin général, d'obtenir la délivrance d'un récépissé et d'un warrant, d'endosser ce dernier et de recevoir ainsi l'argent qui lui permettra de se soutenir jusqu'au moment où il pourra se défaire à bon compte de ses marchandises accumulées.

Frappés des avantages que ce moyen de crédit procurait au négociant, plusieurs députés voulurent en faire bénéficier les agriculteurs et le mettre à leur portée : ils déposèrent à cet effet une proposition de loi qui, après avoir subi de nombreuses modifications, devint la loi du 18 juillet 1898.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, tome III.

Nous avons vu précédemment que le cultivateur pouvait porter ses produits aux Magasins Généraux. Toutefois, sur ce point, la question est controversée : MM. Lyon-Caen et Renault, interprétant restrictivement les dispositions de l'article premier de la loi de 1858, refusent au cultivateur le droit de déposer sa récolte dans un Magasin Général (1). Ce qui explique peut-être, ajoutent-ils, ces dispositions restrictives, c'est qu'en 1858, l'utilité du crédit pour l'agriculture n'était pas aussi grande qu'elle l'est devenue depuis ; cependant à cette époque on commençait à se préoccuper sérieusement de la question du crédit agricole. D'ailleurs, en fait, l'agriculteur ne peut guère profiter de cet avantage : les Magasins Généraux n'existent que dans peu de villes et sont situés à une grande distance des centres agricoles ; d'autre part, pour ceux mêmes qui en sont rapprochés, les frais de transport et de camionnage, de magasinage, d'assurances, les frais de warrants, laisseraient peu de bénéfices à l'agriculteur qui les utilise.

Tous ces inconvénients disparaissent si on permet l'établissement des warrants sans obliger celui-ci à déplacer le produit *warranté*. C'est le but que la loi de 1898 a eu en vue et qu'elle a réalisé en instituant les *warrants agricoles*.

Qu'est-ce qu'un warrant agricole ? On peut le définir : un bulletin de gage, mis à la disposition de l'agriculteur, qui lui permet d'emprunter sur certains produits récoltés ou

fabriqués, sans être dans l'obligation de s'en dessaisir (1). Cette définition résulte des dispositions de la loi nouvelle qui dit uniquement dans son article 3 que la feuille, détachée du registre par le greffier de paix, devient le warrant qui permet au cultivateur de réaliser son emprunt.

On s'aperçoit immédiatement de la différence très importante qui va exister entre le warrant commercial et le warrant agricole. Dans le premier cas, le déposant, c'est-à-dire le débiteur, est dépossédé de l'objet qu'il veut donner en gage ; il n'en a plus la possession ; dans le deuxième cas, au contraire, le débiteur reste détenteur de la chose, celle-ci est simplement frappée d'indisponibilité dans son patrimoine. Il s'est produit une tradition feinte, une *traditio brevi manu* ; le débiteur garde la possession matérielle du produit engagé, et, s'il vient à en disposer, il sera puni des peines de l'abus de confiance.

Il est probable que le prêteur, lorsqu'il pourra le faire, préférera demander une hypothèque ou un nantissement

(1) Quoi qu'on en ait dit, cette expression de warrant agricole n'est pas neuve. M. Bozérian, sénateur, dans une proposition de loi sur le crédit agricole et les banques d'agriculture, avait proposé d'établir le nantissement sans déplacement dans des conditions particulières : les Banques d'agriculture, lorsqu'elles avaient des doutes sur la solvabilité de l'emprunteur, pouvaient demander des garanties matérielles consistant soit dans la cession de récoltes pendantes ou le nantissement sur place des produits récoltés avec remise de la clef du magasin où ils seraient déposés, soit dans une subrogation dans le privilège du vendeur, lorsqu'il s'agirait d'achat d'animaux de travail ou de matériel. L'acte contenant les dispositions relatives aux opérations dont le mécanisme et la portée étaient ainsi déterminés par la loi, était transmissible par voie d'endossement et portait le nom de *warrant agricole*.

véritable, bien plus efficaces que ce droit de faire arrêter et mettre en prison le débiteur insolvable.

On ne peut donc pas dire que la loi donne le moyen à l'agriculteur d'augmenter son crédit réel ; elle fortifie son crédit personnel en donnant au prêteur une garantie qui, tout illusoire qu'elle puisse être dans certains cas, pourra néanmoins produire de bons effets, lorsque l'agriculteur aura le souci de remplir ses engagements avec exactitude. A ce prix seul, le warrant agricole peut rendre des services à l'agriculture.

Il était à craindre que l'agriculteur n'empruntât inconsidérément ; aussi la loi, pour le protéger contre ses propres entraînements et pour sauvegarder le droit des tiers, a-t-elle soumis le warrant agricole à des conditions de forme d'une part, et a-t-elle déterminé limitativement les produits qui pourraient être warrantés, d'autre part.

1. — Conditions de forme.

Nous n'étudierons pas les conditions de fond du contrat de gage sans déplacement qui ne présentent ici aucune particularité, ce sont les mêmes que les conditions requises pour la validité du gage ordinaire : l'emprunteur devra être propriétaire, il devra avoir la capacité d'aliéner.

Aux termes de l'article premier, *tout* agriculteur pourra emprunter sur les produits agricoles et industriels provenant de son exploitation et énumérés limitativement. Par conséquent toute personne se livrant à la culture de

la terre, propriétaire, fermier, métayer, viticulteur, bénéficiera des avantages créés par la loi.

Quelles sont les conditions de forme? Quels sont les procédés employés par la loi pour protéger ceux qu'intéresserait la création du warrant agricole? C'est là le côté original de la loi.

Le warrant agricole est extrait d'un registre à souche, tenu par le greffier de la justice de paix, conformément à un modèle annexé à la circulaire du 16 août 1898 du Garde des sceaux. La loi n'ayant prescrit aucune formule spéciale, ce modèle n'est nullement obligatoire pour les greffiers qui peuvent, s'ils le considèrent incomplet, ajouter des mentions destinées à donner plus de garantie. Ils ne sont tenus que d'une obligation: la souche du registre et le warrant doivent contenir les mêmes mentions.

Ces mentions diffèrent suivant que l'emprunteur est ou n'est pas propriétaire ou usufruitier de l'exploitation rurale.

I. — Lorsque le cultivateur est propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier de la justice de paix doit, à première réquisition, sans formalités préalables, lui délivrer le warrant. Ce sont les termes mêmes de la circulaire. La loi lui impose certaines déclarations à faire au greffier qui sont les suivantes :

1^o Les nom, prénoms, qualité et domicile. L'indication du lieu et de la date de la naissance, sans être nécessairement requise, présenterait beaucoup d'utilité et éviterait des complications, car, dans certains pays, plusieurs personnes portent le même nom.

2° La nature, la quantité, la valeur et la situation des produits qui serviront de gage au prêteur. La loi a voulu, par cette mention, une désignation précise de l'objet engagé; elle a voulu l'individualiser, afin que dans la suite, si l'emprunteur était tenté de le donner de nouveau en gage, le droit du premier prêteur ne fût pas contesté. La valeur du produit à warranter sera déterminée par les parties. Dans la proposition de loi primitive l'expertise était obligatoire: trois échantillons devaient être prélevés et cachetés par un des experts dont le juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur aurait dressé chaque année la liste; deux des échantillons étaient destinés au prêteur, le troisième déposé au greffe de la justice de paix sus-indiqué. Le Gouvernement et la Commission ont repoussé l'expertise obligatoire; liberté entière a été laissée aux parties. D'ailleurs il eut été difficile et peu pratique de prélever ces trois échantillons sur certains produits, par exemple, sur les fromages.

3° Le montant des sommes à emprunter.

4° Le nom et l'adresse de l'assureur, dans le cas où le produit warranté serait assuré. Le projet du Gouvernement, dans son article 4, stipulait que l'emprunteur *devait* faire assurer le produit warranté par une compagnie d'assurances dont il indiquerait le nom à son prêteur, en demeurant responsable de la solvabilité de cette compagnie, en cas de sinistre, ainsi que de la régularité de l'assurance. Le texte fut modifié par la Commission: « quel que soit, dit le rapporteur, le sentiment que l'on professe sur le principe général de l'assurance obligatoire, il ne saurait en

tout cas être établi que par une législation spéciale et se suffisant à elle-même ». L'assurance est donc facultative ; on se serait trouvé, en effet, en présence de difficultés pratiques très graves ; il aurait fallu se préoccuper de la régularité de l'assurance, de la solvabilité de la compagnie, de la suffisance de la valeur assurée, etc. Et puis quel juge aurait été compétent pour statuer sur ces questions délicates ? Il était difficile de donner compétence au juge de paix. Enfin c'eût été ajouter des lenteurs, nuisibles à l'efficacité du warrant.

Telles sont les mentions que la loi exige pour l'établissement du warrant agricole, lorsque l'emprunteur est propriétaire ou usufruitier. Il est à peine utile de faire remarquer que le nom du prêteur ne doit pas figurer sur le titre, car, au moment où le cultivateur se le fait délivrer, il ne sait encore qui sera son prêteur, un particulier, une banque, ou un syndicat agricole. Mais elle exige le nom de l'escompteur, lorsque le warrant aura été mis en circulation, car, si l'agriculteur peut connaître toujours son prêteur, il n'en est pas de même de l'escompteur ; nous verrons plus loin l'intérêt que présente cette mention.

II. — Dans le second cas, lorsque l'emprunteur est un fermier ou un métayer, la loi de 1898 a dû édicter une autre formalité, car elle avait à concilier le droit du propriétaire avec la faculté qu'elle donnait à l'agriculteur de contracter un emprunt. La protection organisée par la loi pour le droit du propriétaire fera l'objet du chapitre suivant ; examinons ici simplement la mention spéciale que doit contenir le warrant dans le cas qui nous occupe.

Aux termes de l'article 2, le fermier doit, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué, l'usufruitier ou leur mandataire légal (1), de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage au prêteur, ainsi que du montant des sommes à emprunter (paragraphe premier). Cet avis est remis au greffier de la justice de paix du canton du domicile de l'emprunteur (paragraphe 2), qui, après l'avoir visé et enregistré, l'expédie au propriétaire, usufruitier ou à leur mandataire légal, sous forme de lettre recommandée comportant accusé de réception.

La circulaire de la Chancellerie porte que le greffier doit faire mention de cette lettre sur un registre spécial, distinct du registre à souche d'où est détaché le warrant. « Cette lettre, ajoute-t-elle, constitue l'acte initial de la procédure dans tous les cas où le cultivateur qui veut emprunter n'est pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation. Elle a une grande importance. Il est indispensable que les indications exigées par la loi et qui seront plus tard reportées sur le warrant y soient toutes réunies. »

Mais cette obligation d'aviser le propriétaire ne sera

(1) On peut se demander ce que la loi a entendu dire en employant les mots « mandataire légal ». En effet, il existe en droit, trois sortes de mandats; le mandat conventionnel qui a sa source dans la convention des parties, le mandat légal qui dérive de la loi, tel est le mandat du tuteur, du père administrateur légal, enfin le mandat judiciaire qui est déféré par la justice; comme exemple, on peut citer l'article 113 du Code civil qui ordonne au Tribunal de désigner un notaire pour représenter les présumés absents dans certains actes. Est-ce que la lettre d'avis ne pourra être envoyée au mandataire que dans le cas où il sera désigné par la loi ? dans le cas unique où il y aura mandat légal ? C'est étrange et peu pratique.

pas toujours exigée. La loi nouvelle a établi, en effet, une distinction entre les créances du bailleur. Les créances pour termes non échus ou pour avances faites par le propriétaire ne sont pas un obstacle au nantissement des produits récoltés ou fabriqués ; le fermier peut, dans ce cas, se faire librement délivrer un warrant. Au contraire, lorsque les termes échus ne sont pas entièrement acquittés, le fermier n'est plus libre de warranter à son gré : le propriétaire, l'usufruitier ou leur mandataire légal pourront s'opposer au prêt par lettre adressée au greffier. Celle-ci devra être recommandée comme la lettre que le greffier envoie au propriétaire.

La loi lui accorde un délai de douze jours (1) pour former opposition ; aux termes de l'article 2 § 3, ce délai est franc ; par suite, les règles édictées dans l'article 1033 du Code de procédure civile, trouveront ici leur application. C'est ainsi que ni le jour qui servira de point de départ à ce délai, ni celui où il expirera ne seront compris dans le calcul des douze jours.

Le point de départ de ce délai est fixé par ce même paragraphe de l'article 2 : c'est le jour de l'envoi de la lettre recommandée par le greffier. En supposant que celui-ci ait envoyé la lettre le 1^{er} novembre, la lettre d'opposition pourra parvenir au greffe jusqu'au 14 suivant.

(1) Le projet présenté par le Gouvernement n'accordait qu'un délai de dix jours. On considérait qu'il était suffisant pour permettre au propriétaire ou à son fondé de pouvoirs de prendre une décision : « augmenter » ce délai serait risquer de compromettre l'institution du warrant en ne « le rendant possible que le jour où il deviendrait peut-être sans utilité ». Exposé des motifs. Néanmoins, il fut porté à douze jours ; et peut-être cette augmentation sera insuffisante dans certains cas.

Une fois cet avertissement donné au propriétaire ou à l'usufruitier, il peut se produire deux cas : ou bien le propriétaire fait opposition au prêt à raison de termes échus non payés, et alors tout est terminé car l'agriculteur ne pourra trouver à emprunter sur des produits grevés du privilège du propriétaire. Ou bien le propriétaire donne son adhésion au prêt expressément ou tacitement en laissant écouler le délai sans former opposition ; le cultivateur dans ces conditions pourra demander la délivrance du warrant et obtenir, en l'endossant, le capital qui lui est nécessaire.

Mais, à raison de la qualité même de l'emprunteur, le greffier, outre les mentions que nous avons indiquées plus haut pour le warrant remis au cultivateur propriétaire ou usufruitier, devra mentionner sur celui délivré au cultivateur, fermier ou métayer :

1° La qualité de fermier ou de métayer de l'emprunteur ;

2° La date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier ;

3° La non-opposition de leur part.

Nous terminons ce paragraphe, en faisant remarquer que c'est le greffier de la justice de paix où se trouve le domicile de l'emprunteur qui sera compétent pour recevoir ses déclarations et délivrer le warrant. Cette solution nous paraît résulter tout d'abord de ce fait que c'est au domicile de l'emprunteur que sont centralisés les produits ; puis de l'article 2 § 2, qui dispose que l'avis du fermier donné au propriétaire sera envoyé à ce dernier par

l'intermédiaire du greffier de la justice de paix du canton où est domicilié l'emprunteur; enfin des termes de l'article 3 § 2 qui oblige le greffier à mentionner sur les deux parties de son registre à souche la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou à l'usufruitier, ainsi que la non-opposition de leur part.

Ce greffier n'a qu'à écrire les déclarations qui lui seront faites; si elles sont inexactes, il n'aura aucune responsabilité à encourir. En effet, l'article 3 et la circulaire de la Chancellerie portent que le greffier n'a pas à se préoccuper du point de savoir si les récoltes annoncées par l'emprunteur existent ou non sur ses terres ou dans ses bâtiments; il n'a aucun contrôle à exercer. Il reçoit et consigne uniquement les déclarations de l'emprunteur; même s'il y a fraude, ajoute la circulaire, sa responsabilité est à couvert, sous réserve du cas où ayant connaissance de la fraude, il se serait prêté à sa consommation. Le rôle du greffier est un rôle passif qui consiste à accomplir strictement les formalités dont la loi a entouré la création du warrant agricole.

Toutefois, il faut reconnaître que sa responsabilité civile pourra être engagée dans certains cas, par exemple, dans le cas suivant: le fermier ayant annoncé à son propriétaire, par avis du greffier, qu'il voulait warranter une certaine quantité de produits pour une somme déterminée, le greffier qui ne vérifierait pas les déclarations de l'emprunteur avec les énonciations de la lettre d'avis et qui délivrerait un warrant pour une somme plus considérable et pour des produits en plus grande quantité, pourrait être

l'objet, de la part du propriétaire, d'une poursuite en réparation du préjudice causé.

2. — Produits sur lesquels peut porter le warrant agricole.

En outre de ces conditions de forme, la loi nouvelle a imposé une autre condition dont le but est de limiter les produits warrantables. C'est l'idée de la protection du droit du propriétaire qui a dirigé l'esprit du législateur dans l'énumération limitative édictée par l'article 1^{er}.

La loi n'autorise l'emprunt que sur certains produits; ces produits qui doivent être récoltés ou fabriqués, sont ceux dont la conservation peut le plus facilement être assurée. On peut les grouper sous trois chefs :

1^o Produits végétaux : céréales en gerbes ou battues, fourrages secs, plantes officinales séchées, légumes secs, fruits séchés et féculs; graines oléagineuses, graines à ensementer; vins, cidres, eaux-de-vie et alcool de natures diverses; bois exploités, résines et écorcées à tan; huiles végétales; matières textiles, telles que le chanvre et le lin.

2^o Produits d'origine animale : cocons secs et cocons ayant servi au grainage; fromages, miels et cires; matières textiles telles que la laine.

3^o Produit minéral : sel marin.

L'article premier dispose que les produits agricoles ou industriels, qui vont faire l'objet de l'emprunt, doivent provenir de l'exploitation de l'emprunteur. Il en résulte

que le cultivateur qui achèterait les produits récoltés de son voisin, ne pourrait pas emprunter sur ceux-ci à l'aide du warrant. Cette exclusion se comprend fort bien, car la préoccupation du législateur a été de permettre aux cultivateurs, qui ont rarement un capital roulant élevé, d'échapper à la nécessité de la vente immédiate qui leur serait désavantageuse; elle n'a pas eu en vue les spéculateurs qui accaparent certaines céréales sur les marchés : pour emprunter, ils ont les magasins généraux.

S'en tenant aux produits récoltés, la loi a donc exclu :

1° Les récoltes pendantes par branches et par racines. M. Chastenet explique dans son rapport à la Chambre, la raison pour laquelle on les a écartées : « Plusieurs raisons, dit-il, peuvent être invoquées pour justifier cette exclusion : l'intérêt du propriétaire dont le privilège a pour meilleure garantie la récolte sur pied, celle qu'il saisit ordinairement quand il veut exercer ce privilège; l'intérêt du prêteur dont le gage doit être le moins arbitraire possible; enfin, peut-être aussi, l'intérêt de l'agriculteur lui-même dont il ne faut pas encourager inconsidérément les emprunts ». La loi veut que la garantie du prêt ait une existence réelle, certaine, que la récolte ne soit plus sujette à être détruite par les intempéries, pour offrir au prêteur sur gage une sécurité absolue.

2° Le mobilier de la ferme, les instruments et ustensiles aratoires. Ils servent de garantie au paiement des fermages comme d'ailleurs les récoltes pendantes par branches et par racines. Il est vrai que les ustensiles et instruments aratoires représentent pour l'agriculteur un capital très

important immobilisé; néanmoins, le législateur, à notre avis, a eu raison de les exclure, car si la dette n'est pas payée à l'échéance, le prêteur pourra les faire vendre, et l'exploitation du sol sera interrompue. En outre, faciliter l'engagement des instruments de travail, c'est violer un principe inscrit dans nos lois civiles et reproduit par l'article 592 du Code de procédure civile; il y aurait eu contradiction dans la loi, car on aurait autorisé une personne à engager des objets qui ne peuvent pas être saisis ni vendus et dont la jurisprudence interdit au débiteur d'en consentir la saisie.

3^o Les animaux servant au travail ou à la reproduction. La question fut discutée à la Chambre des Députés (1) : M. J. Codet fit observer qu'en éliminant les animaux de l'énumération de l'article 1^{er} on allait priver du bénéfice de la loi les éleveurs français; il y a, dit-il, trois catégories de cultivateurs en France : ceux qui produisent des céréales, ceux qui cultivent les vignes, enfin ceux qui élèvent le bétail. Il arrive souvent que ceux-ci ont des fourrages destinés à être consommés par les bestiaux. Ils en ont acquis un certain nombre avec leurs ressources; pourquoi, dès lors, ne pas les autoriser à faire un emprunt sur ces mêmes animaux et leur permettre ainsi d'en acheter d'autres qui, engraisés et vendus au marché, leur procureraient un bénéfice certain? M. Codet déposa un amendement pour comprendre les bestiaux dans l'énumération de l'article 1^{er}.

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires de la Chambre. Séance du 31 mars 1898, pages 1498 et suivantes.

Malgré ces avantages que la loi pourrait procurer aux éleveurs, l'amendement fut repoussé. La loi a pour objet, a-t-on dit, de permettre aux cultivateurs de donner en gage, sans les déplacer, des terres et des bâtiments de leur exploitation, les produits qu'ils pourraient à la rigueur warranter en les transportant dans les magasins généraux. En outre, ne faut-il pas au prêteur une sécurité complète, un gage dont la valeur soit fixée d'une façon définitive ? Les animaux sont sujets à des variations de valeur ; ils sont sujets à des maladies.

Enfin, il y a un argument d'ordre juridique qui nous paraît être un obstacle au warrantage des bestiaux. Supposons que le bétail appartienne au propriétaire cultivateur ; aux termes des articles 522 et 524 du Code civil, les animaux que le propriétaire place sur un fonds, et tant qu'ils demeurent attachés sur ce fonds, sont immeubles par destination, aussi bien les animaux de travail que les animaux destinés à la reproduction. Le cultivateur pourrait-il les warranter s'il a constitué une hypothèque sur son fonds ? assurément non, l'hypothèque portant sur l'immeuble par nature aussi bien que sur les immeubles par destination ; et puis, à supposer qu'il les puisse warranter, ce n'est plus un gage qu'il donnera, ce sera une véritable hypothèque qu'il consentira. Si maintenant nous envisageons le cas où le bétail appartient au fermier : ce bétail est objet mobilier et comme tel frappé du privilège du propriétaire. Allait-on enlever cette garantie à la sauvegarde de ses droits ; il est peu probable qu'il aurait renoncé à l'exercice de son privilège, si on avait compris les ani-

maux dans l'énumération, car le bétail représente dans les fermes un capital important.

Les animaux furent exclus (1).

3. — Circulation du Warrant agricole

Les conditions de forme étant remplies et les limites relatives au warrantage des produits respectées, l'agriculteur sera en droit de se faire délivrer le warrant qu'il pourra mettre en circulation. Quoique la loi ne contienne aucune disposition sur ce point, cette mise en circulation s'opérera par voie d'endossement, tout comme pour un effet de commerce. L'endossement vaudra constitution de gage.

Quelles énonciations doit-il contenir ? Il est regrettable que la loi n'ait point songé à réglementer cette question qui n'a pu passer inaperçue, car l'article 10 de la proposition de M. Delaunay portait : « Les dispositions des articles de 1 à 13 de la loi du 28 mai 1858 relatives aux warrants commerciaux, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux articles ci-dessus, seront applicables aux warrants agricoles ». La solution qui nous paraît la plus pratique dans ces conditions est d'admettre, pour l'endossement du warrant agricole, les mêmes mentions qu'exige l'article 5 de la loi de 1858 pour l'endossement des warrants commerciaux. Par suite, l'endossement devra être daté ; il devra énoncer le montant intégral, en capital et intérêts, de la

(1) Un autre amendement, tendant à comprendre dans l'énumération de l'article 1^{er} le bétail assuré contre la mortalité, fut également repoussé ; la question de savoir si l'assurance serait obligatoire ou facultative n'ayant pas été tranchée.

créance garantie, la date de son échéance, et les nom, profession et domicile du créancier. Le modèle annexé à la circulaire du Garde des sceaux est d'ailleurs conforme aux dispositions de cet article.

Il peut y avoir plusieurs endossements successifs ; ils n'ont pour effet que de changer le nom du créancier. Chacun d'eux devra contenir les mêmes mentions que nous venons d'indiquer.

Ce créancier sera ou un simple particulier, ou un syndicat agricole, ou bien encore une Banque quelconque. En ce qui concerne les établissements publics de crédit, l'article 8 de la loi nouvelle, qui n'est au surplus que la reproduction textuelle de l'article 10 de la loi de 1858, les autorise à recevoir les warrants agricoles, comme les effets de commerce, en les dispensant d'une des signatures exigées par leurs statuts. On sait que la Banque de France ne reçoit à l'escompte que les effets de commerce revêtus de trois signatures au moins, le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte de deux signatures ; ces établissements pourront donc recevoir les warrants agricoles avec deux ou une signature seulement.

L'escompteur ou le réescompteur, qui va ainsi détenir pendant un certain temps le titre mis en circulation, est tenu, aux termes de l'article 9, d'aviser le greffier, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il est en possession du warrant. Cette obligation lui a été imposée pour permettre à l'agriculteur de rembourser le warrant par anticipation, comme l'article 7 lui en concède le

droit ; autrement, il n'aurait pu jamais user de cette faculté.

La loi n'impose aucun délai à l'escompteur ou réescompteur pour accomplir cette formalité ; il faut par suite décider qu'il sera en temps utile pour aviser le greffier tant qu'il aura le warrant entre les mains ; mais s'il ne satisfaisait pas à cette obligation, il porterait préjudice à l'emprunteur qui peut avoir intérêt à se libérer avant l'échéance et s'exposerait à des poursuites civiles de sa part.

Lorsque le greffier reçoit un avis d'escompte, il doit le mentionner dans les colonnes qui se trouvent au dos de la souche restée entre ses mains. L'emprunteur pourra ainsi, en s'adressant à lui, connaître la situation du titre qu'il a mis en circulation.

CHAPITRE II

CARACTÈRE JURIDIQUE DU WARRANTAGE AGRICOLE. — OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR ET DROITS DU PRÊTEUR. — GARANTIE DU PRIVILÈGE DU PROPRIÉTAIRE ET DU DROIT DES TIERS.

1. — Caractère juridique du warrantage agricole. Obligations de l'emprunteur.

Le gage, tel qu'il est organisé dans la loi du 28 mai 1858 sur les Magasins généraux, est constitué en conformité des dispositions de l'article 2076 du Code civil, d'après lequel ou bien c'est le créancier, ou bien c'est un tiers convenu entre les parties qui est nanti des objets mobiliers impignores. Le magasin général doit être précisément ce tiers qui reçoit et détient la marchandise engagée.

Qu'en est-il pour le produit warranté ? Il y a dérogation au principe posé par l'article 2076 : l'agriculteur qui a donné en gage sa récolte de blé ou de vin, ne s'en est pas dessaisi. Propriétaire de ces produits, il en garde la possession, malgré la mise en gage.

Comment s'analyse l'opération juridiquement ? Le rapporteur de la loi devant la Chambre s'est exprimé

ainsi (1) : « Les produits engagés ayant leur représentation légale dans le warrant, la remise au créancier de ce titre représentatif peut constituer la tradition qu'exigent les principes en matière de constitution de gage. En même temps, il s'est opéré une sorte de tradition *brevi manu* ou quasi tradition des produits warrantés eux-mêmes, de telle sorte que le propriétaire de ces produits se trouvera détenir sa propre chose pour le compte du créancier gagiste, et à titre de dépositaire, avec toutes les conséquences de droit qui en découlent. A cette tradition, dont le caractère occulte pourrait ne pas suffire à protéger les droits des tiers, s'ajoute une publicité spéciale au registre du greffe de la Justice de paix où s'inscrivent tous les warrants délivrés ».

Il nous semble peu exact de dire que la remise du warrant au créancier peut constituer la tradition, la mise en possession par conséquent en conformité de l'article 2076. On peut assurément faire ce raisonnement pour le warrant commercial, car le débiteur s'est dessaisi ; la remise du warrant au créancier lui donne tous les droits d'un créancier gagiste, elle vaut dation en nantissement. Au contraire, lorsque l'agriculteur warrante un produit agricole, il reste en possession. Dès lors, matériellement, la remise du titre ne peut avoir les mêmes conséquences que la remise du warrant commercial au créancier ; cela est si vrai que, d'une part, rien n'empêche l'agriculteur, sauf toutefois la

(1) *Journal Officiel*. Documents parlementaires de la Chambre, rapport de M. Chastenet, annexe n° 2869, page 247 (séance du 3 décembre 1897), — *Journal Officiel*. Débats parlementaires 1898. Séance du 31 décembre 1898.

sanction pénale qu'il encourra, de vendre le produit et que, d'autre part, le prêteur ne peut pas exercer le droit de rétention, conféré par la loi au créancier gagiste. Il résulte de tout ceci que cette expression, *le magasin général doit être constitué dans le domicile même de l'agriculteur*, employée au cours de la discussion devant le Sénat, est impropre : il est impossible de faire une telle assimilation à raison des conditions d'organisation et de fonctionnement des magasins généraux.

Le warrantage agricole est une mise en gage fictive. On peut, au point de vue juridique, le considérer comme constitué par la formation de deux contrats successifs dans lesquels la remise du produit impignoré est fictive ; il y a ce que l'on a appelé une tradition *brevi manu* ou tradition feinte.

Tout d'abord un contrat de gage est passé entre le cultivateur et son prêteur ; puis celui-ci dépose son gage entre les mains de son débiteur lui-même. Ce n'est plus comme propriétaire qu'il détiendra ; son titre est interverti, il détiendra en qualité de dépositaire.

Le warrantage agricole contient implicitement ces deux contrats. Il n'est pas nécessaire qu'un contrat de dépôt intervienne spécialement : il est de jurisprudence (1) que le vendeur d'un corps certain doit être jusqu'à la livraison considéré comme un dépositaire bien qu'aucun contrat spécial de dépôt ne soit intervenu entre le vendeur et l'acheteur.

(1) Cassation, 18 juillet 1862. D. P. 62. 1. 548.

Certes, il n'est pas douteux que l'emprunteur, l'agriculteur, est un dépositaire. Mais on a voulu donner comme base à la théorie du rapporteur de la loi un texte du Code civil, l'article 1919 § 2 (1). Il y a là à notre avis une inexactitude : l'article 1919 dispose dans son premier paragraphe que le dépôt n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée ; et il ajoute dans son deuxième alinéa : « La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt ». Cet article suppose que le dépositaire futur est en possession réelle avant le contrat de dépôt, à titre, par exemple, de mandataire, de locataire ou de créancier gagiste (2) ; le contrat de dépôt qui est passé dans la suite, intervient à la qualité en vertu de laquelle celui-ci possédait. En un mot, le texte de l'article 1919 exige une tradition ; la chose doit avoir changé de mains.

En est-il ainsi dans notre espèce ? Aucunement ; en supposant qu'il se soit tout d'abord formé un premier contrat de gage, la loi nouvelle laisse la possession entre les mains du débiteur ; il n'y a pas de tradition. En supposant d'autre part qu'un deuxième contrat de dépôt intervienne entre les parties, le même débiteur reste détenteur. On ne peut dire qu'il possédait antérieurement à ce contrat à titre de débiteur gagiste ; ce que l'on peut dire

(1) *Des Warrants agricoles*. Commentaire théorique et pratique de la loi du 18 juillet 1898 par E. Hogrel.

(2) Guillaud. *Traité du prêt du dépôt et du sequestre*. Pages 285 et 286.

du créancier gagiste, on ne peut en faire l'application au débiteur. Il est resté en possession du produit donné en gage en vertu de la loi, *ex lege*; il n'y a pas lieu d'appuyer la théorie du warrantage agricole sur les dispositions de l'article 1919 qui prévoient une tout autre hypothèse.

En réalité, la création de la loi nouvelle est une combinaison de certains éléments qu'elle a puisés dans les principes de notre Code civil. C'est une association du contrat de gage, avec dérogation à la condition essentielle de la dépossession, et du contrat de dépôt sans que l'emprunteur soit tenu de toutes les obligations qui découlent de ce contrat.

Comme le produit qu'il conserve entre ses mains constitue un véritable dépôt, il nous faut préciser et énumérer les obligations dont il va être tenu à ce titre.

1^o La première de ces obligations est que l'agriculteur doit conserver la chose. L'article premier *in fine* de notre loi en fait mention : « le cultivateur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité (1) ». Quel va être le degré de sa responsabilité ? On sait qu'aux termes de l'article 1137 du Code civil l'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est tenu à y apporter *tous les soins d'un bon père de famille*. Le législateur, envisa-

(1) Cette disposition est la reproduction de l'article 3 du décret du 15 mars 1859, rendu à la suite de la loi du 28 mai 1858.

geant d'une manière abstraite, *in abstracto*, les soins qu'un homme diligent doit donner à ses affaires, déclare le détenteur de la chose d'autrui responsable, s'il ne lui a pas donné ces mêmes soins; il est responsable de sa *culpa levis in abstracto* (1). Faisant exception à ce principe, l'article 1927 du Code civil oblige seulement le dépositaire à apporter dans la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporterait dans la garde des choses qui lui appartiennent. Cette conception est fondée sur ce fait que le dépositaire rend un service gratuit au déposant (art. 1917 C. civ.) Il n'est alors responsable que de sa *culpa levis in concreto*, c'est-à-dire de la faute que pourrait commettre un administrateur dans la gestion de ses intérêts.

Mais dans l'article suivant, art. 1928, le Code civil énumère quatre hypothèses dans lesquelles la responsabilité du dépositaire doit être envisagée avec plus de rigueur: 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a été stipulé un salaire pour la garde du dépôt; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

Ce sont, à notre avis, ces principes de droit commun qui doivent s'appliquer dans le dépôt tel que l'entend la loi nouvelle. Celle-ci, à vrai dire, n'est pas très explicite en disant uniquement que l'agriculteur est *responsable*; mais, il y a lieu de remarquer tout d'abord que le cultivateur, constitué dépositaire par la loi, ne peut réclamer aucune indemnité; cette décision qui s'imposait est conforme

(1) Guillouard, ouvr. cité, pages 327 et suiv.

à l'article 1917 C. civ. En outre, il résulte de l'analyse du warrantage agricole qu'il s'est formé un contrat de dépôt tacite entre les parties. Il faut donc décider que l'agriculteur sera tenu de sa *culpa levis in concreto*.

Il faut dire plus, car le dépôt présente un caractère particulier : c'est un dépôt forcé, en ce sens que la loi décide que, lorsqu'un capitaliste prètera à un cultivateur, celui-ci sera gardien du produit engagé ; et cette décision a été prise dans l'intérêt du cultivateur qui évitera le paiement de frais de transport et de magasinage aux magasins généraux et pourra attendre un moment favorable pour la vente à bon compte de ses produits. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut appliquer ici l'article 1928 § 3 et décider que la responsabilité de l'agriculteur sera appréciée plus rigoureusement que celle d'un dépositaire ordinaire.

L'agriculteur, tenu de garder la marchandise confiée à ses soins, doit employer pour sa conservation certains moyens destinés à éviter toute dépréciation ; il devra, par exemple, déposer les sacs de blé engagés dans des endroits à l'abri de l'humidité, pour éviter la germination ; le vigneron devra donner aux barriques de vin tous les soins que nécessite sa conservation. Mais le dépositaire ne sera pas tenu d'employer des méthodes nouvelles pour conserver, excellentes peut-être, mais dont l'usage est exceptionnel. On a jugé à ce propos que le dépositaire de barriques de vin n'était pas obligé de traiter préventivement ces vins par une méthode spéciale, dite la *pasteurisation*, méthode qui n'était pas en usage courant dans la contrée où le

dépôt avait été effectué (1). Cette solution doit trouver son application en notre matière. La responsabilité du dépositaire est suffisamment à couvert dès qu'il a donné aux vins les soins ordinaires, en usage dans sa région.

2° La deuxième obligation dont est tenu l'emprunteur est celle de ne pas se servir du produit engagé dont il a la garde. Cette obligation a ici une plus grande importance que dans le dépôt ordinaire, car l'emprunteur est tenu de l'observer à deux titres. En premier lieu comme dépositaire; en effet, aux termes de l'article 1930 du Code civil, le dépositaire ne peut se servir de la chose déposée sans la permission expresse ou présumée du déposant; et l'emprunteur sur produit warranté est, avons-nous vu, considéré comme un dépositaire. En second lieu, si le créancier, saisi conformément à l'article 2076 du Code civil, ne peut se servir de la chose impignorée sans le consentement du débiteur (art. 2082 C. civ.) (2), à plus forte raison l'emprunteur auquel la loi permet de donner en gage un produit agricole sans s'en dessaisir, ne peut en user sans consentement; le consentement ne pourrait être donné ici que par le prêteur, c'est-à-dire le créancier.

On conçoit difficilement ce consentement donné par le prêteur considéré soit comme déposant, soit comme créancier gagiste non saisi, car la loi de 1898 permet de ne warranter que des produits qui se consomment par le premier usage. Le consentement que le prêteur accorde-

(1) Bordeaux 11 janvier 1888. D. 89 - 2 - 88 et Pandectes françaises 81 - 2 - 67.

(2) Baudry-Lacantinerie. — *Précis de droit civil*, t. III, page 635.

rait à son emprunteur aurait pour résultat de transformer le contrat de dépôt en un véritable prêt de consommation (1); la situation serait dangereuse et le but de la loi manqué. De plus, le créancier qui a le warrant entre les mains peut, s'il a besoin d'argent, le faire circuler, l'endosser; il serait obligé de déclarer à son cessionnaire l'autorisation qu'il a donnée à son débiteur de se servir du produit engagé, sous peine d'être poursuivi lui-même comme coupable d'escroquerie; et il apparaît comme certain qu'après avoir fait cette déclaration, il ne pourrait trouver de cessionnaire qui voulût lui verser le montant du warrant.

On se trouvera ainsi dans la pratique en présence d'un obstacle insurmontable; il faut considérer le produit warranté comme un bien frappé d'indisponibilité, immobilisé dans le patrimoine du détenteur. Les formalités édictées par la loi pour déterminer ce produit lui ont donné une individualité, et pas plus que le propriétaire ou exploitant du Magasin Général ne peut se servir des marchandises qui y sont déposées, pas plus l'agriculteur ne peut utiliser les produits remis en gage que la loi a confiés à sa garde. Ce serait diminuer et même rendre illusoire la garantie que la loi a voulu donner au prêteur.

3° La troisième et dernière obligation consiste en ce que l'agriculteur doit payer le montant du warrant entre les mains du porteur. Nous verrons dans un chapitre distinct la question du paiement des warrants.

(1) Guillouard, ouvrage cité, pages 344 et suiv.

2. — Droits du créancier gagiste. — Privilège et droit de rétention. — Assurances.

Le créancier gagiste, saisi de la chose donnée en gage, a un privilège qui lui permet de se faire payer, par préférence aux autres créanciers, sur le prix de la chose, un droit de rétention en vertu duquel il peut refuser au débiteur la restitution de la chose tant qu'il n'est pas désintéressé intégralement, enfin un droit de faire vendre celle-ci aux enchères s'il n'est pas payé à l'échéance.

Le prêteur sur warrant agricole a un privilège, art. 11 de la loi, un droit de faire vendre, art. 10, mais il ne possède pas le droit de rétention. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit précédemment à ce sujet; le créancier n'a entre les mains qu'un certificat constatant le prêt et l'identité des marchandises; la condition essentielle du droit de rétention étant la mise en possession, il ne peut pas, par conséquent, exercer ce droit à l'encontre des autres créanciers.

Mais, porteur de warrant, il a, comme nous venons de l'énoncer, un privilège. L'article 11 de la loi de 1898 décide en effet qu'il est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et préférence à tous créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de justice, et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix. Il en résulte que les droits du porteur sont les mêmes que ceux du créancier gagiste nanti conformément à l'article 1076 du Code civ. : son privilège, ainsi

que nous l'avons fait remarquer au chapitre deuxième de la première partie, a le même rang. Comme au créancier gagiste, la loi ne pouvait lui accorder le premier rang ; le privilège du Trésor public et celui des frais de justice passent avant le sien. Il eut été plus exact de dire les frais de justice d'abord et le Trésor public ensuite, car on admet en doctrine et en jurisprudence que les premiers priment le second (1). Nous parlerons donc d'abord des frais de justice.

Ils sont prélevés sur la masse avant toute répartition aux créanciers, quels qu'ils soient, car ce sont des frais qui sont faits dans leur intérêt et il est équitable de permettre à celui qui les a avancés de les recouvrer immédiatement. Ils comprendront tous ceux faits pour la réalisation des produits engagés : notamment les frais d'enregistrement, les frais de vente, les frais de l'ordonnance rendue par le juge de paix à fin d'attribution.

D'un autre côté, le privilège du Trésor résulte de l'article premier de la loi du 12 novembre 1808 qui dispose que le privilège du Trésor public pour le recouvrement des contributions directes s'exerce avant tout autre et dans un certain ordre ; le premier rang est donné à la contribution foncière de l'année échue et de l'année courante, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution. Et l'article 76 de la loi du 28 avril 1816 a étendu ce privilège pour le recouvrement des droits de timbre et des amendes encourues pour

(1) Aubry et Rau, t. III, § 266 bis, page 186. — Tribunal civil de la Seine; 7 décembre 1885, *Gaz. du Pal.*, 86-1-suppl. 50

contraventions. Le capitaliste qui voudra dès lors prêter à l'agriculteur devra s'assurer si les contributions directes dues par ce dernier ont été entièrement acquittées, sinon il pourra se voir opposer le droit du Trésor public.

Du privilège du propriétaire, dans le cas où l'emprunteur est fermier ou métayer, il ne peut pas être question, car le warrantage n'a pu être établi qu'avec son autorisation expresse ou tacite.

Comme la loi a décidé que le privilège du porteur du warrant n'était primé que par le privilège des frais de justice et celui du Trésor public, il s'ensuit que les moissonneurs et les vendeurs d'ustensiles aratoires, qui, aux termes de l'article 2102 § 5 ont un rang préférable au propriétaire dans l'exercice de leur privilège, passeront après le porteur du warrant. Cette situation s'explique aisément et nous croyons qu'il n'y a pas lieu d'en faire grief au législateur dans la pensée qui l'a guidé, car la loi, en autorisant le warrantage agricole, a eu pour but de permettre à l'agriculteur de payer certaines dettes pressantes, telles que la main-d'œuvre, l'achat d'ustensiles aratoires qui l'auraient obligé à vendre sa récolte à bas prix. Assurément, si l'agriculteur se trouve dans une situation embarrassée, il pourra donner aux capitaux qu'il a pu se procurer une destination autre que celle qu'il devrait leur donner, et courir ainsi à sa ruine. Mais là où il est fait usage du crédit, à côté des services nombreux et importants qu'il rend, il y a des abus qui deviennent la perte de ceux qui ne savent pas en user avec sagesse : l'agriculteur ne doit pas perdre de vue que le crédit est destiné à remplacer l'argent et non pas à le créer.

Sur quoi s'exerce le droit de préférence que confère l'exercice du privilège ? Il s'exerce, en principe, sur le prix de la vente des produits agricoles engagés : mais il peut arriver que ceux-ci périssent à la suite d'un incendie ou d'un sinistre quelconque ; quel sera le droit du prêteur, du porteur du warrant ?

Il faut distinguer suivant que le produit a été ou non assuré ; nous savons que l'assurance n'est pas obligatoire. Si le produit n'était pas assuré au moment de sa destruction le prêteur perd son privilège et n'a plus qu'une action personnelle à exercer contre le cultivateur qui a emprunté. Si, au contraire, le produit était assuré, l'article 4 § 2 de la loi nouvelle dispose que le porteur du warrant a, sur les indemnités d'assurances en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée ; c'est là un rappel de l'article 2 de la loi du 19 février 1889. L'indemnité payée par la compagnie d'assurances est assimilée, contrairement à ce que décidait auparavant la jurisprudence, de plein droit au prix des objets assurés sur lequel s'exerce le privilège en cas de vente. L'article 4 se trouve donc être aujourd'hui conforme au droit commun. La disposition paraissait inutile dans ces conditions ; et cela d'autant plus que son laconisme fait naître la même question qui s'est posée après la promulgation de la loi de 1889. C'est la suivante : Le créancier gagiste peut-il exercer son droit de préférence non seulement sur l'indemnité d'assurances, mais aussi sur toute indemnité due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de la chose, pour quelque cause que ce soit ?

On peut ramener à trois les indemnités que peut toucher la victime d'un accident ou d'un sinistre (1). C'est d'abord l'indemnité payée par quelqu'un qui est responsable de la perte, en vertu de l'article 1382 du Code civil; les articles 1733 et 1792 C. civ. en sont des applications. C'est ensuite l'indemnité payée par quelqu'un qui n'est pas responsable, mais qui a pris la perte à sa charge; c'est le cas de la compagnie d'assurances. C'est enfin l'indemnité payée à titre gracieux par une personne qui n'est tenue ni par sa faute, ni par un contrat. On en trouve un exemple dans l'indemnité versée par l'Etat dans certaines circonstances; c'est ainsi qu'en vertu d'une loi du 7 avril 1873, l'État versa une certaine somme d'argent aux propriétaires de marchandises déposées dans un magasin général et incendiées pendant les événements de la Commune.

Le porteur du warrant agricole, si le propriétaire des produits engagés, c'est-à-dire l'emprunteur, touche une de ces indemnités, peut-il dans tous les cas se faire payer par privilège sur son montant? Ou plus généralement, quelle que soit la cause de l'indemnité allouée à l'agriculteur, le porteur du warrant peut-il exercer son droit de préférence?

Remarquons que l'article 4 § 2 qui est littéralement copié sur l'article 10 de la loi du 28 mai 1858, ne parle que des indemnités d'assurances dues en cas de sinistre. Que décide-t-on en doctrine pour les porteurs des warrants délivrés par les magasins généraux? MM. Lyon et Renault admettent que le porteur du warrant ne peut exercer son

(1) M. Planiol, à son cours.

privège que sur l'indemnité d'assurances afférentes aux marchandises, non sur les indemnités dues à un autre titre, pour cause de perte ou de détérioration ; l'article 2 de la loi de 1889, disent-ils, a appliqué ce cas de subrogation légale aux cas dans lesquels une indemnité sera due au propriétaire ; le créancier privilégié ou hypothécaire pourra exercer son droit de préférence sur son montant. Et l'article 3 § 1 a étendu la subrogation légale à deux espèces d'indemnités, celles dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du Code civil. Ainsi donc, tous les autres cas d'indemnités que devra payer la personne responsable de la perte et les indemnités versées par l'Etat sont exclus et ne sont pas considérés comme représentant le prix des choses détruites (1). On en revient au principe posé antérieurement par la jurisprudence, là où il n'y a pas une exception formulée par la loi.

D'autres auteurs (2), au contraire, décident que l'article 3 § 1 de la loi de 1889 a eu pour but de généraliser le principe, que l'indemnité représente le prix de la chose perdue ou détériorée. En effet, dit-on, les indemnités dues en cas de sinistre par application des articles 1733 et 1382 du Code civil sont attribuées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ; la loi donne là simplement un exemple, elle n'a pas voulu établir de distinction entre les cas divers où des indemnités seraient dues. Par suite,

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, tome III, page 276.

(2) Darras et Tarbouriech. — *De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurances*, page 20.

le porteur du warrant commercial pourra exercer son droit de préférence sur les indemnités dues à raison de la perte ou de la détérioration de la chose, quelle qu'en soit la cause.

Cette dernière solution serait assurément préférable à la première. Nous pensons cependant, après MM. Lyon-Caen et Renault et M. Planiol, qu'il faut en cette matière s'en tenir au principe d'après lequel les droits de préférence s'exercent sur le prix des biens grevés de privilèges ou d'hypothèques, et non sur les sommes dues à l'occasion de ces biens. C'est aussi le système de la Jurisprudence (1).

Il nous semble juridique d'admettre cette solution pour le porteur du warrant agricole. La loi de 1889 constitue le droit commun ; l'article 4 § 2 n'est qu'un rappel incomplet de ce droit commun, et est par suite une disposition inutile. Le porteur du warrant agricole pourra donc, à notre avis, exercer son droit de préférence sur l'indemnité d'assurances due à l'agriculteur en vertu de l'article 2 de la loi de 1889 et de l'article 4 § 2 de la loi de 1898. Il pourra aussi l'exercer, lorsqu'en vertu des articles 1733 et 1382 du Code civil, il sera dû une indemnité au propriétaire des marchandises : c'est l'application de l'article 3 § 1 de la loi de 1889.

3. — Garantie du privilège du propriétaire.

La garantie du privilège du propriétaire ne se comprend évidemment que si ce sont des agriculteurs, non proprié-

1. Cassation 31 décembre 1862 D. 63-1-423. — Paris, 8 décembre 1879. D. 81-2-23. — Cassation 2 août 1880, S. 81-1-246.

taires, fermiers ou métayers, qui veulent emprunter en warrantant leurs récoltes.

Il résulte des termes de l'article 1^{er} de cette même loi du 19 février 1889 dont nous avons examiné les articles 2 et 3 que le privilège accordé au bailleur d'un fonds rural a été sensiblement restreint dans sa durée ; on avait été frappé de ce fait qu'en cas de concours avec d'autres créanciers, le propriétaire absorbait tout l'actif pour ses créances de loyers ou fermages. Sans modifier l'assiette de son privilège, cette loi de 1889 a décidé que le privilège du propriétaire ne pourrait à l'avenir s'exercer que pour les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à partir de l'expiration de l'année courante ; ce qui représente un total de quatre années.

Ainsi restreint, le privilège du propriétaire est-il resté intact dans la loi nouvelle ? On peut résumer en quelques mots les dispositions prises par le législateur : le propriétaire ne pourra exercer son privilège sur *certain*s produits que s'il lui est dû des loyers *échus*. Donc restriction nouvelle de son privilège. D'autre part, s'il n'est créancier que de loyers à venir, s'il ne lui est dû que les sommes d'argent provenant d'avances faites à l'agriculteur pour l'exploitation ou de dommages-intérêts éventuels, certains produits énumérés limitativement par l'article premier échappent à la garantie de son droit de préférence.

L'article 2, dans son dernier paragraphe, est ainsi conçu : le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné, pourront, *dans le cas où des termes échus*

leur seraient dus, dans un délai de douze jours à partir de la lettre recommandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une lettre adressée au greffier du juge de paix et également recommandée.

Le propriétaire peut ainsi mettre obstacle à la délivrance du warrant en s'opposant au prêt.

Ce droit d'opposition n'est pas une innovation. La loi du 24 juin 1874 qui a prorogé le privilège des banques coloniales fondées par les lois du 30 avril 1849 et 11 juillet 1851, n'autorise les fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations, à emprunter sur cessions de récoltes pendantes que s'ils sont munis de l'adhésion du propriétaire foncier. Celui-ci peut *s'opposer* au prêt demandé par l'un des intéressés, pourvu que sa créance soit exigible pour une portion quelconque ou seulement en intérêts, au moment même de l'opposition ou à un terme ne dépassant pas trois mois.

Nous avons vu précédemment dans quelle forme et dans quel délai, le propriétaire doit former opposition au greffe de la justice de paix ; nous nous proposons d'examiner dans ce paragraphe si le privilège du propriétaire est suffisamment garanti.

Le texte dispose tout d'abord que ce droit d'opposition ne pourra s'exercer qu'autant que des *termes échus* seront dus au propriétaire. M. Guibourd de Luizinais demanda ce qu'il fallait entendre par ces mots « termes échus » : le propriétaire, pour pouvoir former opposition, devait-il prouver que plusieurs termes échus lui étaient dus ? Le ministre répondit que, dans la pensée du Gou-

vernement et celle des membres de la Commission, « il était entendu que des *termes échus* voulaient dire *un ou plusieurs termes échus*, et que, quand même un terme n'aurait pas été payé complètement par le fermier, il ne pourrait emprunter sans l'agrément formel du propriétaire » (1).

Pour éviter ces explications qui ne pouvaient manquer de se produire, il eut été assurément plus simple de rédiger le texte dans des termes moins équivoques et de rendre exactement la pensée du législateur.

D'après l'article 2, le droit d'opposition ne peut exister que si un ou plusieurs termes échus sont dus au propriétaire. Ce texte restreint encore l'étendue de son privilège, car la loi de 1889, en outre des deux années échues, permettait au propriétaire de l'exercer pour les fermages de l'année courante et d'une année à partir de celle-ci, et en même temps pour l'exécution des obligations qui naissent du contrat de bail. Il en résulte cette conséquence que, lorsque le fermier, après avoir récolté ses produits, devra seulement à son propriétaire le fermage de l'année courante non encore échue, il pourra les engager et que, lorsque le propriétaire voudra se faire payer de ce fermage, son débiteur aura constitué sur sa récolte au profit d'un tiers un droit inattaquable.

Aussi, M. Théodore Girard proposa au Sénat un amendement dans le but de sauvegarder sinon intégralement, du moins partiellement le privilège du propriétaire. Il

(1) *Journal Officiel*. Débats parlementaires du Sénat. — Séance du 8 juillet 1898, page 793.

demanda à cet effet la rédaction suivante de l'article 2 :
« Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, *ou encore ce qui garnirait le fonds loué, non compris les objets warrantés, serait d'une valeur insuffisante pour répondre des termes courants et de ce qui concerne l'exécution du bail,* pourront dans un délai de douze jours, à partir de la lettre recommandée, s'opposer..... » Ce paragraphe additionnel était de nature à garantir les intérêts du propriétaire.

Néanmoins le Sénat repoussa l'amendement et s'en tint à la rédaction de l'article 2, telle que l'avait proposée la Commission. On fit observer à cet effet que le bétail, les récoltes pendantes par branches et par racines, le mobilier qui garnit la ferme constituaient une garantie suffisante pour la sauvegarde des droits du propriétaire : il pourra pratiquer une saisie gagerie sur les objets garnissant la maison louée ou la ferme, une saisie revendication sur ceux que l'on tenterait de soustraire à l'exercice de son privilège, ou encore une saisie brandon sur les récoltes pendantes par branches et par racines. Ces garanties ont paru suffisantes, car il faut bien supposer que le propriétaire exerce sa surveillance sur la ferme et peut à tout moment se rendre compte de la situation de son tenancier. D'autre part, a-t-on dit, les produits agricoles que le fermier va avoir la faculté de warranter, ne peuvent-ils pas être vendus sans l'agrément du propriétaire ? Le fermier vend son blé, ses fourrages, le viticulteur ses vins sans l'autorisation du propriétaire. Enfin,

l'autorisation donnée au fermier d'engager ses récoltes, loin de porter atteinte aux droits du propriétaire, semble au contraire les mieux protéger, car il pourra toucher un acompte sur les sommes empruntées, et il aura plus de chance d'être payé, car le fermier réalisera un gain plus élevé en attendant un moment favorable pour la vente.

Le ministre de l'agriculture fit aussi remarquer que la mise en pratique de l'amendement de M. Girard amènerait des difficultés considérables dans l'application de la loi : l'agriculteur répugne à la publicité, il aime qu'on s'occupe peu de ses affaires privées : et alors, le jour où on le forcera, chaque fois qu'il voudra warranter ses produits, à faire une estimation de tout le mobilier qui garnit la ferme, on l'incitera à continuer ses anciennes pratiques et à vendre sa récolte à vil prix quand il pourrait, à l'aide du warrant, la vendre à meilleur compte, en attendant la hausse des cours.

D'ailleurs, la loi ne s'applique pas seulement aux fermiers et métayers, elle intéresse encore, et plus peut-être, les petits propriétaires exploitant eux-mêmes le sol ; or, d'après les évaluations données par le rapporteur au Sénat, il y a en France environ 2,600,000 exploitants de leur propre sol contre 468,000 fermiers.

Tels sont les motifs qui ont déterminé le Sénat à repousser l'amendement proposé et à accorder au propriétaire le droit d'opposition dans le cas unique où des termes échus lui seraient dus. Il est certain que s'il avait été voté, on se serait trouvé en présence de lenteurs incompatibles avec le but que s'est proposé le législateur : on

pouvait craindre que le propriétaire ne discutât la valeur du gage; par suite, il aurait été nécessaire de faire procéder à la nomination d'experts et trancher la difficulté par le juge de paix, conformément à l'article 14. Toute cette publicité eut été nuisible.

Mais il faut cependant remarquer que le privilège du propriétaire, en tant qu'il s'exerce pour les créances de fermage à échoir et pour celles résultant de l'inexécution des clauses du bail, perd une garantie, et non la moins importante; car le propriétaire se refusera souvent à saisir le mobilier de son fermier, tandis que, les récoltes étant destinées à être vendues chaque année, leur prix doit servir nécessairement à acquitter les fermages.

Si la question se présente aussi simplement et si elle ne présente pas de difficultés lorsque le preneur à bail est un fermier, il n'en est pas de même si ce preneur à bail est un métayer. On peut se demander en effet si le métayer peut warranter ses récoltes, le métayage présentant des caractères tout différents du fermage.

C'est une question controversée entre les auteurs de déterminer la nature du contrat de bail à colonat partiaire ou métayage. Les uns décident que c'est un contrat de louage (1); d'autres y voient un contrat de société (2); pour d'autres enfin le métayage est un contrat innommé.

(1) Laurent, tome XXV n° 477. — Colmet de Santerre, tome VII n° 213. — Duvergier, tome II n° 87 et suivants. — Paris 21 juin 1856 S. 56-2-559 : — Pau 5 avril 1884 S. 84-2-186.

(2) Duranton, tome XVII n° 176 et 177. — Troplong, tome II n° 637 à 642 Sayet, *du colonage partiaire*, page 152. Limoges 18 mai 1887, sous cassation 21 octobre 1889 S. 89-1-453. Agen 7 février 1850 S. 50-2-102.

participant à la fois du contrat de bail à ferme et du contrat de société (3); il faut dès lors lui appliquer suivant les cas des règles de l'un ou de l'autre.

Nous croyons avec M. Guillouard que le bail à colonat partiaire est une variété du contrat de louage, dans laquelle le propriétaire donne à un tiers, comme dans le bail à ferme, la jouissance de sa terre, pour qu'il la cultive et en récolte les fruits; avec cette différence que, tandis que le fermier paie une redevance en argent, le métayer s'acquitte en nature. Le propriétaire qui prend un métayer est un bailleur comme un autre.

Le métayer est tenu de remplir plusieurs obligations, et, pour en garantir l'exécution, la loi donne au propriétaire le privilège de l'article 2102 du Code civil : cette question, qui a fait l'objet de controverses nombreuses, a été tranchée par la loi du 18 juillet 1889 sur le Code rural (Bail à colonat partiaire).

Quel est le but de ce privilège? Il est destiné à assurer la rentrée des prestations promises par le métayer; il garantit le paiement des redevances pécuniaires accessoires, connues sous le nom de charges de culture ou des dommages-intérêts dont peut être tenu le colon pour détournement de récoltes; il garantit enfin les avances faites par le propriétaire en exécution du bail.

Le colon peut-il warranter la part des récoltes qui lui revient après le partage effectué entre lui et son propriétaire? La loi de 1898 dispose que le propriétaire ne peut

(3) Marcadé, tome VI n° 3 page 468. — Bourguignat, droit rural n° 508.
— Limoges 1^{er} février 1882 Gaz. dal. 82-1-437.

s'opposer au warrantage de la récolte que si des *termes échus* lui sont dus ; et elle n'envisage que le cas du fermier. S'il fallait s'en tenir à la lettre du texte, il faudrait refuser au métayer le droit de warranter, car il ne doit pas de *termes* à son propriétaire.

Il nous paraît équitable et conforme à l'esprit de la loi d'étendre la signification des mots *termes échus* et d'y comprendre la prestation due par le métayer, équivalente pour lui aux termes de loyer que doit acquitter le fermier. D'une part, en effet, la loi dans les articles 1^{er} et 13 accorde le bénéfice du warrantage à tout agriculteur : d'autre part, il n'y a aucune raison pour refuser au métayer ce que l'on accorde au fermier : comme le fermier, il a avantage à attendre un moment favorable pour la vente de ses récoltes. Et remarquons que le métayage est très répandu dans l'ouest, le centre et le midi de la France.

Quelle est cette prestation équivalente ? Elle est constituée par la part qu'obtient le propriétaire après que le partage a été effectué ; les droits du propriétaire et du métayer sont définitivement déterminés dès ce moment. Le propriétaire ne peut donc pas être créancier pour l'avenir. Ceci explique peut-être la raison pour laquelle le législateur a passé sous silence la question relative au métayage.

Quant aux sommes d'argent désignées sous le nom de charges de culture, il n'y a pas lieu de s'en préoccuper pour l'application de la loi nouvelle. Les uns estiment qu'elles représentent le prix du logement du métayer dans les bâtiments de la ferme, ainsi que sa part dans la contri-

bution foncière (1) : les autres y voient la compensation de la jouissance exclusive que peut avoir le métayer de certains produits ou bien la compensation de l'avantage trop grand qu'il pourrait retirer du métayage dans les terres de très bonne qualité (2). Ce sont là des arrangements entre propriétaire et métayer qui sont en dehors du contrat de bail à colonat partiaire à proprement parler.

4. — Garantie du droit des tiers.

La loi de 1898, en protégeant le privilège du propriétaire, a dû se préoccuper de sauvegarder aussi le droit des tiers : ceux-ci sont intéressés à connaître les charges qui grèvent le patrimoine de l'agriculteur pour mesurer le crédit qu'ils lui peuvent concéder. De là la disposition de l'article 5 qui décide que les greffiers sont tenus de délivrer à tout prêteur qui le requiert la copie des inscriptions d'emprunts faits par l'emprunteur ou un certificat établissant qu'il n'en existe aucune.

Ce texte, à notre avis, est incomplet : la loi permet la délivrance de la copie des inscriptions ou du certificat négatif à *tout prêteur* qui le requiert, il eut été préférable de dire *aux tiers qui y ont intérêt*, car il peut arriver qu'une personne autre que le prêteur ait besoin de savoir si la marchandise, la récolte est ou non warrantée. Si, en effet, le cultivateur veut vendre sa récolte, l'acheteur devra s'assurer que le produit agricole est libre ; qu'elle soit ou non warrantée, il devra se présenter au greffe de la justice de paix pour se faire délivrer un certificat d'inscription ou un

(1) Duranton. — *Traité de droit civil*, tome XVII n° 177

(2) Méplain. — *Traité du bail à portion de fruits*, n° 209 et suivants.

certificat négatif; sinon, dans le cas où un warrant aurait été établi, il se rendrait coupable d'une négligence qui engagerait sa responsabilité vis-à-vis du prêteur.

L'observation de cette obligation d'aller dans les greffes et de se faire remettre un certificat d'inscription ou un certificat négatif constituera de bonne foi le prêteur nouveau ou l'acheteur. Si le greffier délivre un certificat négatif, le premier n'aura pas à craindre d'être primé par d'autres créanciers dont le rang est meilleur, le deuxième pourra se rendre acquéreur de la récolte, sans encourir de poursuite civile. C'est là un point commun avec ce qui se passe en matière hypothécaire : l'acquéreur doit, en effet, avant de payer son prix, s'il est prudent, s'assurer que l'immeuble qu'on lui vend est libre de toute hypothèque : l'article 2196 du Code civil oblige le conservateur des hypothèques à délivrer à *tous ceux qui le requièrent* un certificat constatant qu'il existe des hypothèques sur l'immeuble ou qu'il n'en existe aucune.

Mais le greffier qui aurait délivré à tort un certificat négatif ou un certificat d'inscription inexact serait responsable au même titre que le conservateur des hypothèques et pourrait être poursuivi en réparation du dommage causé.

Le texte de l'article 5 ajoute que ces certificats ne pourront être délivrés que sur l'autorisation de l'emprunteur. Pourquoi cette disposition ? Elle est difficile à comprendre et paraît peu utile. Le projet du Gouvernement était plus libéral et plus en harmonie avec la garantie du droit des tiers : il n'exigeait pas cette autorisation. Le texte de la Commission semble avoir été déterminé par cette idée que

l'agriculteur répugnant à ce que l'on connût ses affaires n'aurait peut-être pas voulu user de la loi, si on ne lui laissait pas toute liberté. Néanmoins, l'avantage de cette rédaction nous paraît problématique, car il est bien évident que si l'agriculteur refuse de donner son autorisation à la délivrance du certificat demandé, la raison en est que sa récolte a déjà fait l'objet d'un engagement antérieur : et dès lors ni le prêteur nouveau, ni l'acheteur ne voudront contracter avec lui.

La question se pose ici de savoir si le cultivateur qui s'est fait délivrer un warrant, peut vendre les produits sur lesquels il a ainsi constitué un droit de gage, sans avoir payé le montant de ce warrant.

Rappelons en quelques mots les dispositions édictées par la loi du 28 mai 1858 pour les warrants commerciaux. Un commerçant ou un industriel, qui a mis en circulation le warrant détaché du récépissé, peut, malgré le droit de gage constitué sur sa marchandise, vendre celle-ci en endossant le récépissé ; il est certain que le déposant ne trouvera à la vendre que déduction faite du montant du warrant. Ce montant lui est connu par la transcription de l'endossement que doit faire opérer immédiatement le premier cessionnaire sur les registres du magasin général, comme l'exige l'article 5 § 3. En outre, mention de la transcription doit être portée sur le warrant.

Ainsi donc, le déposant peut, même lorsqu'il a constitué un droit de gage sur sa marchandise, disposer de celle-ci en endossant le récépissé ; il peut donner ses marchandises en gage et les vendre, quoique grevées du privilège du créancier gagiste.

Qu'en est-il de l'agriculteur dont les produits sont warrantés ? Sa situation est différente de celle du commerçant ou de l'industriel, car, tandis que celui-ci s'est dessaisi de sa marchandise, l'agriculteur reste en possession des produits donnés en nantissement. A-t-il la faculté de les vendre ? La question a été discutée ou plutôt simplement énoncée dans les séances du Sénat (1). Après le vote séparé de chacun des articles de la loi et avant le vote sur l'ensemble, M. Ed. Millau demanda quelle serait la situation de l'acheteur ou du vendeur d'une marchandise warrantée : « Je voudrais savoir, dit-il, au moment où notre intention est de légiférer dans l'intérêt de l'agriculteur, si nous ne risquons pas de nuire à la fois aux propriétaires, aux fermiers, à l'agriculture enfin, en rendant difficile la vente d'un produit qui aura été warranté, grain, vin, légumé sec ou autre. Je désire connaître en l'absence de tout texte dans le projet quelle sera la situation de l'acheteur ou du vendeur d'une marchandise warrantée. Je voudrais être convaincu que la loi ne rendra pas plus difficile, et quelquefois tout à fait impossible la vente des denrées énumérées dans l'article 1^{er}. Faciliter l'emprunt et nuire à la vente du produit, ce n'est peut-être pas le bénéfice procuré à l'agriculture française ».

M. Viger, ministre de l'agriculture, répondit à cette objection en faisant remarquer que, lorsqu'un agriculteur aura emprunté sur sa récolte et que le gage sera constitué

(1) *Journal Officiel*. — Débats parlementaires du Sénat. Séance du 8 juillet 1898, pages 793 et 794.

entre ses mains, il se trouvera exactement dans la situation d'un commerçant qui a déposé des objets dans un magasin général, et qui a créé un warrant à l'aide de ces objets ; tant qu'il ne sera pas dégagé de son warrant, il ne pourra pas vendre les objets qui constituent le gage.

Le ministre de l'agriculture s'est certainement trop avancé en faisant cette déduction, car nous venons de voir que le déposant, malgré l'endossement du warrant, peut fort bien endosser le récépissé, c'est-à-dire vendre la marchandise, frappée du droit du créancier gagiste. Toute assimilation à ce point de vue, entre l'agriculteur et le commerçant est impossible ; le législateur a supprimé le récépissé que les auteurs de la proposition de loi primitive voulaient délivrer avec le warrant.

Mais il paraît résulter des paroles suivantes, prononcées à la tribune par M. Viger, que l'agriculteur ne peut vendre ses produits, tant qu'ils sont warrantés ; pour procéder à la vente, il doit rendre libre sa marchandise. « Si l'agriculteur, a-t-il dit, veut vendre les produits qu'il a warrantés avant l'échéance du warrant, d'après l'article 7, il peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. Dans ce cas, sa marchandise sera libre. »

Le produit warranté, nous le répétons, se trouve frappé d'indisponibilité. Ce caractère semble nettement indiqué par les dispositions de l'article 7 § 1, contenant que l'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant ; et afin qu'il connaisse son créancier, l'article 9 ordonne à tout escompteur de se faire connaître au greffier du juge de paix. C'est dire que

l'agriculteur doit rendre libres ses produits, s'il veut en disposer; on ne peut s'expliquer autrement l'obligation dont est tenu l'escompteur ou le réescompteur. L'agriculteur ne peut vendre sa récolte, tant qu'elle est grevée du privilège du créancier gagiste, mais liberté complète lui est laissée pour l'en affranchir. D'ailleurs cette interprétation nous paraît fortifiée par l'esprit même de la loi dont le but a été de donner pleine garantie au prêteur: on doit, par suite, admettre comme conséquence de cette solution que, si l'agriculteur ne satisfait pas à cette obligation de libérer le produit avant la vente, il commettra un abus de confiance, il commettra un véritable détournement au préjudice du prêteur.

Telle est la solution que nous croyons la plus juridique. Un auteur déclare qu'au point de vue économique elle n'est pas très satisfaisante, car si le cultivateur est obligé de libérer ses produits engagés pour en disposer à un moment favorable, on peut se demander avec quel argent il paiera son créancier (1); il ajoute qu'il ne peut plus emprunter sur ces produits puisqu'ils sont déjà engagés. Mais on peut objecter à cela, d'abord, que les produits énumérés dans l'article premier ne sont pas les seuls que fournit l'exploitation de la ferme, il y a le lait, les œufs, les volailles, les bestiaux qui donnent au cultivateur des profits importants; ensuite que le cultivateur prudent et soucieux de ses intérêts ne warrantera pas sa récolte entière ou toutes ses récoltes, pour conserver une partie disponible dont il pourra se défaire en temps utile.

(1) Perrin. — Loi des warrants agricoles, texte et commentaire.

CHAPITRE III.

DU PAIEMENT ET DE LA PERTE DU WARRANT AGRICOLE.

Lorsque le porteur du warrant est payé à l'échéance, il n'y a aucune difficulté : son droit de gage s'éteint, et la marchandise libérée peut être mise en vente. Pour établir la preuve de ce paiement, l'article 6 dispose que l'emprunteur devra le faire constater au greffe de la justice de paix : le greffier opérera la radiation de l'inscription sur le registre à souche prévu à l'article 3 et il remettra à l'emprunteur, ajoute le texte, un récépissé de la radiation de l'inscription. Cette expression employée par la loi est impropre, il aurait fallu dire certificat de radiation : le greffier ne reçoit pas en effet la radiation de l'inscription, il l'opère.

1. — Paiement avant échéance.

L'agriculteur qui ne peut vendre le produit engagé, peut cependant trouver une occasion pour se défaire de ce produit à des conditions avantageuses : s'il est dans l'obligation d'attendre l'échéance du warrant, il va perdre un

bénéfice certain. Aussi le législateur qui a eu pour dessein de lui mettre en mains un instrument de crédit sans toutefois qu'il puisse lui porter préjudice, a-t-il décidé dans l'article 7 que l'emprunteur aurait la faculté même avant l'échéance de rembourser la créance garantie par le warrant. Cet article n'est d'ailleurs qu'une application de l'article 1187 du Code civil, d'après lequel le terme étant présumé stipulé en faveur du débiteur, celui-ci peut renoncer au bénéfice du terme et forcer le créancier à recevoir son paiement avant échéance.

La loi ne faisant aucune distinction, il faut ajouter, alors même que le terme aurait été stipulé en faveur du créancier, et s'il n'y a pas de clause contraire, que l'emprunteur pourra effectuer son paiement avant l'échéance, s'il estime que cette anticipation de paiement lui est avantageuse. A ce point de vue, il y a dérogation aux principes du droit commun ; mais le législateur a déjà consacré des solutions analogues. Tout d'abord le Code civil, dans son article 2184, autorise, en cas de purge des hypothèques, l'acquéreur ou le donataire, à faire des offres à tous les créanciers hypothécaires, sans distinguer entre les dettes exigibles et les dettes non exigibles. Il faut remarquer toutefois une différence entre cette situation et celle prévue par la loi de 1898 : le Code civil donne l'avantage d'effectuer un paiement anticipé à des tiers détenteurs, tandis que la loi nouvelle l'accorde au débiteur lui-même. Ensuite l'article 6 § 1 de la loi sur les magasins généraux permet au porteur du récépissé, séparé du warrant, de payer la créance garantie par le warrant même avant

l'échéance. Le porteur du récépissé a le même intérêt que l'agriculteur qui a warranté sa récolte, pour accomplir le paiement anticipé de la dette contractée.

Pour déterminer les conditions auxquelles s'effectuera ce paiement, l'emprunteur devra s'entendre avec le porteur du warrant; il lui sera ordinairement facile de trouver ce dernier, l'article 9, comme nous l'avons vu, obligeant l'escompteur à se faire connaître.

Mais si les parties ne peuvent s'entendre ou bien si le porteur du warrant n'est pas connu à raison de l'inaccomplissement des dispositions de l'article 9, le débiteur, aux termes de l'article 7 § 2, peut, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil; et, en cas de remboursement anticipé, il bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

Dans le texte de la proposition de loi de M. E. Delaunay, on avait proposé d'adopter que la somme due, y compris les intérêts jusqu'à l'échéance, serait consignée à la succursale de la Banque de France la plus rapprochée, qui demeurerait responsable. Admettant le récépissé et le warrant, cette proposition était rédigée, sur ce point, dans les mêmes termes que la loi de 1858 avec cette différence que le gage n'étant plus déplacé et restant en la possession de l'emprunteur, il fallait désigner un établissement chargé de recevoir la somme consignée.

Ce texte, quoique bien conçu, ne fut pas maintenu dans le projet du gouvernement puisque celui-ci suppri-

mait le récépissé. Son exposé des motifs relève cependant que l'article 7 emprunte pour le remboursement anticipé du warrant agricole les dispositions qui s'appliquent au remboursement du warrant commercial. Il y avait là une erreur, rectifiée d'ailleurs par M. Chastenet dans son rapport; l'assimilation est impossible, disait-il, car en matière de warrant commercial, au cas de refus du prêteur de recevoir le remboursement, la somme est consignée aux mains du tiers détenteur, c'est-à-dire de l'administration des magasins généraux, tandis qu'en matière de warrants agricoles, le détenteur n'est autre que le débiteur lui-même.

C'est alors que la Commission a émis l'avis de s'en référer à la procédure des offres, aux formalités édictées par l'article 1259; mais elle laissa subsister cette disposition du projet du gouvernement que l'emprunteur bénéficiait des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours. Ces deux dispositions qui sont devenues l'article 7 ne nous paraissent pas conformes à l'esprit de simplicité que s'était proposé le législateur.

D'une part, en effet, pour faire accepter au créancier ce paiement anticipé, l'huissier lui signifiera les offres réelles, faites par le débiteur: si elles sont acceptées, il versera les fonds et se fera remettre le warrant: la marchandise est libérée. Si au contraire le créancier refuse de recevoir paiement, sommation lui sera adressée d'accepter les offres réelles et dépôt de la somme empruntée avec les intérêts courus, plus les intérêts d'une période de dix jours

à compter du dépôt, sera fait à la Caisse des Dépôts et Consignations, conformément à l'article 1259. Cette disposition nous paraît regrettable ; il aurait été de l'intérêt de l'emprunteur de s'inspirer de la loi de 1858, comme l'avaient fait les auteurs de la proposition de loi primitive. Aux termes de cette loi, le porteur du récépissé qui désire libérer sa marchandise par un paiement anticipé, consigne simplement la somme à l'administration du magasin général, sans faire d'offres réelles préalables : « on a voulu éviter, disent MM. Lyon-Caen et Renault, les frais des offres réelles et on a pensé que le commerce ne s'accommoderait pas facilement des formalités longues et coûteuses dont est entouré le retrait des sommes déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations. » Les inconvénients que l'on a cherché à éviter pour le warrant commercial se retrouvent entièrement pour le warrant agricole.

D'autre part, pour les intérêts, l'emprunteur bénéficie de ceux qui restent à courir du jour du dépôt, sauf toutefois une déduction de l'intérêt pendant dix jours à partir de ce dépôt : ristourne lui est ainsi faite, déclarait le rapporteur à la Chambre, des intérêts à courir, moins les dix jours que les banques retiennent suivant un usage constant. Cette disposition de la loi n'est pas bonne pour les mêmes raisons qui l'ont fait repousser lors de la discussion de la loi du 28 mai 1858. Le projet de cette loi admettait, en effet, que, quand le porteur du warrant ne s'était pas entendu avec le porteur du récépissé, celui-ci n'avait droit aux intérêts que jusqu'au onzième jour qui suivait le paiement anticipé. On repoussa ce système et l'on admit que,

devaient être consignés au magasin général tous les intérêts jusqu'à l'échéance. On a fait remarquer à juste titre que les prêteurs ne se dessaisissaient souvent de leurs capitaux qu'à raison de la durée du prêt; si dès lors on les menace d'un paiement anticipé sans paiement de tous les intérêts à échoir, ils ne voudraient que rarement prêter sur les marchandises déposées et se montreraient exigeants pour les conditions du paiement et pour le taux de l'intérêt (1). Ces objections ne furent même pas soulevées lors de la discussion de la loi des warrants agricoles, et les Chambres votèrent le système qu'on avait rejeté en 1858.

Lorsque la consignation aura été effectuée dans les termes que nous venons d'indiquer, l'emprunteur présentera requête au juge de paix de son domicile où sont contenus les produits engagés; et, sur le vu de la quittance de consignation régulière qu'il présentera, il obtiendra de ce magistrat une ordonnance aux termes de laquelle *le gage sera transporté sur la somme consignée*. Il pourra se faire remettre un certificat de radiation; comme dans le cas où le paiement a été effectué à l'échéance, la marchandise donnée en gage est libérée et peut être mise en vente au gré de l'agriculteur.

2. — Paiement après échéance.

Le créancier gagiste, saisi aux termes de l'article 2076, peut, lorsqu'il n'a pas été désintéressé à l'échéance, faire ordonner par justice que l'objet engagé sera vendu aux

(1) Lyon-Caen et Renault, ouvrage cité.

enchères ou lui sera attribué en paiement jusqu'à due concurrence (art. 2078 Code civ.). Le créancier doit dans les deux cas obtenir une décision de justice.

Le législateur de 1898 s'est préoccupé de simplifier le plus possible ces formalités ; aux termes de l'article 10, le créancier qui n'est pas désintéressé à l'échéance doit adresser au débiteur un avis par lettre recommandée pour laquelle sera demandé un accusé de réception. Cet avis contiendra l'intention du créancier de poursuivre la vente du produit engagé, s'il n'est pas payé dans les huit jours. Quoique l'article mentionne simplement qu'il pourra être procédé à la vente huit jours *après l'avertissement*, ce délai courra, à notre avis, du jour où le débiteur aura reçu l'avertissement, c'est-à-dire du jour de la date donnée par l'accusé de réception. Ces huit jours n'étant pas francs, on ne peut guère admettre une autre solution sans réduire à presque rien le délai accordé par la loi.

Si, à l'expiration de ce délai, le créancier n'a pas reçu satisfaction, il pourra, sans autres formalités de justice, faire procéder par un officier ministériel à la vente aux enchères de la marchandise. Toutefois la vente ne sera faite qu'en observant les formalités prescrites par les articles 617 et suivants du Code de procédure civile. En conformité de ces articles, la vente sera annoncée, un jour au moins avant celui où elle doit avoir lieu, par voie de journaux dans les villes où il en existe et par l'affichage de placards indiquant le jour et l'heure de la vente, ainsi que la nature des objets à vendre. Ces placards seront

apposés au lieu où se trouvent les produits, c'est-à-dire au domicile de l'agriculteur, à la porte de la mairie, au marché du lieu, et s'il n'y en a pas, au marché voisin, enfin à la porte de la justice de paix du canton. Ajoutons que si la vente se fait dans un endroit autre que le marché ou l'endroit où sont situés les produits, un cinquième placard sera apposé au lieu où se fera la vente.

Cette procédure, à laquelle s'est conformée la loi nouvelle, diffère de la procédure employée en matière de warrants commerciaux sous deux points de vue. D'une part, le porteur du warrant, séparé du récépissé, doit faire constater le refus de paiement par protêt, c'est-à-dire par un acte dressé par huissier ou par notaire ; la loi nouvelle a remplacé le protêt par un avis donné au débiteur sous forme de lettre recommandée. C'est un procédé économique, aussi efficace que le protêt. D'autre part, la vente des marchandises déposées dans les Magasins Généraux est faite par courtiers (loi du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises en gros) ; la vente des produits warrantés s'effectue, au contraire, par officier ministériel, c'est-à-dire par commissaire priseur, et aussi par huissier ou notaire. Cette différence tient à ces raisons qu'il serait onéreux de recourir à l'intervention des courtiers et que les marchandises déposées dans les Magasins Généraux sont vendues d'ordinaire en quantités assez considérables, le minimum de la valeur des lots étant de 100 francs.

Ainsi la procédure que le législateur a organisée se justifie pleinement : et il faut lui rendre justice que dans

ce cas sa réforme, tout en donnant complète garantie au débiteur, lui est en même temps avantageuse.

Nous avons vu au début de ce paragraphe que le créancier gagiste ordinaire pouvait faire ordonner en justice que le gage lui demeurât en paiement jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par expert. Le créancier, porteur du warrant agricole, peut-il se faire attribuer par décision de justice la propriété des produits engagés jusqu'à concurrence du montant de sa créance? La réponse affirmative, à notre avis, ne paraît faire aucune difficulté en l'espèce. On doit appliquer les principes du droit commun en matière de gage, dès l'instant qu'il n'y a pas incompatibilité avec le principe nouveau du non-dessaisissement : la loi de 1898 n'a eu en vue que de déroger aux dispositions de l'article 2076 du Code civil et non aux autres comme l'article 2078. On pourrait toutefois soutenir la négative en disant que la loi de 1898 se suffit à elle-même.

Jusqu'ici, nous avons supposé que le créancier était complètement désintéressé du montant de sa créance. C'est l'hypothèse qui se présentera ordinairement, car celui qui prête sur gage ne donne qu'une somme inférieure à la valeur réelle de l'objet impignoré. Cependant il peut arriver que la vente ne produise pas une somme suffisante pour payer le porteur du warrant : les produits peuvent avoir subi une détérioration ou bien les cours sur lesquels on espérait une hausse restent stationnaires ou subissent une baisse inattendue. Pour obtenir paiement intégral, la loi permet au porteur du warrant d'exercer.

aux termes de l'article 12, un recours contre l'emprunteur et les divers endosseurs du warrant.

Le législateur, dans les dispositions qu'il a prises, a voulu que le warrant agricole circulât aussi facilement qu'un effet de commerce; aussi s'est-il inspiré pour le recours du porteur des principes qui régissent le recours du porteur d'un effet de commerce, billet à ordre, lettre de change ou warrant commercial.

Quelle est la nature de ce recours? Le porteur du warrant n'a de recours qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés; ce recours est donc subsidiaire. C'est une sorte de bénéfice de discussion créé au profit des endosseurs du warrant (1). C'est une disposition analogue à celle de l'article 9 de la loi sur les Magasins Généraux et à celle de l'article 2209 du Code civil décidant que le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués que dans le cas d'insuffisance des biens soumis à son hypothèque. Rien de semblable dans les articles du Code civil relatifs au gage.

En ce qui concerne les conditions auxquelles le porteur du warrant peut exercer ce recours, l'article 12 soumet à quatre conditions le recours du porteur contre les endosseurs :

1^o Le débiteur doit avoir reçu, conformément à l'article 10, l'avertissement que la vente des produits engagés aura lieu, s'il ne paie pas dans les huit jours.

2^o Il doit être procédé à la vente dans le mois qui suit

(1) Lyon-Caen et Renault, ouvrage cité.

la date de cet avertissement. On a craint que le porteur du warrant, assuré de la garantie des précédents porteurs, une fois l'avertissement envoyé à l'emprunteur, ne reculât indéfiniment la vente pour prolonger son recours. Il eût été préjudiciable pour les divers cessionnaires du warrant et pour la circulation de cet effet d'être sous le coup d'une poursuite continuelle par la seule volonté du porteur du titre.

3° La vente une fois réalisée, le recours ne peut s'exercer qu'autant que les biens vendus sont insuffisants pour désintéresser le porteur. Il ne pourra être exercé que pour parfaire la différence entre le prix des produits agricoles ou industriels vendus et le montant de la créance du porteur.

4° Enfin l'article 12 dans son dernier alinéa décide qu'en cas d'insuffisance le délai d'un mois est imparti au porteur, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs. Le motif de cette disposition est identique à celui qui a déterminé le législateur à obliger le porteur à faire vendre dans le délai d'un mois à partir de l'avertissement fait au débiteur.

Ainsi donc, en résumé, vis-à-vis des endosseurs, le porteur sera frappé de déchéance si l'avertissement n'a pas été envoyé au débiteur, si la vente n'a pas été effectuée dans le mois qui suit sa date, ou si, en cas d'insuffisance des produits engagés, le porteur n'a pas exercé son recours un mois après la réalisation de la vente.

Mais si la loi s'est montrée exigeante vis-à-vis des

endosseurs, elle n'a pu demander au porteur d'observer les mêmes conditions contre l'emprunteur. Contre lui, il suffira pour la recevabilité du recours que, d'une part, le porteur ait exercé ses droits sur la marchandise warrantée, et d'autre part il ait, conformément à l'article 10, donné avis à l'emprunteur que si, dans les huit jours, il n'a pas payé, il procédera à la vente. Dans toutes les autres hypothèses où le recours contre les endosseurs ne serait pas possible, le porteur pourra se retourner contre l'emprunteur ; car celui-ci, si le recours était frappé de déchéance dans un espace de temps plus ou moins court, s'enrichirait injustement : il a reçu une somme d'argent qu'il n'a pas remboursée. Les endosseurs du warrant, au contraire, en ont payé le montant à leur cédant ; c'est pour cette raison que, pour ne pas perpétuer indéfiniment le recours de l'emprunteur contre eux, la loi a obligé celui-ci à se montrer diligent et à exercer ses poursuites, une fois l'échéance arrivée, dans les délais les plus courts possibles.

Ces délais nous paraissent très suffisants, car s'il faut protéger les endosseurs il ne faut pas non plus se montrer trop exigeant pour le porteur ; on risquerait d'entraver la libre circulation du warrant agricole.

3. — Perte du warrant agricole

Le warrant agricole, destiné à circuler, peut se perdre ou être détruit, à la suite d'un incendie par exemple, ou bien encore il peut être volé. Comment le tiers porteur

obtiendra-t-il paiement ? Pourra-t-il se faire délivrer un duplicata de son titre ? La loi de 1898 est muette sur ce point ; c'est un oubli d'autant plus regrettable que la proposition de loi de M. Delaunay prévoyait ce cas, que le Code de commerce pour les lettres de change, billets à ordre, chèques, la loi du 28 mai 1858 pour les warrants commerciaux, ont pris des mesures destinées à sauvegarder les droits des intéressés.

Quel est le principe qui va déterminer notre solution ? Le warrant agricole, nous l'avons vu, n'est pas un effet de commerce ; néanmoins, pour résoudre les questions relatives au point qui nous occupe, il nous apparaît comme dans l'esprit de la loi d'appliquer les principes du Code de commerce, car, au point de vue de la circulation des warrants agricoles, la loi de 1898 les a assimilés aux effets de commerce.

Le porteur du warrant qui s'aperçoit de la perte ou du vol de son titre doit, en conséquence, immédiatement avertir l'emprunteur, c'est-à-dire l'agriculteur qui a négocié le warrant, de ne pas payer entre les mains de celui qui se présentera avec le titre perdu ou volé. S'il se présente une personne à l'échéance, ou bien si le porteur actuel est connu, un débat s'engagera sur la propriété du titre ; la personne qui a perdu son titre pourra faire la preuve de son droit de propriété par tous les moyens possibles, quelle que soit la valeur du warrant, inférieure ou supérieure à 150 fr. L'article 1348 4° du Code civil dispose en effet qu'au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant

d'une force majeure, la preuve testimoniale est admise.

Mais le porteur actuel ne pourra être évincé qu'autant qu'il a été reconnu de mauvaise foi, qu'autant qu'il a eu connaissance de l'origine suspecte du warrant. Si l'on donnait une solution contraire, il n'y aurait aucune sécurité dans la circulation des warrants agricoles. C'est un principe de droit commercial que celui auquel un effet de commerce a été transmis par endossement n'est pas considéré comme un cessionnaire ordinaire, qui ne saurait avoir plus de droit que son cédant ; il peut se prétendre directement créancier des obligés, sans que ceux-ci soient autorisés à lui opposer des exceptions qui eussent été opposables à son endosseur (1). Cette règle doit s'appliquer, à notre avis, à la circulation des warrants agricoles, comme elle s'applique à la circulation des effets de commerce.

D'un autre côté, il se peut que la personne qui a volé le titre ne se présente pas à l'échéance ou que le titre se trouvant détruit il n'en existe plus de trace.

Quelle est la situation de celui qui a perdu une lettre de change acceptée ou un billet à ordre ? Le Code de commerce décide qu'il ne peut demander son paiement qu'après avoir obtenu une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce et fourni une caution ou, à défaut, un gage. Nous appliquerons ces principes au warrant agricole, en faisant remarquer que ce ne sera pas une ordonnance du Président du Tribunal de commerce qui

(1) Lyon-Caen et Renault, ouvrage cité.

interviendra, mais bien un jugement du Tribunal Civil, juridiction de droit commun seule compétente.

Le porteur qui a perdu son titre peut en avoir besoin avant l'échéance, pourra-t-il se faire délivrer un duplicata ? Le warrant agricole est délivré sur les réquisitions de l'emprunteur ; mais il ne porte au moment de cette délivrance que la signature du greffier de la justice de paix. Ce n'est qu'au moment de l'endossement qu'il porte la signature de l'emprunteur, au dos du titre. C'est à partir de ce moment qu'il a sa véritable valeur : il s'en suit que tout le débat existera entre l'emprunteur et le porteur qui réclame un duplicata.

L'emprunteur pourra refuser de délivrer ce duplicata ; aucune disposition légale ne le force à remettre un nouveau titre en cas de perte. Cette solution se justifie aisément, car il pourrait être exposé à payer deux fois : le montant du duplicata d'une part, et d'autre part le montant du titre original, si le porteur est de bonne foi.

Si l'emprunteur accepte de délivrer un nouveau warrant, le greffier devra faire droit à sa demande. Il n'a aucune responsabilité à encourir, n'étant pas chargé de contrôler les dires des parties. La seule obligation dont il puisse être tenu, semble-t-il, sera de mentionner sur le registre à souche et sur le nouveau warrant délivré que ce titre est le duplicata de celui remis à telle date déterminée.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE. — DU JUGE DE PAIX. — DES RÉFÉRÉS.

Depuis longtemps déjà, il est question au Parlement d'étendre la compétence des juges de paix : un des projets les plus importants sur ce sujet fut celui que déposa M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, à la date du 10 mars 1883 (1). Il avait tout d'abord pour but d'étendre la compétence civile des juges de paix non seulement quant à la nature, mais aussi quant au chiffre de la demande formée devant eux ; il contenait ensuite des dispositions relatives à leur compétence pénale ; enfin, comme cette extension de compétence exigeait du juge de paix des connaissances plus variées et plus considérables, il fixait un nouveau mode de recrutement de ces magistrats.

Malgré les avantages qu'il pouvait présenter, ce projet ainsi d'ailleurs que ceux qui furent proposés plus tard, n'eut pas de suite. Toutefois si la loi du 25 mai 1838 sur la compétence générale des juges de paix n'a pas été modifiée, des lois particulières, telles que la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage en matière de

(1) *Journal officiel* du 17 mars 1883. Documents parlementaires de la Chambre, page 384. — *Journal officiel* du 21 mars 1883, page 404.

grève, celle du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires des petits employés et ouvriers, la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail, ont augmenté considérablement les attributions des juges de paix. A ces lois, il faut ajouter celle des warrants agricoles dans une certaine mesure.

Elle n'a pas modifié la compétence ordinaire du juge de paix telle qu'elle est établie par l'article premier de la loi de 1838 : il reste compétent en dernier ressort jusqu'à cent francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de deux cents francs. Mais elle contient une innovation, une dérogation grave aux principes du code de procédure civile, en décidant dans l'article 14 que, si, pour l'exécution de la présente loi, il y a lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix.

Cette disposition a été entièrement introduite par la Commission de la Chambre des Députés. M. Chastenet la justifie ainsi : « Il est facile d'apercevoir que, dans des cas nombreux, les rapports du créancier gagiste et de l'emprunteur dépositaire peuvent nécessiter le recours à la procédure des référés qui pourvoit aux mesures d'urgence sans préjuger le fond des contestations.

« S'il fallait recourir dans tous ces cas au Président du Tribunal Civil, on ne rencontrerait pas la simplicité et la rapidité que le projet de loi s'efforce de maintenir à l'institution nouvelle. Il était plus naturel de porter le référé devant le juge de paix dont l'intervention (1) est déjà im-

(1) Ce que déclare M. Chastenet n'est point exact, car c'est le greffier seul de la justice de paix qui intervient dans la délivrance du warrant.

posée pour la délivrance du warrant. En donnant ainsi à ces magistrats les attributions du juge de référé pour pourvoir aux mesures d'urgence, il n'est, bien entendu, apporté aucune innovation, quant aux règles de la compétence sur le fond ».

Il résulte ainsi des termes du rapport de M. Chastenot que l'innovation a été introduite pour éviter les lenteurs de la procédure.

A la Chambre, cette dérogation à nos principes passa inaperçue ; elle ne fut l'objet d'aucune discussion. Au Sénat, il n'en fut pas de même. Un sénateur, critiquant l'article 14, fit observer qu'il était dangereux de transférer du président du Tribunal civil à un magistrat dont les connaissances juridiques sont, en général, moins étendues, l'exercice d'une juridiction aussi délicate que celle du référé. Un autre déclara que, pour admettre pareille dérogation, il fallait changer le personnel des justices de paix.

Rappelons, avant de faire la critique de cet article 14, les principes qui régissent la matière du référé.

Le référé est motivé par ce fait « qu'il est des circonstances dans lesquelles le délai d'un seul jour, et même le délai de quelques heures, peut être la source des plus grandes injustices et causer des pertes irréparables ». Aux termes de l'article 806 du Code de procédure civile, on peut se pourvoir en référé dans tous les cas d'urgence ou lorsqu'il s'agit de faire statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement. Cette formule élastique donnerait au juge des référés un pouvoir considérable, si la loi, dans l'ar-

ticle 809, ne le limitait pas en décidant que dans aucun cas les ordonnances de référé ne peuvent faire préjudice au principal et que la décision rendue est uniquement provisoire. En un mot, le juge des référés n'a été institué que pour prendre provisoirement des mesures urgentes.

C'est le président du Tribunal civil de première instance du lieu où est nécessitée la mesure d'urgence, qui est le juge du référé au premier degré ; au second degré, c'est la Cour d'appel.

Suivant qu'il y a plus ou moins d'urgence, les parties comparaissent avec ou sans assignation.

L'ordonnance rendue par le juge des référés ne peut être attaquée par la voie de l'opposition, s'il y a défaut de l'une des parties, mais elle est, d'après l'article 809, susceptible d'appel. Cet appel n'est recevable qu'autant qu'il a été formé dans la quinzaine de la signification de l'ordonnance ; malgré l'appel, la décision du juge est exécutoire par provision, sans caution, s'il en a ainsi décidé.

Ainsi donc, l'institution du référé a pour but d'éviter les lenteurs de la procédure ordinaire devant le Tribunal civil de première instance ; la condition essentielle à laquelle doit satisfaire la décision du juge, est que le fond du droit ne soit pas compromis par la mesure provisoire, ordonnée en référé.

C'est cette procédure exceptionnelle que le législateur de 1898, sans donner une véritable bonne raison, a introduit dans la loi pour trancher les différends qui nécessiteront une solution immédiate.

Présente-t-elle un avantage pratique quelconque ? Il ne semble pas : le droit commun suffisait amplement pour donner satisfaction aux intérêts des parties en cause, et rien ne peut justifier à notre avis cette dérogation aux principes. Assurément remettre au juge de paix le soin de statuer sur les litiges que fera naître la loi nouvelle, aurait été une bonne mesure ; mais à quoi bon dire qu'on devra aller en référé alors qu'on laisse subsister la compétence ordinaire du juge de paix. Aux critiques adressées par M. Guibourg de Luizinai, M. Calvet, rapporteur devant le Sénat, déclara qu'il ne s'agissait pour le juge des référés que de trancher des questions de fait très simples, que le but assigné au projet de loi était la réduction des frais et la simplification de la procédure dans l'application du warrantage à domicile. Le ministre de l'agriculture, de son côté, fit remarquer que le gouvernement, en présentant cet article 14, avait entendu faciliter le fonctionnement de la loi et éviter des déplacements coûteux et inutiles.

Ces raisons ne sont nullement péremptoires pour faire du juge de paix un juge des référés. Est-ce que la procédure suivie devant le juge de paix n'est pas aussi prompte que celle suivie devant le juge des référés ? En dehors de la comparution volontaire, le délai de citation est d'un jour franc ; bien plus, l'article 6 du Code de procédure civile permet, en cas d'urgence, au juge de paix de faire citer de jour à jour et même d'heure à heure. La contestation peut être vidée immédiatement et n'occasionner pas plus de frais que si elle était portée en référé. On conçoit

que les rédacteurs du Code de procédure aient introduit le référé devant le Tribunal civil de première instance, car les délais d'assignation y sont relativement longs. Mais on ne peut faire cette objection à la procédure qu'ils ont organisée devant le juge de paix.

Pourquoi n'avoir pas uniquement décidé que le juge de paix serait compétent pour statuer sur les différents que pouvait faire naître le warrantage agricole? Il y aurait eu un avantage considérable offert par la procédure ordinaire, c'est que les parties auraient pu obtenir une solution définitive, tandis qu'en matière de référé la décision du juge n'est jamais que provisoire.

En résumé, le système de l'article 14 a pour conséquence unique de confier au juge de paix, en matière de warrants agricoles, les droits que les articles 806 et suivants du Code de procédure civile donnent au président du Tribunal civil. Mais, dès qu'il s'agira de statuer sur le fond du procès, les règles de la compétence, édictées par l'article premier de la loi de 1838, reprendront tout leur empire. Cette solution est conforme aux termes du rapport de M. Chastenot qui décide qu'en attribuant aux juges de paix les attributions du juge des référés, il n'est apporté aucune innovation quant aux règles de la compétence sur le fond.

Le référé ne pourra donc avoir lieu que pour les mesures urgentes qui devront être prises, sans qu'il soit préjugé sur le fond du droit.

Examinons quelles peuvent être ces mesures urgentes, quels peuvent être les cas dans lesquels le juge de paix

aura à intervenir. C'est en étudiant cette question que nous verrons la presque inutilité de l'innovation du législateur.

Le rapporteur à la Chambre disait qu'il était facile d'apercevoir que dans des cas nombreux les rapports du créancier et du débiteur nécessiteraient le recours à la procédure du référé; il ne citait aucun exemple. Le rapporteur au Sénat faisait observer qu'il ne s'agirait que de trancher des questions de fait très simples, sans donner d'autres explications. M. Guibourg de Luizinais déclara qu'il ne voyait aucun cas permettant d'aller en référé sans que le fond du droit de l'une des parties fût compromis. Il donna cet exemple qui se présente naturellement à l'esprit: « Supposons qu'on aille en référé sur le point de savoir si le fermier est ou non dans les conditions légales pour warranter ses blés sans le consentement du propriétaire, celui-ci soutenant qu'il est créancier de fermages échus, tandis que le fermier le conteste. Ne voyez-vous pas que si le juge de paix se laissait induire à statuer sur pareille question par la voie du référé, et autorisait, par exemple, le warrant, en considérant que le propriétaire n'a pas justifié de sa créance; ne voyez-vous pas, dis-je, que si ultérieurement le propriétaire venait à faire reconnaître par les juges compétents et après débat au fond qu'il était réellement créancier, il serait exposé à ne plus retrouver les blés que son fermier avait été autorisé par voie de référé à warranter? » Le juge de paix ne peut pas statuer en référé dans cette hypothèse, car la décision provisoire qu'il rendrait ainsi compromettrait le fond du droit en lésant les intérêts

du propriétaire. Mais, sur le fond, nous avons vu que sa compétence n'est pas modifiée.

On aurait peut-être pu objecter que ce cas ne concerne qu'une partie peu considérable des agriculteurs que la loi a eu en vue de protéger et que, par conséquent, l'on peut passer outre. Mais on peut citer un autre exemple qui s'applique à tout agriculteur : l'article 7 permet à l'emprunteur de se libérer avant l'échéance et, si le créancier refuse ses offres, l'autorise à consigner la somme ; il ajoute que, sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée. Le juge de paix est-il compétent pour décider en référé que la consignation du débiteur est suffisante ? Nous pensons que, comme sa décision ne peut pas préjudicier au principal, il ne pourrait pas rendre en référé une ordonnance à ce sujet : le refus du créancier, en effet, peut être motivé par ce fait que la somme consignée n'est pas suffisante pour le désintéresser ; et le juge de paix ne peut pas, par une mesure provisoire, libérer la marchandise engagée sur laquelle le créancier a un privilège, car le débiteur, une fois l'ordonnance rendue, pourrait vendre sa récolte et enlever toute garantie au droit du créancier. Ce serait statuer sur le fond du débat ; mais, nous le répétons, le juge de paix peut rendre une ordonnance sur le fond dans les limites de sa compétence.

Il en est de même dans l'hypothèse suivante : aux termes de l'article 2, le propriétaire a un délai de douze jours pour s'opposer au prêt que veut contracter son fermier,

si des termes échus lui sont dus. Dans le cas où le propriétaire fonderait son opposition sur une dette autre qu'une dette de fermage échue, le juge de paix statuant en référé ne pourra pas rendre une ordonnance déclarant l'opposition non recevable, sans compromettre le fond du droit, car il peut se tromper et considérer comme novée une créance pour fermage, alors qu'en réalité la novation n'existe pas.

Au surplus, dans tous ces exemples, on ne trouve pas une urgence susceptible de justifier la juridiction du référé.

On pourrait cependant citer un cas où le juge de paix serait compétent, c'est celui où les parties feraient nommer, au moment de l'échéance, un sequestre chargé de vendre les produits engagés au cours du jour et de remettre les fonds au créancier. Il y aurait urgence, et l'ordonnance ne préjudicierait pas au principal.

La loi est muette sur la procédure à suivre devant le juge de paix, statuant en référé. Il nous paraît conforme à son esprit d'appliquer les règles relatives aux référés contenues dans le livre II, titre XVI du Code de procédure civile. D'ailleurs, remarquons-le, ces règles sont en grande partie identiques à celles de la procédure suivie devant le juge de paix pour les affaires de sa compétence ordinaire.

Les parties pourront dès lors se présenter librement devant lui pour faire vider leur différend ; mais, si le défendeur ne veut pas comparaître, le demandeur introduira le référé par assignation, qui sera donnée au plus court délai.

Le référé sera tenu publiquement à la justice de paix. Le juge devra être assisté de son greffier, conformément à l'article 1040 du Code de procédure civile.

L'ordonnance rendue ne présente aucune particularité spéciale : elle ne peut préjudicier au principal; elle est exécutoire par provision, sans caution, si le juge n'a pas ordonné qu'il en fût fournie une. Elle n'est pas susceptible d'opposition, mais elle peut être frappée d'appel. L'appel sera interjeté suivant les dispositions de l'article 809 : dans tous les cas où la loi autorise la voie d'appel contre l'ordonnance du Président du Tribunal civil statuant en référé, l'ordonnance du juge de paix, rendue en référé, sera susceptible d'appel dans les mêmes limites de compétence. Il faut ajouter et admettre que l'appel sera recevable dans tous les cas d'incompétence *ratione materiæ*, c'est-à-dire quand le défendeur soutiendra qu'il n'y avait pas matière à référé.

L'appel ne sera recevable qu'autant qu'il sera interjeté dans la quinzaine de la signification de l'ordonnance. C'est le Tribunal civil qui sera juge au deuxième degré, comme la Cour d'appel est compétente au deuxième degré pour statuer sur l'ordonnance de référé du Président du tribunal.

APPENDICE

DISPOSITIONS DIVERSES

1. — Emoluments alloués aux greffiers

L'article 15 confiait au gouvernement la mission de déterminer par décret les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées, l'achat et la tenue des registres, ainsi que pour la délivrance des certificats. Il était équitable, en effet, de dédommager les greffiers des dépenses qu'ils allaient être obligés de faire et de récompenser le surcroît de travail que leur imposait la loi nouvelle.

Ce décret annoncé fut rendu le 11 août 1898, sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Agriculture. L'article premier allouait les émoluments suivants :

1^o Pour toute mention sommaire sur les registres (a. 2, 9, 10), 25 centimes ;

2^o Pour toute communication par lettre recommandée (déboursés non compris), 50 centimes :

3^o Pour la délivrance de la copie des inscriptions, 1 franc ;

4° Pour la délivrance du certificat négatif, 50 centimes ;

5° Pour mention du remboursement avec délivrance d'un certificat de radiation, 1 franc ;

6° Pour l'établissement du warrant (déboursés compris) 0,50 0/0 de 1 à 10.000 francs, 0,25 0/0 au-dessus de 10,000 francs. Minimum : 50 centimes.

Quel allait être le montant des émoluments dus au greffier, en conformité de ce décret ?

Supposons d'abord que le warrant est établi par un propriétaire ou un usufruitier pour un emprunt de 500 francs, nous obtenons les chiffres suivants :

a) établissement du warrant	2 50
b) mention d'escompte sur le registre.	0 25
c) certificat de radiation.	1 »
Au total. . . . fr.	3 75

Admettons maintenant que le warrant est souscrit par un cultivateur non pas propriétaire ou usufruitier :

a) Avis recommandé au propriétaire	0 90
b) Mention au registre.	0 25
c) Etablissement du warrant.	2 50
d) Mention d'escompte	0 25
e) Radiation de l'inscription	1 »
Au total. . . . fr.	4 90

A ces sommes, il faudra ajouter les droits perçus par l'État, aux termes de l'article 16 : le warrant agricole est soumis au droit de 0,05 pour cent comme les effets de commerce. De plus le warrant peut être réescompté et

n'être pas payé régulièrement à l'échéance : dans le premier cas, chaque fois qu'il y aura réescompte, il faudra ajouter un émolument de 25 centimes ; dans le deuxième cas, le greffier doit adresser un avis de non paiement qui lui permet de réclamer une somme de 0,90 ; en outre cet avis devra être mentionné sur le registre, soit 0,25 à ajouter.

En résumé, aux 3 fr. 75 d'une part, aux 4 fr. 90 d'autre part, il convient d'ajouter une somme totale de 1 fr. 65, si le warrant n'est réescompté qu'une seule fois. Si donc le warrant est établi par un propriétaire ou un usufruitier, ce sera une somme de 5 fr. 40 à déboursier pour un emprunt de 500 francs ; si l'agriculteur n'est pas propriétaire ou usufruitier, il devra déboursier 6 fr. 55. Enfin à ces sommes il faut ajouter l'intérêt qu'exigera le prêteur.

Ces émoluments ont paru excessifs ; aussi, à la suite des protestations de M. Chastenet, fut rendu un nouveau décret le 29 octobre 1898 qui abaisse ces émoluments. Ce décret décide :

1° Pour toute mention sommaire sur le registre autre que le registre à souche (a. 2), 0,25 ;

2° Pour la mention à inscrire au verso de la souche du warrant, après l'escompte ou le réescompte du warrant (a. 9), 0,10 ;

3° Pour toute communication par lettre recommandée (déboursés non compris), 0,50 ;

4° Pour la délivrance de la copie des inscriptions, 1 franc ;

5° Pour la délivrance du certificat négatif, 0,50 ;

6° Pour mention du remboursement avec délivrance du certificat de radiation, 1 fr.

7° Pour l'établissement du warrant (déboursés compris), 10 centimes pour cent; minimum, 0,50 ;

8° Pour le renouvellement du warrant, 0,25.

Il résulte des modifications apportées par ce nouveau décret qu'un warrant établi par un cultivateur propriétaire ou usufruitier, pour la même somme que précédemment, l'obligera à déboursier :

a) Établissement du warrant.	0 50
b) Mention d'escompte	0 10
c) Certificat de radiation	1 »
Au total. . . . fr.	<u>1 60</u>

Si le cultivateur n'est ni propriétaire, ni usufruitier, le coût du warrant sera le suivant :

a) Avis recommandé au propriétaire . .	0 90
b) Mention au registre.	0 25
c) Établissement du warrant.	0 50
d) Mention d'escompte.	0 10
e) Radiation de l'inscription	1 »
Au total fr.	<u>2 75</u>

A ces sommes il faudra ajouter celles que nous avons mentionnées plus haut, en remarquant que chaque réescompte ne donne lieu qu'à une perception de 0,10 au lieu de 0,25.

Le montant des émoluments dus au greffier se trouve ainsi sensiblement réduit. Il aurait peut-être mieux valu

laisser le précédent décret en vigueur, car il faut reconnaître que les émoluments que touchent des greffiers de paix en général sont peu élevés : c'est toujours le tarif du 16 février 1807 qui leur est applicable. Malgré les demandes incessantes et justifiées des différents congrès des greffiers des justices de paix pour obtenir la revision de ce tarif suranné et peu en rapport avec les exigences de la vie actuelle, il n'a jamais été donné satisfaction à ces réclamations par les pouvoirs publics.

2. --- Timbre et Enregistrement des actes nécessaires pour l'exécution de la loi.

L'article 16, dit la circulaire du Garde des sceaux, accorde des immunités fiscales, destinées à favoriser le développement du nouveau mode de crédit organisé en faveur de l'agriculture.

Il décide tout d'abord que les lettres envoyées par l'emprunteur au propriétaire (a. 2), par l'escompteur ou le réescompteur au greffier (a. 9), enfin par le porteur du warrant à l'emprunteur qui ne paie pas à l'échéance, sont dispensées du timbre, ainsi que leurs accusés de réception. La souche du registre, institué par l'article 3, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le récépissé de radiation, mentionnés dans les articles 5 et 6 de la nouvelle loi sont l'objet des mêmes immunités fiscales.

Il porte, d'autre part, que seul le warrant est soumis au droit de timbre ; au moment où il est remis au prêteur, il est assimilé à un effet de commerce ; et comme

tel, dit la loi, il est soumis au droit commun, c'est-à-dire qu'il est passible d'un droit de 0 fr. 05 pour cent (Loi de finances du 22 décembre 1878).

Dans son dernier alinéa, l'article 16 contient une disposition relative à l'enregistrement, qui est ainsi conçue : « l'enregistrement (50 centimes pour 100) ne deviendra obligatoire qu'en cas de protêt ». On se demande vraiment ce que veut signifier ce texte, car nous avons vu qu'il n'y a pas de protêt en matière de warrants agricoles. Il résulte en effet des travaux préparatoires qu'on a entendu régler une matière civile ; de plus, l'article 10 mentionne que le débiteur qui n'a pas payé à l'échéance reçoit uniquement un avertissement de payer la somme due. Cet avertissement remplace le protêt. Que signifie dès lors le mot employé par l'article 16 ? Il est difficile d'y répondre ; peut-être a-t-il eu la pensée de dire *avertissement*. Il n'en faut pas moins regretter, si c'est là sa pensée, l'inexactitude du texte.

CONCLUSION

Nous ne reviendrons pas sur les critiques que nous avons adressées au législateur dans le commentaire que nous avons fait sur la loi des warrants agricoles. Il importe, en terminant, de se demander quel peut être l'avenir de cette loi.

Elle établit un principe nouveau, et dès lors, pour qu'elle puisse réussir, il est nécessaire qu'elle s'introduise et se répande dans les campagnes : l'objet, le fonctionnement, les avantages que les agriculteurs pourront en tirer doivent leur être expliqués d'une manière précise soit dans des conférences, soit dans des réunions quelconques. C'est affaire à toute personne qui s'intéresse à l'agriculture et plus spécialement aux syndicats agricoles.

Le rôle de ces syndicats ne doit pas être uniquement de servir d'intermédiaires entre les négociants et les cultivateurs pour permettre à ces derniers d'acheter à bon compte des bestiaux, des instruments aratoires, des semences et des engrais de bonne qualité. Leur action doit être élargie et s'étendre dans la campagne par l'éducation du cultivateur. Constatons ce fait qu'actuellement encore les engrais artificiels sont en général peu connus des agri-

culteurs qui accueillent avec quelque méfiance des innovations dont ils n'ont pas actuellement senti le résultat et aperçu le bénéfice dont ils pourraient tirer. Il est indispensable de le leur faire connaître, sinon ils continueront d'exploiter leurs terres avec les capitaux qu'ils possèdent sans modifier leur situation, sans pouvoir tenir tête à la crise agricole.

Il faut, avant tout, les instruire des profits que peuvent leur procurer les découvertes de la science et leur faire comprendre qu'en employant avec sagacité des engrais artificiels, par exemple, ils obtiendront un rendement plus considérable, en raison de la dépense faite.

C'est le développement de l'instruction professionnelle du cultivateur qui lui permettra de tirer profit de la loi des warrants agricoles.

Mais, pour y parvenir, il était nécessaire de lui faciliter l'escompte de ces titres nouveaux : une loi du 31 mars 1899 est venue, sur ce point, compléter celle de 1898. On sait qu'il existe dans diverses régions des caisses locales qui sont en rapport direct avec le cultivateur et qui lui consentent des prêts dans la mesure de leurs forces : les cultivateurs pourront leur faire escompter le warrant agricole. Toutefois celles-ci pourraient peut-être se trouver gênées, car les demandes d'emprunt afflueront toutes à une époque déterminée, presque aussitôt après la moisson. On se trouve là en présence d'un obstacle de nature à entraver l'application de la loi.

C'est dans le but d'éviter cet inconvénient qu'a été votée la loi du 31 mars 1899. Il importe d'en dire quelques

mots: antérieurement une loi du 17 novembre 1897 spécifia qu'à partir du 1^{er} janvier suivant et jusques et compris l'année 1920, la Banque de France, pour *rançon* de son privilège, devait verser au Trésor une avance de quarante millions et une redevance annuelle. Ces sommes devaient être affectées à l'agriculture. C'est l'origine de la loi de 1899 qui a créé les caisses régionales de crédit agricole mutuel. Ces caisses, constituées en conformité des dispositions de la loi du 5 novembre 1894, forment le trait d'union entre les caisses locales et l'État, détenteur des sommes d'argent qu'une Commission doit leur distribuer.

Ces caisses régionales recevront à l'escompte les warrants agricoles et alimenteront ainsi les caisses locales qui pourront faire face à toutes les demandes d'emprunts qui leur seront adressées.

La loi du 31 mars 1899 était un complément nécessaire de la loi de 1898. Il est à présumer dans ces conditions que celle-ci produira de bons résultats, si l'agriculteur sait l'utiliser conformément aux vœux du législateur.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

CRÉDIT AGRICOLE. — GAGE SANS DÉPLACEMENT.

CHAPITRE I. — Crédit agricole et aperçu historique.

1. — Crédit agricole	1
2. — Aperçu historique.	11

CHAPITRE II. — Gage sans déplacement.

1. — Notions générales sur le gage.	25
2. — Caractères du gage sans déplacement.	28
3. — Précédents législatifs.	34
4. — Objections portées au principe du gage sans déplacement. Garantie du droit du propriétaire et de celui des tiers. Sanction pénale.	42
5. — Privilège du créancier gagiste.	47
6. — Le gage sans déplacement dans les législations étrangères.	53

DEUXIÈME PARTIE.

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 18 JUILLET 1898 SUR LES WARRANTS AGRICOLES.

CHAPITRE I. — Le warrant agricole.

1. — Conditions de forme.	67
2. — Produits sur lesquels peut porter le warrant agricole.	75
3. — Circulation du warrant agricole.	79

CHAPITRE II.

1. — Caractère juridique du warrantage agricole. Obligations de l'emprunteur	83
2. — Droits du créancier gagiste. Privilège et droit de rétention. Assurances	92
3. — Garantie du privilège du propriétaire	98
4. — Garantie du droit des tiers	107

CHAPITRE III. — **Du paiement et de la perte du warrant agricole.**

1. — Paiement avant échéance.	114
2. — Paiement après échéance.. . . .	118
3. — Perte du warrant agricole.	124

CHAPITRE IV. — **Procédure. Du juge de paix. Des référés.** 130APPENDICE. — **Dispositions diverses.**

1. — Emoluments alloués aux greffiers	140
2. — Timbre et enregistrement des actes nécessaires pour l'exécution de la loi.	143

CONCLUSION 145

OUVRAGES CONSULTÉS

- Annuaire de Législation étrangère. Années 1875-1887-1895.
AUBRY et RAU. Cours de Droit civil.
BARRAL. Enquête sur le Crédit agricole (éd. 1884, bib. nat.)
BAUDRY-LACANTINIERE. Précis de Droit civil.
BENOIT-LÉVY. Le Crédit agricole (éd. 1893, bib. nat.)
BILLETTE. La Question du Crédit agricole (éd. Paris 1885, bib. nat.)
CAUWÈS. Précis d'Économie politique.
L. DOP. Le Crédit agricole (éd. 1897, bib. nat.)
L. DURAND. Le Crédit agricole en France et à l'Étranger (éd. 1891, bib. nat.)
Grande Encyclopédie. V. Crédit agricole.
GUILLOUARD. Traité du Nantissement et du Droit de rétention.
E. HOGREL. Des Warrants agricoles. Commentaire théorique et pratique de la loi du 18 juillet 1898 (éd. 1898, Paris, Chevalier-Maresq et C^{ie}).
JEANNENEY. Le Crédit agricole mobilier (éd. 1889, Paris, bib. nat.)
JOSSEAU. Traité du Crédit Foncier, 2 volumes (éd. 1885, Paris bib. nat.)
LABOULAYE. Dictionnaire des Arts et Manufactures et de l'Agriculture, tome I. V. Agriculture (éd. 1886, bib. nat.)
DE LALANDE. Le Crédit agricole et la loi du 19 février 1889 (éd. 1889, Paris, bib. nat.)
E. LEHR. Traité élémentaire de Droit civil germanique (bib. nat.)
» Droit civil anglais (bib. nat.)
LYON-CAEN et RENAUT. Traité de Droit commercial, tome III (éd. 1891, Paris).
MABILLEAU, RAYNERI et DE ROCQUIGNY. La Prévoyance sociale en Italie. (éd. 1898, Armand Colin et C^{ie}).
MILLE. Le Crédit agricole (éd. 1895, bib. nat.)
MULEY. Le Crédit à l'Agriculture, son organisation en France. Supplément à la « Revue d'Economie rurale » du 10 octobre 1889, (bib. nat.)
L. PERRIN. Les Warrants agricoles (éd. 1898, Marchal et Billard).
LÉON SAY et LANJALLEY. Dictionnaire des Finances, V. Crédit agricole.
LÉON SAY et CHAILLEY. Nouveau Dictionnaire d'Économie politique. V. Crédit.
THALLER. Annales de Droit commercial, année 1889.
D. ZOLLA. Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, 2 volumes, Félix Alcan 1894-1895.

Imp. HARDY et BERNARD, 191, Faubourg Poissonnière, Paris
